

Le Crédit Industriel et Commercial à Moyen Terme

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 6 Juin 1942, à 14 heures

PAR

Maurice DURAND

MEMBRES DU JURY :

PRÉSIDENT : M. BAUDIN, *Professeur*

SUFFRAGANTS { M. LAUFENBURGER, *Professeur*
M. MARCHAL, *Professeur*

LIBRAIRIE SOCIALE ET ECONOMIQUE

3, RUE SOUFFLOT, PARIS (V°)

1942

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Nom du Candidat : **DURAND.**

Prénom : **Maurice.**

Date de la soutenance : 6 juin 1942, à 14 heures.

Numéro d'ordre : 25.

(Ces deux mentions seront complétées par le service de la Bibliothèque)

DURAND (Maurice). —

Le Crédit Industriel et Commercial à moyen terme. —
Librairie Sociale et Economique, 1942, in-8°, 188 pages.

*(Thèse de Droit, Paris 1942,
n° 25)*

DURAND (Maurice). —

Le Crédit Industriel et Commercial à moyen terme. —
Librairie Sociale et Economique, 1942, in-8°, 188 pages.

*(Thèse de Droit, Paris 1942,
n° 25)*

DURAND (Maurice). —

Le Crédit Industriel et Commercial à moyen terme. —
Librairie Sociale et Economique, 1942, in-8°, 188 pages.

*(Thèse de Droit, Paris 1942,
n° 25)*

DURAND (Maurice). —

Le Crédit Industriel et Commercial à moyen terme. —
Librairie Sociale et Economique, 1942, in-8°, 188 pages.

*(Thèse de Droit, Paris 1942,
n° 25)*

LE CRÉDIT
INDUSTRIEL ET COMMERCIAL
A MOYEN TERME



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Le Crédit Industriel et Commercial à Moyen Terme

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 6 Juin 1942, à 14 heures

PAR

Maurice DURAND

MEMBRES DU JURY :

PRÉSIDENT : M. BAUDIN, *Professeur*

SUFFRAGANTS { **M. LAUFENBURGER, *Professeur***
 { **M. MARCHAL, *Professeur***

LIBRAIRIE SOCIALE ET ECONOMIQUE

3, RUE SOUFFLOT, PARIS (V°)

1942

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Les grandes découvertes du siècle dernier ont révolutionné l'économie et donné à l'industrie et au commerce un gigantesque essor. La nouvelle organisation industrielle, marquée par l'emploi en grand de machines mues par la vapeur ou des forces captées dans la nature, a entraîné la mise en œuvre de capitaux considérables. Les méthodes modernes ont nécessité un outillage sans cesse plus perfectionné et coûteux, l'achat de grandes quantités de matières premières et la constitution de stocks importants. Parallèlement, l'organisation et les méthodes du commerce se sont modifiées pour répondre à une production accrue dont l'écoulement a posé maintes fois de graves problèmes.

Pour que ces transformations puissent s'accomplir, il a fallu l'existence d'importants capitaux d'épargne, mis largement à la disposition des producteurs. Ce fut l'œuvre des banques, dont le rôle essentiel a été de tous temps la distribution du crédit. Grâce à elles, ces épargnes n'ont pas abouti à de stériles thésaurisations. L'importance de leur intervention s'est ainsi accrue au fur et à mesure que le développement de l'activité économique et son évolution rendaient le recours au crédit de plus en plus nécessaire.

Dire que le crédit est devenu un des facteurs essentiels de l'économie moderne est évidemment un lieu commun. Les abus ne doivent pas faire perdre de vue les avantages que procure son emploi judicieux et raisonnable. Les biens prêtés ou vendus à crédit servent à produire des richesses nouvelles, dont bénéficie la collectivité. D'autre part, il n'est guère contestable qu'une judicieuse politique du crédit puisse servir de frein et de régulateur à l'activité économique.

Or, pour qu'il soit vraiment utile et fécond, encore faut-il que le crédit soit non seulement proportionné aux besoins,

mais encore approprié à leur nature. Si la forme du crédit, sa durée, ses modalités ne répondent pas à la nature des besoins qu'il doit satisfaire, il perd de son utilité économique et sociale, et peut comporter des risques trop lourds pour le prêteur sans apporter au bénéficiaire le concours espéré.

Le crédit est par nature essentiellement souple et mobile. L'ingéniosité des hommes l'a peu à peu modelé sur les besoins des producteurs. L'application d'un principe qui est à la base de toute l'activité bancaire, celui de la « liquidité », le vaste domaine d'application du crédit, la variété des opérations à réaliser, ont eu pour conséquence une division du travail entre les organismes bancaires, une spécialisation ordonnée par rapport au temps et un classement des opérations qui ont été réparties en trois grandes catégories : le court terme, le moyen terme et le long terme.

C'est dans les premières années du siècle que s'est posé de façon pressante le problème du crédit à moyen terme, mais c'est seulement après 1918 que les praticiens se sont engagés dans la voie des réalisations pratiques. Peu à peu s'est ébauchée toute une technique nouvelle, et des organismes d'un type particulier ont été créés, que l'on doit tant à l'initiative privée qu'à celle de l'Etat.

Dans une première partie, nous étudierons l'objet, les ressources et la technique du crédit à moyen terme. Dans la seconde, après avoir rappelé les grandes lignes du système bancaire français, nous passerons en revue les différents organismes qui assurent en France la diffusion de cette branche particulière du crédit bancaire.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

DEFINITION DU CREDIT A MOYEN TERME

Au seuil d'une étude sur le crédit à moyen terme, la première question qui se pose est celle de sa définition. Il s'agit d'en déterminer l'objet, d'en fixer les limites dans le temps, d'en préciser les ressources, bref, de le situer dans l'ensemble du problème du crédit.

En matière de crédit industriel et commercial on peut, d'après l'emploi qui en est fait, distinguer le crédit en : crédit pour l'achat et la vente de produits sur le marché national ; crédit au commerce extérieur ; crédit pour l'achat de fonds de commerce et d'industrie ; crédit pour l'achat d'outillage et de matériel ; crédit pour travaux d'entreprises publiques ou privées ; crédit pour achats immobiliers ; crédit à la construction.

On conçoit qu'étant donné la diversité et la complexité de ces besoins, le prêt d'argent qui constitue l'opération de crédit par excellence, revête, dans la pratique, des aspects extrêmement variés.

Considéré du point de vue des garanties, il peut être consenti à couvert ou à découvert, suivant que des sûretés sont ou non affectées à son remboursement. Les sûretés sont réelles ou personnelles. Le crédit est dit « réel » si l'emprunteur affecte en gage un de ses biens mobilier ou immobilier, personnel si le prêteur se contente de l'engagement pris par l'emprunteur de rembourser la somme prêtée à une date déterminée, engagement appuyé ou non de la garantie d'une tierce personne. Il peut tenir de l'une et l'autre forme — ce qui est le plus sou-

vent le cas — s'il repose à la fois sur une garantie matérielle et sur la personnalité de l'emprunteur.

D'autre part, le crédit peut être accordé pour une durée plus ou moins longue. Et, ici, nous abordons une distinction capitale, car le temps c'est l'essence même de l'opération de crédit. Comme l'a écrit M. Louis Baudin : « Lorsque je prête mon bien, ou lorsque j'emprunte le bien d'autrui, je me place déjà en esprit à l'instant du remboursement. Je me livre à un calcul de probabilité dont l'exactitude dépend de la puissance de mes facultés, de l'étendue de mes connaissances et de la bienveillance du destin ». La décision du donneur de crédit est basée essentiellement sur la situation actuelle de l'emprunteur et les prévisions qu'un examen approfondi permet de faire sur son évolution dans les mois ou dans les années à venir. Si l'échéance du prêt est peu éloignée, la situation de l'emprunteur, les conditions d'exercice d'un commerce, d'une industrie, risquent peu d'être profondément modifiées. Il en va tout autrement si l'opération doit se dérouler sur plusieurs années. C'est pourquoi le crédit à court terme peut, dans une large mesure, être consenti à découvert, alors que l'octroi d'un crédit à longue échéance doit être subordonné à la constitution, au profit du prêteur, de sûretés, principalement immobilières si l'échéance du prêt est très éloignée. Au moyen de gages d'une valeur stable, le prêteur se garantit contre le risque très lourd d'une évolution fâcheuse de la situation de son débiteur.

Mais le facteur temps n'influe pas seulement sur l'intensité du risque de perte encouru par le prêteur. Il joue un rôle non moins grand à un autre point de vue : celui de l'immobilisation. Le prêteur se trouve dépossédé de ses capitaux jusqu'à l'époque du paiement ou du remboursement. Des événements imprévus peuvent rendre nécessaire un recours à des ressources qu'il avait cru pouvoir mettre à la disposition d'un tiers. C'est là un aspect du problème, qu'il ne peut négliger et qui influe sur la nature et l'origine des fonds utilisés dans les opérations de crédit. Et c'est pourquoi les « commerçants en crédit » que sont les banquiers, ordonnent toutes leurs opérations en fonction du temps.

En résumé, la technique du crédit, les besoins auquel il doit répondre, les ressources utilisées, diffèrent selon que le prêt est à plus ou moins longue échéance.

De ces considérations découle la distinction que l'on est amené à faire entre le crédit à court terme, le crédit à long terme et cette branche, plus moderne, moins nettement délimitée, qu'est le crédit à moyen terme.

Nous rappellerons tout d'abord quelques données élémentaires sur les deux première formes de crédit, ce qui nous permettra de dégager plus facilement le champ d'application des opérations à moyen terme.

*
* *

Le crédit à court terme a pour but d'alimenter la trésorerie des entreprises en procurant aux demandeurs des disponibilités pour le paiement des salaires, l'achat des matières premières, la couverture des frais généraux courants, pendant le cours de la fabrication des produits jusqu'au moment où ils seront livrés aux consommateurs.

L'escompte des effets de commerce à 30, 60 ou 90 jours, que les commerçants tirent sur leurs clients est l'opération par excellence du crédit à court terme. Le titre classique de cette forme de crédit, c'est l'effet bancable, contre-partie d'une vente de marchandises. Par l'escompte, des sommes d'argent payables dans un certain délai qui varie entre 30 et 90 jours suivant la branche considérée, sont rendues immédiatement disponibles au profit du créancier.

Les banques consentent aussi des avances en compte-courant, sans garantie particulière ou gagées par des sûretés personnelles ou réelles. Ces avances prennent tantôt la forme du découvert de caisse, tantôt celle du crédit par acceptations.

Enfin le crédit peut également être réalisé par l'escompte de warrants. Dans ce cas il s'agit d'un prêt sur marchandises, sans opération d'achat ou de vente. Leur propriétaire ne pouvant ou ne désirant pas les réaliser immédiatement, mais ayant besoin d'argent, emprunte une certaine somme sur les marchandises contre remise du warrant représentatif du gage.

Ces différentes opérations, combinées avec les facilités de paiement à 30, 60 et 90 jours consenties par les fournisseurs, permettent à l'industriel d'attendre que soit terminée la transformation des matières premières qu'il a achetées et au commerçant de stocker en vue de leur revente aux consommateurs

les produits manufacturés. Elles leur permettent également, le cas échéant, de pallier à une gêne de trésorerie passagère, résultant par exemple du non encaissement d'une créance dont la rentrée était prévue pour une date fixée.

En résumé, « le court terme » correspond à la durée moyenne des effets de commerce présentés à l'escompte des établissements de crédit et à la Banque de France, soit huit à quatre-vingt-dix jours. En pratique il peut atteindre jusqu'à six et neuf mois, comme dans le cas des « crédits de campagne ».

Il est d'essence nettement commercial.

* *

L'objet du crédit à long terme c'est de procurer à l'entreprise, non pas des moyens de trésorerie, mais des capitaux de premier établissement, d'investissement, que leur destination rend indisponibles pour des périodes assez longues, sous peine de compromettre l'équilibre financier de l'affaire.

Il alimente des postes du bilan amortissables sur de nombreuses années et s'applique à des opérations nettement définies parmi lesquelles nous citerons l'achat de terrains, l'acquisition ou la construction d'immeubles, l'installation ou la transformation d'usines, la construction de réseaux de distribution d'énergie électrique. C'est donc avant tout un crédit de caractère industriel. Seuls en effet quelques gros négociants, comme le commerce des vins ou des alcools et l'hôtellerie, par les installations qu'ils requièrent, conduisent à des immobilisations comparables aux investissements industriels.

Le remboursement des capitaux empruntés à long terme correspond à l'amortissement progressif des immobilisations faites. Le paiement des annuités de remboursement est assuré, en principe, au moyen des bénéfices réalisés grâce à l'accroissement du potentiel de production de l'entreprise.

La forme classique du crédit à long terme, c'est l'émission d'obligations portant intérêts semestriels et amortissables sur une longue durée par voie de tirage au sort ou par rachat en Bourse. Il peut être réalisé aussi sous forme de prêts, généralement hypothécaires, consentis par des organismes qui servent d'intermédiaires entre les demandeurs de crédit et l'é-

pargne ; ou encore sous forme de participations financières prises par des banques dans des affaires industrielles.

Les limites du crédit à long terme peuvent être fixées en prenant pour base celles des prêts fonciers, c'est-à-dire au minimum dix ans et au maximum soixante-quinze. En pratique le long terme s'étend sur une durée qui varie de vingt à trente et même cinquante ans.

*
* *

Le crédit à court terme, nous venons de le voir, correspond à des opérations de trésorerie courante ; le crédit à long terme à des opérations d'investissement. Entre ces deux catégories s'échelonnent toute une série d'opérations intermédiaires « qui ont pour but la reconstitution du capital d'exploitation des entreprises ». C'est là le domaine du crédit à moyen terme.

Des causes multiples obligent en effet les entreprises industrielles et commerciales à immobiliser pour un temps plus ou moins long des capitaux parfois considérables. Souvent au cours de leur existence il leur faut remplacer tout ou partie de leur outillage, soit qu'il soit arrivé à usure complète, soit que les progrès techniques rendent nécessaires une modernisation ou même une transformation radicale. De telles dépenses peuvent s'imposer à un moment où les bénéfices accumulés ne permettent pas encore de les payer. De même selon la nature des ordres à exécuter, l'ampleur des commandes, la durée du cycle de production, et les délais d'encaissement des ventes, les avances transitoires que doit faire l'entreprise varient énormément. La fixation d'un fonds de roulement, capable de faire face à toutes les éventualités, amènerait à immobiliser en permanence des sommes qui risqueraient de demeurer, en totalité ou en partie, improductives. Enfin une entreprise qui subit le contre-coup de plusieurs opérations malheureuses ou d'une transformation des conditions économiques, peut avoir besoin d'un concours momentané, sans qu'il y ait motif d'accroître ses ressources permanentes par une augmentation de capital ou une émission d'obligations.

Prenons un cas concret. Une affaire industrielle a reçu une commande de wagons de l'ordre de six millions de francs ; le délai de fabrication est de deux ans, et le règlement définitif ne

doit intervenir qu'un an après la livraison du dernier wagon. Il s'agit donc pour l'entreprise d'attendre plusieurs années avant d'obtenir un paiement intégral, comportant à la fois le remboursement des avances investies dans la fabrication et le montant du bénéfice espéré. Si l'industriel veut assumer seul la charge financière de l'opération, il lui faut prélever dans sa trésorerie les capitaux nécessaires pour mener à bien l'exécution de la commande. Il peut en résulter un amoindrissement dangereux de ses disponibilités. L'intervention de l'établissement de crédit à moyen terme a précisément pour objet d'éviter l'immobilisation des capitaux investis dans l'exécution des fournitures. La Banque se substitue à l'industriel et prend en charge les avances de fonds qu'il a dû faire ; leur remboursement s'effectuera entre les mains de celle-ci au fur et à mesure des règlements du client.

Dans l'exemple que nous venons de voir, il s'agissait de financer une production longue et coûteuse. Mais le problème peut se poser également pour le vendeur, industriel ou commerçant, qui a livré un produit fini, dont le prix n'est payable qu'à l'expiration de délais assez longs. C'est le cas, notamment, des ventes à l'étranger et des ventes d'objets d'un prix élevé, payables à tempérament. Ici encore l'établissement de crédit se substitue à l'industriel ou au commerçant et libère des capitaux qui pourront être utilisés à des emplois productifs et qui, sans son intervention, resteraient immobilisés jusqu'à l'encaissement du montant des ventes.

Quand le crédit s'applique à des livraisons payables à terme, la sortie du crédit s'obtient par le règlement qu'effectue l'acheteur ; dans le cas de stockage de matières premières, de marchés de fournitures ou d'entreprises de travaux, c'est également la vente à venir qui soldera le crédit. Au contraire, s'il s'agit de procurer à l'emprunteur les fonds qui lui font défaut pour agrandir son usine, moderniser son outillage, ou procéder au réajustement d'un fonds de roulement devenu insuffisant, c'est par prélèvement sur les bénéfices, par un amortissement réel, que s'effectuera le remboursement du crédit. Selon les cas le crédit à moyen terme participe donc de la nature tantôt du crédit à court terme, tantôt du crédit à long terme.

Les crédits à moyen terme s'étendent sur un laps de temps

de six mois à cinq ou six ans, et peuvent même atteindre, dans certain cas, jusqu'à dix ans.

La durée de chaque crédit varie avec l'objet poursuivi. Pour la vente à tempérament, le remboursement s'échelonne sur une période de douze à dix-huit mois ou deux ans. Le financement des exportations comporte des crédits de six mois à un an ; toutefois, dans le cas de fournitures importantes à des gouvernements étrangers, les opérations peuvent se dérouler sur une dizaine d'années. Les avances aux entreprises de travaux publics ou privés, aux fournisseurs de « grosses pièces » (fabricants de matériel de chemin de fer, fournisseurs de produits métallurgiques, chantiers navals, etc.) ont une durée qui varie de quelques mois à plusieurs années suivant les cas. Enfin, pour la transformation d'installations, l'acquisition de matériel ou d'outillage, l'amortissement des crédits s'effectue en deux ou trois ans (matériel automobile, mécanique ou électrique), ou sept à dix ans (installations nouvelles, immeubles industriels).

*
* *

Bien souvent on a cherché à réaliser ce genre de crédit au moyen de traites à trois mois, tirées sans motif réellement commercial et indéfiniment prorogées en accord avec le prêteur. Cette formule paraît séduisante au premier abord, puisqu'elle réunit les avantages du bon marché du court terme et de la durée du moyen terme. Elle est en réalité mauvaise et dangereuse. En effet, le bénéficiaire du crédit n'a jamais l'assurance absolue que les traites créées pour trois mois pourront être renouvelées jusqu'au terme de l'opération envisagée. Qu'une crise survienne et le banquier, soucieux d'assurer à ses avoirs la liquidité qu'exige impérieusement l'origine des capitaux dont il dispose, dénonce le crédit, au moment même où le bénéficiaire est, par suite des circonstances, le moins en mesure de le rembourser. Un tel procédé ne donne aucune sécurité ni à l'industriel, ni même au banquier dont la décision risque au contraire d'entraîner la défaillance de son débiteur. En admettant même que la continuation du crédit demeure assurée à l'emprunteur, celui-ci ignore quelles conditions lui seront faites pour les renouvellements à venir, car elles suivent les fluctua-

tions du taux de l'escompte, et il ne peut calculer exactement à l'avance ses frais d'agios. Enfin le crédit renouvelable, bien que les taux peu élevés du marché monétaire lui soient applicables, est en fait assez onéreux en raison des frais et commissions perçus par la banque lors de chaque renouvellement.

*
* *

Ce procédé du crédit renouvelable qui a surtout pour but d'éviter des immobilisations au banquier, n'a plus de raison d'être quand le crédit est consenti par un établissement spécialisé, dont les ressources sont adaptées à la nature des opérations à traiter. Pour pratiquer le crédit à moyen terme dans de saines conditions, il est indispensable de disposer de capitaux susceptibles d'être investis sans inconvénient dans des emplois de relativement longue durée, de telle sorte que ni le banquier, ni l'emprunteur, n'aient à se préoccuper de l'éventualité du remboursement des capitaux utilisés et qu'ainsi les conditions fixées à la réalisation du crédit puissent être maintenues jusqu'à la liquidation de l'opération. C'est l'application de la règle énoncée ainsi par Walras : « les titres représentatifs doivent être à même échéance que les titres représentés ».

D'où proviennent ces capitaux ?

On connaît la distinction généralement faite entre les deux formes d'épargne : l'épargne-réserve, c'est-à-dire les sommes d'argent que les individus conservent en caisse ou mettent en dépôt en attendant de les dépenser, et l'épargne-créatrice, représentée par les capitaux employés à des investissements nouveaux, mobiliers ou immobiliers et à l'achat de titres de créance.

M. Baudin a dressé un tableau schématique des opérations et des organismes bancaires, classés d'après l'origine des fonds utilisés (1). Ce tableau fait ressortir notamment que les crédits à court terme sont dispensés au moyen de fonds provenant de l'épargne-réserve et fournis par le marché monétaire, tandis que les crédits à long terme sont réalisés avec des capitaux provenant de l'épargne-créatrice et offerts sur le marché financier.

(1) Louis BAUDIN : *Le Crédit*, chapitre VIII, page 36.

C'est également de l'épargne-créatrice que le crédit à moyen terme tire ses ressources principales. En effet l'épargne-réserve est caractérisée par la possibilité de retrait rapide des fonds réservés ou déposés. Elle se matérialise dans les dépôts à vue des banques et des caisses d'épargne dont la durée dépend de la volonté du seul déposant. Par conséquent, elle ne peut servir à alimenter des opérations qui, comme celles du crédit à moyen terme, entraînent des immobilisations prolongées. Nous verrons, dans le chapitre suivant, que les organismes spécialisés dans ce genre de crédit se procurent la plus grande partie des fonds dont ils disposent par l'émission et le placement dans le public de valeurs mobilières (bons et obligations). Il est vrai que ces sociétés ont accès également au marché monétaire par la voie du réescompte auprès de l'institut d'émission ou de banques de dépôt. Mais ce procédé du réescompte ne peut s'appliquer, en principe, qu'aux effets qu'elles détiennent en portefeuille dont l'échéance est inférieure à 90 jours et, par suite, à une faible fraction des crédits consentis.

*
* *

Ce sont donc les taux et les conditions du marché financier qui commandent en règle générale les taux du crédit à moyen terme.

Les taux d'intérêt ou d'escompte auxquels donnent lieu ses opérations, dépendent de divers éléments au nombre desquels se placent essentiellement : la législation du taux du prêt d'argent, le prix de revient des capitaux employés, les frais d'emploi de ces capitaux.

En l'état actuel, le taux de l'intérêt conventionnel est libre, la loi du 8 avril 1918 ayant suspendu les dispositions de la loi du 3 septembre 1807 qui le limitait à 5 % en matière civile, et 6 % en matière commerciale. Bien qu'à diverses reprises des interventions d'ordre privé ou parlementaire aient réclamé le rétablissement de cette limitation, il ne semble pas qu'une telle éventualité soit prochaine, en raison non seulement du coût général des capitaux, mais surtout de l'énormité des charges fiscales qui en grèvent la réunion et l'emploi.

Le coût des capitaux à court terme est commandé, soit par le taux des reports en bourse, pour les opérations de très courte

durée, soit par le taux de l'escompte ou le taux des avances de la Banque de France, pour les opérations qui se prolongent au-delà de quelques jours. Pour les opérations à moyen terme, le taux applicable est conditionné par le prix de revient des obligations et des bons émis dans le public. Ce prix de revient comprend l'intérêt nominal servi aux souscripteurs, la charge d'amortissement des primes et frais d'émission, les charges fiscales propres aux émissions de valeurs mobilières (nous verrons combien elles se sont accrues au cours des dernières années) et les frais du service des titres. Quand il s'agit de bons à échéance fixe ou « bons de caisse », les frais sont moindres, mais il y a lieu néanmoins au paiement de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières fixé actuellement à 30 %.

A ces lourdes charges s'ajoutent les frais d'emploi des capitaux qui comportent les taxes générales sur le chiffre d'affaires (récupérées sur le client et payables en même temps que les intérêts), la taxe spéciale sur le chiffre d'affaires des banques, les impôts cédulaires sur le revenu des capitaux mobiliers et sur les bénéfices industriels et commerciaux, enfin une quote part des impôts généraux (patente, taxes locales, assurances sociales, etc.) et des frais d'administration.

*
* *

Les crédits à moyen terme sont consentis en vue d'intensifier ou de faciliter le fonctionnement d'une entreprise, ou bien en vue d'une opération ou d'une série d'opérations déterminées. Dans le premier cas, la durée du crédit est généralement plus longue et son octroi nécessite une étude approfondie de l'affaire qui suppose des moyens d'investigation et de contrôle développés. Dans le second cas, l'établissement de crédit s'attache surtout aux modalités de l'opération qui motive son intervention et aux suites qu'elle peut comporter, la marche générale de l'affaire constituant en quelque sorte une garantie supplémentaire du crédit.

Quels que soient la nature et l'objet de l'aide apportée par l'organisme bancaire, le crédit à moyen terme postule un contrôle serré, difficile à réaliser, des emprunteurs. Le prêteur à court terme est à même de suivre, au jour le jour, l'évolution des affaires de son client, qui se reflète dans les mouve-

ments de fonds, les remises d'effets à l'escompte et à l'encaissement, etc. A certains signes le banquier est averti quand les affaires de son client prennent une mauvaise tournure. Comme ses engagements sont à courte échéance, il lui est loisible d'y mettre fin dans le moindre délai. Aucune de ces données n'est applicable au prêteur à moyen terme. Ce dernier n'a pas de contacts quotidiens avec son débiteur. De plus, il contracte des engagements fermes sur plusieurs mois ou plusieurs années. Les risques sont donc considérables et le crédit à moyen terme « une affaire difficile qui ne laisse pas aux établissements qui le pratiquent des bénéfices substantiels », en dépit du coût relativement élevé de ce crédit.

CHAPITRE II

LES RESSOURCES DU CREDIT A MOYEN TERME

Pour alimenter leurs opérations, les organismes de crédit à moyen terme disposent, comme toute affaire de Banque, de leurs fonds propres, de capitaux mis à leur disposition par l'épargne, et de fonds provenant du réescompte auprès d'autres établissements ou de l'Institut d'émission. En outre, certains d'entre eux ont reçu l'aide de l'Etat sous forme d'avances avec ou sans intérêts.

Nous classerons ses diverses ressources en six catégories : le capital et les réserves ; les dépôts à préavis ; les bons de caisse ; les obligations ; le réescompte ; les avances de l'Etat.

I. — Le capital et les réserves

Le capital des établissements de crédit à moyen terme, ainsi que le montre le tableau ci-dessous, est généralement assez faible. Le plus souvent il n'est pas entièrement libéré et n'est versé qu'à concurrence du quart ou de la moitié.

Etablissements	Capital Nominal	Capital Versé
Crédit National	100.000.000	100.000.000
Société de Crédit à l'Industrie Française	100.000.000	50.000.000
Union pour le Crédit à l'Industrie Nationale	50.000.000	12.500.000
Union bancaire du Nord	60.000.000	56.250.000
Union de Banques Régionales ...	40.000.000	10.000.000

Association Financière pour le Commerce et l'Industrie	24.000.000	16.000.000
Caisse Générale de l'Industrie et du Bâtiment	40.000.000	25.000.000
Crédit Mobilier Industriel	60.000.000	60.000.000

Leur capital est donc pour ces sociétés plutôt un élément d'appoint, les ressources essentielles devant être fournies par des émissions de bons ou d'obligations. Les statuts de certains établissements fixent une proportion déterminée entre le montant total de ces émissions et le montant du capital social ou de la fraction non versée du capital.

Les Réserves et Provisions de toute nature, constituées par les organismes de crédit à moyen terme, sont en général très importantes. C'est ainsi que pour le Crédit National les réserves, compte non tenu des réserves spéciales imposées par les conventions passées avec l'Etat et s'appliquant à des risques particuliers, dépassent le montant du capital de cet établissement.

II. — Les dépôts

L'application du principe de la liquidité exclut, en matière de crédit à moyen terme, tout emploi de fonds déposés à vue. Il faut en effet que les fonds soient déposés dans des conditions donnant tous apaisements quant à l'éventualité de retraits massifs. Les dépôts à échéance répondent à cette condition essentielle, les sommes déposées ne pouvant être retirées qu'à l'expiration d'un délai de préavis, de plus ou moins longue durée, convenu entre les parties. Ces dépôts seraient susceptibles d'un très large emploi et devraient constituer une part importante des ressources affectées au crédit à moyen terme. En fait il n'en est pas ainsi. Les appels continuels de l'Etat au crédit à court et à moyen terme, sous forme notamment de Bons du Trésor ou de Bons de la Défense Nationale, d'une mobilisation aisée pour le porteur, alors que le déposant est lié par le préavis, constituent un sérieux obstacle à la formation d'une masse importante de dépôts à échéance. De même de nombreux organismes publics, dont l'importance s'accroît sans cesse, concurrencent par des taux d'intérêt élevés les éta-

blissements privés et attirent à eux les dépôts de fonds. Enfin il convient de noter que les établissements de crédit à moyen terme ne disposent pas de succursales et sont sans relations directes avec le public.

Pour toutes ces raisons les dépôts à préavis n'ont pas pris le développement qu'on pouvait espérer et ne représentent qu'une faible proportion du montant des avances et des escomptes, environ le dixième pour les principaux établissements privés. Quant au Crédit National, il n'est autorisé par ses statuts à recevoir aucun dépôt, ni de fonds, ni de titres.

III. — Les Bons de Caisse

Le Bon de Caisse est un billet à ordre ou au porteur comportant l'engagement de l'émetteur de payer à une échéance déterminée et délivré en contre-partie d'un prêt d'argent. Il diffère de l'obligation car il est toujours à court ou à moyen terme ; il est d'un montant généralement plus important ; l'intérêt en est payable d'avance. En outre l'intérêt n'est pas fixe comme pour l'ensemble d'une émission d'obligations ; il suit la loi de l'offre et de la demande, s'adapte aux variations du taux d'escompte de l'Institut d'émission, si bien qu'un établissement qui émet un jour des bons de caisse au taux de 3 % l'an, peut en émettre quelque temps après à 2 ou bien 4 pour cent.

L'émission des bons de caisse a été réglementée par un décret du 25 août 1937. Elle est interdite aux entreprises qui n'ont pas établi le bilan de leur troisième exercice commercial ; les titres doivent contenir certaines mentions et reproduire au verso le dernier bilan de l'émetteur, certifié exact et sincère ; les bons ne peuvent être souscrits à plus de cinq années d'échéance.

Les bons de caisse présentent de notables avantages d'ordre fiscal. Ils sont assimilés à des effets de commerce ; comme tels, il sont exempts de toute taxe de transmission et ne sont frappés que d'un droit de timbre minime (droit proportionnel de 0,15 pour cent avant le décret du 22 octobre 1940 ; actuellement droit fixe de cinquante centimes, quel que soit le montant de l'effet, s'il est domicilié dans une banque dès sa création, ce qui sera toujours le cas en l'espèce). Les bons de caisse sup-

portent en outre l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, mais les arrérages des prêts consentis avec des fonds provenant de l'émission de bons de caisse sont exonérés de cet impôt, en vertu de l'article 137 du Code Fiscal des Valeurs Mobilières, mesure dont ne bénéficient pas les crédits réalisés à l'aide de fonds déposés en compte.

Ce mode d'emprunt très souple permet de régler l'échéance des exigibilités sur celles des prêts consentis. Aussi les établissements de crédit à moyen terme ont-ils très largement recours à des émissions de bons de caisse, à échéance de un à cinq ans, dont le placement est facilement assuré, pour ceux d'entre eux qui sont liés à de grandes banques de dépôt, dans la clientèle de ces dernières.

La circulation des bons de caisse émis par les quatre ou cinq principaux organismes privés s'élevait à plusieurs centaines de millions il y a une dizaine d'années. En 1939 elle se trouvait réduite à une soixantaine de millions.

IV. — Les Obligations

Les emprunts obligataires procurent aux établissements de crédit à moyen terme leurs ressources stables et permanentes. La plupart de ces sociétés ont procédé jusqu'en 1931 à des émissions d'obligations amortissables sur vingt-cinq, trente, ou même cinquante ans, et de bons décennaux. L'amortissement a lieu, soit par tirages au sort, soit par rachats en bourse. Le total des emprunts ainsi émis s'élève à Frs : 157.500.000 pour les organismes privés, et Frs : 600.000.000 pour le Crédit National.

Voici le détail de ces émissions :

Etablissements émetteurs	Année d'émission	Durée de l'amortissem.	Taux	Montant des emprunts
Association Financière p ^r				
de Commerce et l'Indus-				
trie	1920	50 ans	6 %	10.000.000
— —	1930	50 ans	5 %	7.500.000
Caisse Générale de l'In-				
dustrie et du Bâtiment.	1929	25 ans	5 %	40.000.000
Crédit à l'Industrie Fran-				
çaise	1930	30 ans	4 1/2 %	30.000.000

24 LE CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL A MOYEN TERME

Union Bancaire du Nord.	1929	20 ans	5 1/2 %	20.000.000
— — — — —	1931	10 ans	5 %	20.000.000
Union de Banques Régio- nales	1930	10 ans	5 %	30.000.000
Total pour les établissements privés..				157.500.000

La situation du Crédit National se présente sous un jour particulier en raison de ses rapports avec l'Etat. Cet établissement a procédé à l'émission de deux catégories d'obligations, les unes pour le service desquelles une annuité est inscrite au budget de l'Etat, les autres, émises sous sa seule signature, dont le service est assuré par ses ressources propres.

Les émissions de la première catégorie, au nombre de douze, ont porté sur un montant total de 29 milliards 700 millions de francs. Le produit de ces obligations, destiné principalement aux opérations pour le compte de l'Etat, ne peut être affecté aux avances à moyen terme que jusqu'à concurrence d'une somme de 1 milliard de francs, montant des prélèvements autorisés par les Conventions avec l'Etat du 7 juillet 1919 et du 10 décembre 1937.

Les émissions de la deuxième catégorie, dont le produit est intégralement affecté aux opérations de crédit à moyen terme; sont au nombre de quatre. En voici le détail :

Date de l'émission	Durée de l'amortissement	Teux	Montant
février 1932	10 ans	5 %	250.000.000
juillet 1932	12 ans	4 50 %	150.000.000
janvier 1939	5 ans	5 %	100.000.000
juillet 1939	10 ans	5 %	100.000.000
			600.000.000

Les deux derniers emprunts ont été souscrits par la Caisse des Dépôts et Consignations, dans le cadre d'un concours temporaire de 300 millions qu'elle a été amenée à donner au Crédit National pour parer à l'impossibilité où se trouvait ce dernier de se procurer dans le public, sauf à des conditions trop onéreuses, les ressources rendues nécessaires par le développement de ses opérations de prêt aux entreprises.

En effet, depuis 1932, les conditions du marché financier, le loyer élevé de l'argent à long terme et l'aggravation des charges fiscales qui grèvent les valeurs mobilières, a rendu impossible toute nouvelle émission d'obligations par les sociétés de crédit à moyen terme. Dans un rapport au Conseil National Economique, M. Auboyneau, Inspecteur des Finances, signalait qu'en 1938 le prix de revient d'un emprunt obligataire pouvait être évalué entre 7,75 et 10 pour cent. Un prix de revient aussi élevé, qui obligerait l'établissement émetteur à exiger de ses clients des taux d'intérêts excessifs, est, on le conçoit, absolument prohibitif.

L'exagération des charges fiscales que supportent les obligations ressort d'une comparaison entre les taux d'avant 1914 et les taux actuels des trois impôts qui frappent directement les valeurs mobilières : l'impôt du timbre, l'impôt de transmission et l'impôt cédulaire sur le revenu.

L'impôt du timbre est acquitté, soit au comptant, soit par abonnement ; le droit de timbre au comptant fixé à 1 % pour les obligations par la loi du 5 juin 1850, a été porté à 1,80 % en 1914 et à 4,40 % par le décret du 2 mai 1938 ; la taxe d'abonnement qui était à l'origine de 0,05 %, a été portée à 0,09 % en 1914 et 0,20 % son taux actuel.

L'impôt de transmission revêt soit la forme du droit de transfert, soit celle de la taxe de transmission. Le droit de transfert est passé de 0,20 % (loi du 23 juin 1857) à 0,90 % (loi du 29 mars 1914) pour revenir à 0,65 %, son taux actuel ; la taxe annuelle de transmission, fixée d'abord à 0,12 %, a été élevée à 0,30 % (loi du 29 mars 1914) et à 0,50 % (loi du 29 mars 1941).

Quant à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, il a été successivement porté de 3 % (loi du 29 juin 1872) à 5 % (loi du 30 décembre 1906) et 25 %, plus une surtaxe exceptionnelle de 5 %, soit au total 30 % (Art. 1 et 13 de la loi du 29 mars 1941). Toutefois ce taux de 25 % est réduit, par la loi même qui l'a institué, à 10 % pour les obligations négociables, assujetties aux droits de timbre et de transmission, émises postérieurement au 15 avril 1941 ; la surtaxe exceptionnelle de 5 % ne frappe pas les titres bénéficiant de ce tarif réduit de 10 %. Encore la loi précise-t-elle que cette réduction n'est applicable, en cas

d'emprunt de conversion, qu'à la fraction de l'emprunt nouveau qui excède le capital remboursé.

Les très fréquentes modifications de tarif survenues depuis la création de ces trois taxes, marquent donc, sauf de courtes et rares périodes, une aggravation continue et considérable. En faisant bénéficier les émissions nouvelles d'un impôt sur le revenu réduit, l'Administration a reconnu implicitement que le taux de cet impôt est exagéré. On comprend mal dans ces conditions qu'il ait été maintenu pour tous les emprunts anciens et que le bénéfice de la réduction n'ait pas été étendue tout au moins aux arrérages des emprunts utilisés à consentir des prêts aux entreprises commerciales et industrielles.

V. — Le Réescompte

Les taux élevés pratiqués sur le marché des capitaux à long terme, la stagnation des dépôts à préavis et la diminution de la circulation des bons de caisse limitant les moyens d'action des sociétés de crédit à moyen terme, celles-ci ont cherché de plus en plus à se procurer des ressources par la voie du réescompte.

Le réescompte auprès de la Banque de France ne peut s'appliquer qu'aux effets dont l'échéance est peu éloignée, en principe ceux à moins de quatre-vingt-dix jours. La Banque accepte toutefois, pour certaines opérations, la création d'effets de mobilisation renouvelables une ou deux fois, ce qui porte à une tranche de neuf mois la durée du concours que peut prêter l'institut d'émission. C'est le cas, notamment, des effets créés en représentation d'avances consenties pour la mobilisation de créances administratives (avec ou sans intervention de la Caisse Nationale des Marchés) et des acceptations souscrites par le Crédit National, pour la portion payable par traites des dépenses publiques.

Le réescompte auprès des grands établissements de crédit, dont certains établissements spécialisés sont les filiales, est également limité dans le temps, sous peine d'enfreindre la règle d'or de la liquidité que les banques de dépôt se doivent d'appliquer.

C'est la Caisse des Dépôts et Consignations qui paraît appelée à fournir aux banques de crédit à moyen terme les possibilités

de réescompte correspondant à leurs besoins. Depuis 1927 elle pratiquait la prise en pension des Bons de la Défense Nationale, qui consiste en un achat à un taux déterminé suivi d'une revente au même taux à une époque fixée à l'avance, opération qui fut étendue par la suite à des traites de compagnies de chemins de fer et de navigation. En 1931 la Caisse des Dépôts mit en application une formule analogue pour les effets créés par les banques en représentation d'avances consenties pour une durée variant de six mois à cinq ans. La Caisse accepte de réescompter ou de prendre en pension ces effets pendant la durée et dans les limites d'un crédit déterminé, qu'elle n'accorde qu'après un examen approfondi de la situation financière des établissements demandeurs et de celle des garants éventuels.

Jusqu'au début de 1938 les effets, pour être pris en pension, devaient être garantis par deux banques dont au moins un grand établissement de crédit. Depuis le mois de mai 1938, la Caisse des Dépôts admet à la place de la deuxième signature de banque, la signature d'un industriel ou d'un commerçant, ou une garantie réelle telle qu'un nantissement de marché, une police d'assurance.

La rémunération de la Caisse comprend deux éléments :

1°) une commission d'engagement, payable par semestre et d'avance, calculée sur le montant du crédit alloué, à un taux variant selon sa durée ; cette commission est due en tout état de cause, que le crédit soit utilisé ou non.

2°) une commission de pension, variable également suivant la durée du crédit et basée sur le taux d'escompte de la Banque de France, au jour de la remise des effets.

La formule adoptée par la Caisse des Dépôts, offre l'avantage de permettre aux banques, soit de nourrir elles-mêmes les effets quand l'état de leur trésorerie les y incite, soit de les mettre en pension, en cas de besoin, à concurrence d'un crédit dont le montant a été convenu d'avance.

La Caisse des Dépôts et Consignations, en dehors de ces opérations d'un objet général, a admis à l'escompte les bons émis par des gouvernements étrangers en paiement de fournitures exécutées par des entreprises françaises, bénéficiant de la garantie de l'Etat dans le cadre de la loi du 10 juillet 1928 sur l'assurance crédit d'Etat aux exportateurs. L'Escompte calculé au taux de 5 % l'an, a porté sur la partie des effets garantis par

l'assurance crédit d'Etat, soit 60 % de leur montant. Son intervention à cet égard est particulièrement précieuse du fait que la Banque Nationale Française du Commerce extérieur ne peut escompter que les effets d'une durée inférieure à neuf mois et que, de son côté, le Crédit National n'admet à l'escompte que ceux dont l'échéance est postérieure à deux années à partir de l'origine du contrat.

VI. — Les avances de l'Etat

L'Etat a donné son appui financier à plusieurs institutions de crédit à moyen terme afin de favoriser le développement de cette branche du crédit, ou pour venir en aide à certaines catégories de personnes ou d'entreprises.

C'est le Crédit National qui bénéficie du concours financier le plus important. Cet établissement a été autorisé en effet à prélever sur le produit des emprunts émis par lui avec la garantie de l'Etat, une somme totale de un milliard de francs, destinée à financer les prêts et escomptes à moyen terme. A fin décembre 1939 la Société avait usé de cette autorisation à concurrence de Frs : 809.543.924.

La Banque Nationale Française du Commerce extérieur, s'est vu allouer une avance sans intérêts de 25 millions de francs, réalisée par un prélèvement sur la redevance supplémentaire versée par la Banque de France en vertu de l'article 4 de la Convention du 26 octobre 1917.

Pour l'extension du crédit à moyen terme aux petits industriels et aux petits commerçants, l'Etat a mis à la disposition de la Caisse Centrale de Crédit Hôtelier, Commercial et Industriel, des avances d'un montant global de cent millions de francs, dont 35 millions provenant de la part non utilisée des avances précédemment consenties au Crédit National Hôtelier pour les prêts hôteliers à long terme.

Enfin, dans le cadre du crédit coopératif et artisanal, diverses lois ont institué des « fonds de dotation », sur les disponibilités desquels s'imputent les prêts consentis aux sociétés coopératives et aux artisans. Ces fonds sont constitués par des comptes spéciaux du Trésor où sont versés les prélèvements opérés sur les redevances de la Banque de France, les fonds de concours éventuellement versés en vue de la même affectation, ainsi que les

recouvrements effectués sur les créances. D'autre part, les Secrétaires d'Etat aux Finances et à la Production Industrielle ont été autorisés, par la loi du 21 mars 1941, à attribuer des avances sans intérêts à la Caisse Centrale de Crédit Coopératif, à charge par elle de les utiliser pour consentir des prêts à moyen terme à des catégories déterminées de coopératives artisanales jugées dignes d'encouragement. L'ensemble des crédits alloués par l'Etat à ces différents titres, s'élève à plus de cent quarante millions de francs.

CHAPITRE III

LES OPERATIONS DE CREDIT A MOYEN TERME

Pour l'examen des opérations qui constituent le crédit à moyen terme, nous répartirons celles-ci en plusieurs catégories et nous étudierons successivement :

- 1°) le financement des entreprises.
- 2°) l'escompte des ventes à tempérament.
- 3°) le financement des marchés publics et privés.
- 4°) le financement des exportations.
- 5°) le crédit à la construction et au bâtiment.
- 6°) le crédit à l'industrie cinématographique.

SECTION I

Le financement des entreprises

Nous avons vu que les entreprises industrielles et commerciales ont besoin de l'appui d'un crédit prolongé pour financer des programmes de modernisation ou d'extension de leur outillage, pour procéder à des transformations, pour renouveler des approvisionnements ; enfin pour ajuster à des conditions nouvelles des fonds de roulement devenus insuffisants par suite de circonstances particulières (difficultés économiques ; transformation des conditions sociales, entraînant une hausse brutale des salaires et des prix de revient, comme en 1936 par exemple ; pertes de caractère exceptionnel ; reprise des affaires après une période de dépression et de stagnation ; dévaluation monétaire, etc.).

L'émission d'obligations ou de bons, de plus ou moins longue durée, procurerait les capitaux nécessaires. Mais ce procédé ne convient qu'à des firmes suffisamment importantes et connues, qui peuvent ainsi pourvoir à des besoins étendus sans être trop lourdement grevées par les frais inhérents à toute émission publique. Il est pour ainsi dire refusé aux petites et moyennes affaires jouissant parfois d'un égal crédit, sinon d'une semblable notoriété, et dont les émissions faites à des taux et des conditions plus onéreuses seraient en outre trop faibles pour qu'un marché puisse s'établir sur leurs titres.

Aussi bien, même des affaires importantes peuvent n'avoir besoin que d'un crédit limité ou temporaire, ne justifiant pas une émission de valeurs mobilières.

Dans ces différentes éventualités, c'est un établissement de crédit spécialisé qui, s'étant procuré lui-même les capitaux nécessaires par des émissions dans le public (d'un placement plus aisé et d'un prix de revient moindre que les multiples émissions particulières auxquelles elles se substituent), consentira les crédits en s'entourant des garanties voulues.

a) *Modalités du crédit.*

La forme de l'intervention de l'établissement bancaire varie suivant la nature des exploitations et le caractère des opérations envisagées.

La formule qui est, en principe, la plus favorable, est celle du *prêt*, consenti pour une durée déterminée et à un taux fixe. L'emprunteur connaît ainsi le montant exact des charges qu'il aura à supporter et qui ne sont pas susceptibles de modification pendant le cours de l'opération. Le remboursement s'effectue soit en totalité au terme convenu, soit en plusieurs fois, les intérêts faisant l'objet de règlements distincts ; ou bien encore le prêt est remboursable au moyen d'annuités constantes, qui peuvent être mensuelles, trimestrielles ou semestrielles et comprennent à la fois les intérêts et une quote part du capital emprunté. Le prêt amortissable permet d'adapter les conditions de remboursement aux ressources dont l'emprunteur pourra disposer à cette fin. Que le prêt soit amortissable par annuités ou non, il est loisible aux intéressés de différer le point de

départ du remboursement et de le fixer, par exemple, à un an de date de la signature du contrat.

L'*ouverture de crédit* s'analyse en un prêt différé. En cas d'ouverture de crédit pure et simple, le crédit prélève les fonds au fur et à mesure de ses besoins, dans la limite du découvert qui lui a été accordé. Généralement le banquier perçoit, en dehors des intérêts, une « commission d'engagement » payable à la signature des conventions et une « commission d'utilisation » payable lors de chaque prélèvement et calculée sur le montant des sommes prélevées. Cette formule donne au producteur qui veut rénover son matériel ou développer ses installations, la possibilité de n'utiliser le crédit que dans la mesure et à la cadence de ses achats. Une fois épuisée la totalité du crédit qui lui a été ouvert, il ne peut plus obtenir de fonds à défaut de nouvelles conventions. Le remboursement des capitaux prêtés s'effectue aux dates et dans les conditions convenues entre les parties.

Tout autre est le mécanisme de l'*ouverture de crédit en compte-courant*. Dans ce cas, les avances du créditeur et les remboursements du crédit constituent de simples remises en compte. Les versements du débiteur qui tendent à ramener à égalité les postes « crédit » et « débit » du compte, ont pour conséquence la reconstitution de la faculté d'emprunt et lui permettent de prélever de nouveaux fonds pendant toute la durée du fonctionnement du compte-courant, sous la seule réserve de demeurer dans les limites du découvert autorisé par la Banque. L'opération de crédit acquiert, sous cette forme, une très grande souplesse.

Le concours bancaire peut également être donné au moyen d'*avances*, consenties à un taux variable selon le taux des avances de la Banque de France et remboursables en totalité à une date convenue, ou par tranches. Ce procédé sera employé pour une opération déterminée, se dénouant elle-même, et, dans ce cas, le délai de remboursement est moins long que pour les crédits ouverts en vue de faciliter ou d'intensifier le fonctionnement de l'entreprise.

Enfin l'*escompte* est, comme en matière de crédit à court terme, un mode d'opération particulièrement pratique et économique. En dehors de l'escompte d'effets résultant de ventes à tempérament que nous étudierons plus loin, il porte sur des

effets tirés en représentation des annuités d'un contrat de publicité, par exemple, ou des termes de paiement d'une commande importante.

b) *Les Garanties.*

Quelle que soit la forme adoptée pour la réalisation du crédit, celui-ci doit être assorti de garanties puisque l'opération se déroule sur un laps de temps assez long pendant lequel la situation de l'emprunteur est susceptible d'évoluer et de se modifier considérablement.

Ces garanties sont données sous forme d'hypothèques, nantissements de fonds commerce, nantissements de valeurs mobilières, avals et cautions solidaires, transports de créance.

Elles peuvent être constituées aussi bien pour un prêt ferme ou une ouverture de crédit pure et simple, que pour sûreté d'une opération en compte-courant. Dans ce dernier cas, elles s'appliquent au remboursement du solde éventuel du compte tel qu'il apparaîtra à sa clôture définitive. Cette créance future est évidemment indéterminée dans son montant, mais elle résulte de la convention de compte-courant, et par conséquent se cause est connue et déterminée, ce qui suffit pour la validité de la constitution de garantie. Pour requérir l'inscription d'hypothèque, par exemple, on donne à la créance éventuelle une valeur estimative, correspondant au découvert maximum autorisé et à concurrence de laquelle jouera la garantie.

L'hypothèque, de premier rang, est la garantie qui offre le plus de sécurité mais elle n'en comporte pas moins des risques surtout quand il s'agit d'une hypothèque sur un gage industriel. A la différence de l'immeuble d'habitation, peu susceptible de variations brusques de valeur, la réalisation d'un immeuble industriel peut donner lieu à de sérieux mécomptes. La garantie comprend trois éléments distincts : les terrains, les constructions, le matériel immeuble par destination. Si l'on peut trouver un acquéreur qui maintienne au gage sa destination première, les deux derniers éléments conserveront une grande partie de leur valeur d'expertise. Au cas contraire, le matériel sera vendu au prix de la ferraille et l'adaptation de l'usine à une production différente peut rendre nécessaires des aménagements et des transformations telles que la valeur des bâti-

ments hypothéqués s'en trouve singulièrement dépréciée. En outre, en période de crise économique la réalisation d'un gage industriel s'avèrera difficile, un grand nombre d'usines étant mises en vente en même temps.

Le nantissement des fonds de commerce dont la valeur est subordonnée à une bonne gestion et dépend trop de facteurs personnels, ne peut servir de garantie unique. En cas de défaillance du débiteur le prêteur est parfois amené à reprendre lui-même l'exploitation du fonds afin d'essayer, si l'affaire paraît viable, de lui maintenir sa valeur en attendant de trouver un acquéreur. C'est là un risque non négligeable.

La caution est également une garantie fragile, sauf si elle émane d'une banque, d'une compagnie d'assurance-crédit, ou d'une société importante. Elle est souvent demandée, à titre de garantie supplémentaire, aux associés et aux gérants de la société à responsabilité limitée et aux administrateurs de la société anonyme bénéficiaires du crédit.

La valeur de la garantie-titres dépend bien entendu de la nature des titres remis en gage et de leur plus ou moins grande négociabilité. Les crédits consentis varient en proportion : 80 % de la valeur du gage s'il s'agit de fonds d'Etat français, de valeurs garanties par l'Etat, d'obligations du Crédit Foncier, etc. ; 30 à 75 % pour les autres titres. On écarte les titres non libérés et les titres à marché étroit ou spéculatif.

Les transports de créances s'appliquent à des créances sur l'Etat, les collectivités et les établissements publics, ou sur des sociétés privées de premier standing. Deux procédés sont employés : l'aliénation, la remise en nantissement. L'aliénation se fait sous forme d'une cession ou d'une délégation qui permet au bénéficiaire d'encaisser directement les sommes dues par le tiers débiteur ; signification doit en être faite au débiteur cédé, à moins que celui-ci n'accepte le nouveau créancier par un acte authentique (art. 1690 du Code Civil) ; l'opération comporte la perception d'un droit proportionnel d'enregistrement de 1,65 %. L'autre voie ouverte est celle du transport en garantie, dont la validité est subordonnée à deux conditions : établissement d'un acte authentique ou sous signatures privées signifié au débiteur de la créance donnée en gage et remise du titre de créance au créancier nanti ou à un tiers convenu (art. 2074 et 2075 du Code

Civil) ; cette formule ne donne lieu qu'à la perception d'un droit fixe de trente-cinq francs.

C'est à une combinaison des diverses garanties que nous venons d'énumérer qu'ont généralement recours les établissements de crédit à moyen terme. A titre d'exemple, voici comment se répartissaient à fin décembre 1939, d'après la nature des garanties y affectées, les prêts à moyen terme consentis par le Crédit National :

Hypothèques	187.682.682 92
Cautions solidaires	235.352.141 48
Hypothèques et cautions	247.880.164 53
Hypothèques et titres	35.717.757 39
Hypothèques et fonds de commerce ..	233.567.076 89
Cautions et titres	65.657.843 57
Cautions et fonds de commerce	2.412.246 36
Annuités de l'Etat	8.867.956 37
Titres divers	112.487.741 26
Bons d'Etats Etrangers	483.873.800 37
Annuités de prestations	167.135.876 83
Récépissés de Clearings	544.199 78
Total	1.781.199.487 75

Les statuts et les règlements intérieurs des sociétés de crédit, spécifient parfois les garanties qui pourront être admises et fixent des règles précises et des pourcentages déterminés pour l'appréciation de leur valeur.

La plupart des garanties exigées par les établissements prêteurs ne peuvent guère être fournies que par des entreprises de quelque importance. Il semble que les opérations de crédit à moyen terme seraient facilitées par un assouplissement du régime des sûretés réelles et particulièrement du gage qui, en l'état actuel de la loi, a pour conséquence d'immobiliser les matières et les marchandises qui le constituent et de les retirer du cycle de la production. Déjà diverses dispositions législatives ont permis la constitution de gage sans dépossession de l'emprunteur : c'est le cas du warrant hôtelier et du warrant pétrolier. Il y aurait intérêt, semble-t-il, à étendre les avantages

ainsi concédés à des branches d'activité particulières, à la généralité des industriels et commerçants.

Un premier pas dans ce sens a été fait par la loi du 12 septembre 1940, relative au financement des fabrications de démarrage qui a créé un type nouveau de warrant : le warrant-industriel.

Cette loi de circonstance a autorisé le ministre de la production industrielle à inviter les industriels à entreprendre la fabrication de produits d'utilisation courante, répondant à des besoins certains. Cette invitation est donnée sous forme de « lettres d'agrément » indiquant la nature, la qualité et la quantité des produits à fabriquer, les délais de fabrication, et les conditions particulières relatives aux modalités et aux lieux de production. Les industriels titulaires de lettres d'agrément peuvent warranter les produits fabriqués par eux, conformément aux dispositions de celles-ci « tout en en conservant la garde dans leurs usines ou dans leurs dépôts ».

Ce qui caractérise donc le nouveau warrant, tout comme les warrants hôtelier et pétrolier, et le distingue du warrant ordinaire, c'est qu'il n'exige pas la dépossession du constituant. Les produits warrantés dûment spécifiés en qualité et quantité restent, jusqu'au remboursement des sommes prêtées, le gage du porteur du warrant. Mais il n'est pas nécessaire de séparer matériellement les produits warrantés des autres produits similaires détenus par l'emprunteur. Celui-ci conserve même le droit de vendre les produits warrantés à l'amiable et avant paiement de sa dette, la tradition à l'acquéreur ne pouvant toutefois être opérée que lorsque le créancier a été désintéressé.

Le warrant industriel, établi par le greffe du Tribunal de Commerce de la situation des produits warrantés, est valable pour un an, mais peut être renouvelé. Il confère au porteur un privilège sur les produits warrantés et, le cas échéant, sur les indemnités d'assurances dues en cas de sinistre. Tous ceux qui ont signé, endossé ou avalisé un warrant sont tenus à la garantie solidaire envers le porteur.

Les établissements publics de crédit ont été autorisés par la loi du 12 septembre 1940, à recevoir les warrants industriels comme effets de commerce, avec dispense d'une des signatures exigées par leurs statuts.

On pourrait concevoir que le warrant industriel, conçu pour

un temps limité et pour une catégorie d'opérations déterminées, fût étendu à l'industrie en général et devint d'application courante.

En Allemagne on a imaginé une formule qui a rendu de grands services et qui est également en usage en Suisse, bien qu'elle ne soit pas réglée par le Code Civil Fédéral. De nombreux crédits ont été accordés sous le couvert de cette sûreté nouvelle dénommée « Sicherungsübereignung » (« constitution de garantie par voie de cession de propriété »).

La Sicherungsübereignung consiste dans un contrat synallagmatique qui comporte, d'une part, la transmission de propriété d'un bien et, d'autre part, le règlement de la possession de ce bien ; c'est-à-dire que le débiteur transmet au créancier la propriété de la chose et que, simultanément, le créancier prête la même chose au débiteur. La différence que présente cette formule avec le gage, résulte de ce que dans le nantissement seule la possession est transférée, alors qu'ici le transfert porte sur la propriété, le nouveau propriétaire laissant au débiteur la possibilité de conserver aux biens constitués en garantie leur destination première.

Cette constitution de garantie peut porter aussi bien sur des terrains que sur des biens mobiliers, sur la totalité d'une chose ou sur une ou plusieurs de ses parties, ou encore sur une universalité telle qu'un stock de marchandises utiles à une fabrication déterminée. C'est sous cette dernière forme que l'institution nouvelle a rendu les plus grands services. Des matières, des marchandises peuvent servir de sûreté à un crédit tout en restant maintenues dans un cycle de fabrication ou à la disposition du débiteur pour être vendues, pour le compte du créancier, dans des conditions analogues à celles du warrant industriel décrit plus haut.

c) *Taux des prêts.*

On a déjà vu combien sont lourdes les charges qui grèvent les émissions des établissements de crédit. Or le taux d'intérêt des prêts et avances est commandé par le prix de revient des bons et obligations que ceux-ci émettent dans le public. Pour le Crédit National, établissement semi-public qui bénéficie de ce chef d'un crédit particulier, de possibilités de placement plus

grande et d'immunités fiscales, le taux d'intérêt des prêts est fixé à 7,15 % (1). Il est évidemment plus élevé pour les prêts consentis par des organismes privés.

A ces taux d'intérêt forcément onéreux, s'ajoutent les charges provenant du régime fiscal des garanties. Quelle que soit en effet la nature des garanties constituées, qu'il s'agisse d'affectations hypothécaires, de nantissements, ou de cautionnements, il faut acquitter des droits d'enregistrement proportionnels au montant de l'opération, mais non à sa durée. Ces droits déjà lourds pour des crédits amortissables en vingt ou trente années, deviennent prohibitifs quand on les applique à des opérations d'une durée moindre comme celles qui constituent le crédit à moyen terme.

Des mesures ont été prises afin d'alléger les charges supportées par les emprunteurs et d'éviter notamment une superposition d'impôts. C'est ainsi que l'article 137 du Code Fiscal des valeurs mobilières stipule que « sont exonérés de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, les arrérages, intérêts et autres produits des prêts consentis sous une forme quelconque par des sociétés françaises constituées par actions qui émettent ou souscrivent en représentation de ces prêts des obligations ou autres titres d'emprunt soumis eux-mêmes à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers. Les prêts exonérés ne pourront jamais excéder le montant des obligations et titres émis ou souscrits et il devra en être justifié par la société ».

D'autre part, en vertu d'un décret du 25 août 1937, des bonifications d'intérêts ont été allouées aux entreprises industrielles et commerciales, en vue du développement et de la modernisation de leur outillage. Ces bonifications sont accordées par arrêté des Ministres des Finances et du Commerce, sur avis conforme d'une commission chargée d'apprécier le bien fondé technique et l'utilité des projets présentés. Le taux des bonifications, fixé par le Ministre des Finances, ne peut dépasser %, ni être supérieur à la moitié des intérêts réellement dûs. Les bonifications accordées pour une durée de quatre ans au

(1) Il vient d'être ramené à 6,50 %, à la suite d'emprunts que les conditions particulières dans lesquelles se trouve le marché des capitaux depuis l'armistice ont permis de placer à un taux exceptionnellement favorable.

plus, sont versées au crédit d'un compte spécial ouvert au nom de chaque intéressé dans les écritures du Crédit National, compte qui ne peut être débité qu'en vue du paiement des intérêts exigibles.

Un décret du 24 mai 1938 a étendu le bénéfice de ces bonifications aux entreprises industrielles et commerciales qui, supportant la charge de dettes particulièrement onéreuses, contracteraient de nouveaux emprunts en vue de maintenir leur activité.

SECTION II

Le financement des ventes à tempérament

L'essence même du crédit c'est le droit qu'obtient une personne à la jouissance immédiate d'un bien corporel ou incorporel qui appartient à une autre personne, alors que le paiement en est reporté à une date ultérieure. Dans cette forme particulière du crédit qu'est la vente à tempérament, il n'y a pas un paiement unique différé, mais une série de versements partiels échelonnés, dont le nombre, le montant et les échéances sont fixés par les conventions des parties.

Ce système a été employé dès la plus haute antiquité par les Egyptiens, les Romains, notamment pour la vente d'immeubles et de terrains. Au cours du XIX^e siècle, avec le développement parallèle des grandes industries et des différentes formes de crédit, il a pris une très grande extension. Introduite aux Etats-Unis dès 1807, la vente à crédit a été appliquée tout d'abord par les grandes maisons d'ameublement. Celles-ci procédaient à une sélection sévère des clients, exigeaient un paiement comptant d'environ 10 %, et accordaient un délai de dix-huit mois pour le surplus. Les contrats comportaient nantissement et droit de reprise. Au milieu du siècle les fabricants de pianos et les fabricants de machines à coudre, qui n'emploient plus guère d'autre système maintenant, commencèrent à vendre à tempérament. Puis ce fut le tour de l'industrie du livre en Grande-Bretagne, qui substitua à la souscription anticipée avec paiements partiels au fur et à mesure des livraisons la formule de la livraison intégrale et du règlement du prix par mensualités.

La vente à crédit devait trouver un terrain très propice dans

l'industrie automobile. Quand on découvrit des acheteurs éventuels dans les classes moyennes, quand les fermiers américains et les ouvriers spécialisés s'intéressèrent au nouveau mode de transport, il fallut substituer au paiement comptant la vente à tempérament pour mettre l'automobile à la portée de ceux qui, même non dépourvus d'économies, ne pouvaient envisager un décaissement aussi considérable que celui nécessité par l'acquisition d'une automobile. En 1926 la proportion des voitures neuves vendues à crédit par rapport aux ventes totales était de 55,9 % aux Etats-Unis.

Le succès de la vente à crédit dans ce domaine attira l'attention des industriels des autres branches de l'économie. Une multitude d'objets se vendent maintenant à tempérament : machines agricoles, automobiles, machines pour blanchisseries, appareils ménagers, machines électriques, matériel de bureau et de magasin, chaudières, appareils de chauffage, phonographes, postes de radio, terrains, maisons, meubles, vêtements même.

Dans la vente au comptant, un seul problème se pose : la détermination d'un prix satisfaisant tenant compte à la fois des intérêts du demandeur et du vendeur. Avec la vente à crédit l'opération se complique. Une enquête sur la solvabilité de l'acheteur est nécessaire, enquête que rend difficile le fait que ce dernier est le plus souvent un particulier. Il faut également adapter les conditions de paiement aux sources de revenus des différentes catégories de clients. Enfin le vendeur doit tenir compte d'une défaillance toujours possible de son débiteur, soit que celui-ci cherche à se dérober à ses obligations, soit qu'il fasse de mauvaises affaires ou que ses revenus subissent une diminution importante.

Comment le vendeur est-il garanti contre ce risque de non paiement ? L'article 2102 du Code Civil accorde bien un privilège au vendeur d'effets mobiliers non payés. Mais, d'une part, ce privilège ne comporte pas de droit de suite et, d'autre part, il perd tout son effet en cas de faillite du débiteur. En outre, il est primé par celui du bailleur et par le privilège du Trésor.

Pour remédier à cette insuffisance de garanties, la pratique a imaginé deux systèmes :

1°) *la vente sous condition résolutoire* : dans ce cas, l'opération emporte transfert simultané de l'objet et de sa propriété, contre

remise des traites. Une clause stipule toutefois qu'en cas de non paiement la vente sera résolue de plein droit. D'un effet absolu entre les parties, cette clause, dont l'effet remonte au jour où la condition s'est trouvée réalisée, s'impose aux tiers (article 608 du Code de Procédure Civile) surtout si on a soin de lui donner date certaine par une sommation d'huissier. Mais elle ne peut être appliquée qu'autant que la possession de l'objet n'a pas été transmise à un tiers (art. 2279 du Code Civil) et si l'acheteur demeuré en possession n'a pas été déclaré en faillite avant la notification de la clause résolutoire.

2°) *la vente sous condition suspensive* : le vendeur effectue la tradition de l'objet vendu, mais stipule que la vente ne sera effective que lorsque l'acheteur en aura intégralement acquitté le prix. A cette vente on adjoint, pour justifier la possession de l'acheteur, un contrat de détention à titre précaire qui peut être un louage ou un prêt à usage ou un mandat. La jurisprudence a été longtemps divisée sur la nature de ces conventions et leurs effets. Mais la Cour de Cassation, dans ses dernières décisions, a jugé qu'on ne pouvait pas, quelles que soient les modalités adoptées, dénaturer un acte qui dans la volonté commune des parties n'est autre qu'un acte de vente (cf. Cass. Cri. 18 octobre 1934). La conséquence de cette jurisprudence est qu'en cas de faillite de l'acheteur la clause suspendant le transfert de propriété n'est pas opposable à la masse créancière et que si l'acheteur a détourné l'objet qui lui a été remis en location ou à titre de prêt, on ne peut trouver dans ce fait les éléments constitutifs du délit d'abus de confiance.

Dans l'un et l'autre système, l'inexécution du contrat ouvre au profit du vendeur un droit de reprise sur l'objet vendu, sous réserve d'un compte à faire avec l'acquéreur dépossédé. Il arrive souvent que les contrats prévoient dans ce cas que les sommes versées par l'acheteur resteront acquises au vendeur jusqu'à concurrence d'un montant déterminé.

On a cherché également dans l'application du gage une garantie susceptible d'assurer au vendeur le paiement de sa créance. En l'absence de dispositions spéciales et expresses de la loi, la vente à terme d'un objet délivré à l'acquéreur au moment de la conclusion du contrat est incompatible avec l'octroi d'un droit de gage valable, l'obligation de dépossession des articles 2076 du Code Civil et 92 du Code de Commerce n'étant pas réa-

lisée. Néanmoins le vendeur a intérêt à insérer dans le contrat une clause lui conférant un droit de gage, car la Cour de Cassation admet l'application de l'article 400 du Code Pénal, même lorsque le gage est constitué sans dépossession.

L'essor considérable de la vente à tempérament des automobiles a amené le législateur à intervenir pour garantir les droits du vendeur et à organiser un gage spécial adapté aux conditions particulières auxquelles il s'agissait de pourvoir. Tel est le but de la loi du 29 décembre 1934. Dans le système de cette loi, la vente produit ses effets ordinaires ; le transfert de propriété s'opère lorsque se réalise l'accord des parties. Si l'acheteur manque à ses obligations, c'est l'objet lui-même, en quelques mains qu'il se trouve, qui demeure affecté au paiement de ce qui reste dû au vendeur et à ceux qui lui sont substitués, cessionnaires ou escompteurs. La mainmise sur l'objet au profit du vendeur s'opère sans que le véhicule soit immobilisé aux mains de l'acheteur, par l'effet d'une détention purement fictive. Celle-ci consiste dans la remise du reçu de la déclaration de gage effectuée, sur un registre spécial à souche, à la Préfecture compétente pour délivrer la carte-grise. Ce reçu que le créancier a en mains est réputé l'analogue de la lettre de voiture ou du connaissement dont la possession, dit l'article 92 du Code de Commerce, établit une présomption que le gage est entre les mains du créancier. En cas de défaillance du débiteur, le vendeur ou son cessionnaire, quel qu'il soit, pourra huit jours après une simple signification et sans intervention de justice (art. 93 du Code de Commerce) faire procéder à la vente publique de la voiture constituée en gage. Si le détenteur du véhicule ne le remet pas bénévolement au créancier, celui-ci aura la faculté de se pourvoir en référé à l'effet d'obtenir la nomination d'un séquestre chargé d'en prendre possession en quelque lieu qu'il se trouve. Les droits du créancier sont sauvegardés en cas de faillite, puisque les créanciers du failli valablement nantis d'un gage sont en dehors de la masse.

Telle est dans ses grandes lignes l'économie de la loi du 29 décembre 1934 qui a assaini le marché de la vente à crédit des automobiles et facilité le développement des opérations d'escompte des effets créés en représentation de ces ventes. On pourrait, semble-t-il, envisager une extension de ce système à d'au-

tres objets dont la vente à crédit est développée et, en premier lieu, aux objets, machines et outillages productifs.

*
* *

Pour le financement des ventes à tempérament, les banques ont le choix entre deux méthodes.

Dans la première, dite « sans recours », la banque dégage le commerçant de toute responsabilité. Celui-ci est tenu de soumettre chaque opération à l'agrément de la banque qui se charge de l'enquête sur la réputation et la solvabilité du client. C'est la banque qui supporte le risque de la reprise en cas de non paiement. Si elle est amenée à exercer son droit de reprise, elle empiète sur le domaine propre du commerçant puisqu'il lui faut se préoccuper de la revente de l'objet usagé. Cette formule, qui présente on le voit de graves inconvénients, est utilisée aux Etats-Unis par des organismes spécialement créés pour le financement des ventes à crédit, auquel ils se consacrent entièrement. Elle est moins employée en France.

Dans la seconde, la plus généralement adoptée, la Banque conserve son recours contre son cédant. C'est au vendeur qu'il appartient de se renseigner sur la solvabilité de ses clients. La banque peut néanmoins se réserver le droit de ne prendre à l'escompte que les effets à sa convenance. Le vendeur supportera les risques de la reprise et la charge du recouvrement des effets impayés.

Les effets sont admis à l'escompte dans les limites de la « faculté » (ou « en cours ») accordée au tireur par la décision du Conseil d'administration de la Banque. Cette faculté d'escompte peut porter sur un chiffre global ou sur une quotité mensuelle. Elle n'est accordée qu'après une enquête portant sur la capacité et la solvabilité du demandeur et les garanties de bonne fin par lui offertes, s'il y a lieu. Les conventions stipulent en outre :

1°) les agios et frais qui seront décomptés.

2°) l'échéance maxima des effets remis à l'escompte.

3°) que toute présentation doit être accompagnée de renseignements propres à éclairer la Banque sur l'origine de la créance et la solvabilité du tiré.

4°) que tout effet impayé à l'échéance devra être remboursé dans n jours de la réception de l'avis de non paiement.

5°) que de même, à première demande de la Banque, le tireur devra retirer les effets non échus de toute chaîne dont une traite aurait été protestée, ristourne étant faite de l'escompte prélevé sur les effets restitués, sous déduction d'un pourcentage déterminé correspondant aux frais d'écritures et de manipulation de la Banque.

Le contrat de vente à crédit peut désigner nommément le banquier escompteur et énoncer les conditions fixées pour les changements de domiciliation, les modalités des paiements par anticipation, les ristournes d'intérêt y afférentes, etc. En matière de vente à crédit d'automobiles, le contrat mentionnera expressément que l'escompteur ainsi désigné exercera les droits conférés au créancier gagiste par la loi du 29 décembre 1934.

Les établissements de crédit à moyen terme escomptent toutes sortes d'effets provenant de ventes à crédit. Les montants les plus importants concernent les ventes d'automobiles. Mais les ventes à tempérament d'appareils de T.S.F., de meubles et d'appareils ménagers fournissent des contingents appréciables.

L'expérience montre que dans la plupart des cas les sinistres se produisent parce que l'on a trop accordé de crédit. La diminution du pourcentage des impayés par rapport au montant total des effets escomptés peut être très largement obtenue par une sélection rigoureuse des vendeurs. La concurrence pousse ceux-ci à exiger un paiement comptant de plus en plus réduit et à accroître les facilités de crédit. Or il existe un rapport certain entre l'importance des premiers versements et les reprises, ainsi que le montrent les chiffres ci-après, relevés au cours d'une enquête sur la vente à crédit des automobiles effectuée en 1926 aux Etats-Unis sous la direction du Professeur Seligmann, de l'Université de Columbia.

Pourcentage comptant	Pourcentage des reprises
1/3	1 3/4 %
1/4	3,8 %
moins du quart	11 %

En France, en matière de vente d'automobiles, le pourcentage

des sinistres, pour une affaire sérieuse, ne dépassait pas en moyenne 1,3 % depuis la mise en vigueur de la loi du 29 décembre 1934.

La durée des opérations d'escompte varie suivant la nature des objets vendus. Elle est, en principe, de douze mois pour les ventes d'appareils ménagers et de postes de T.S.F. ; de 12 à 18 mois pour les meubles ; de 18 mois à deux ans pour les automobiles.

*
**

Le paiement par versements échelonnés est susceptible d'être appliqué à des biens qui, de par leur nature même, et leur régime juridique, permettent la constitution d'une garantie réelle au profit de l'escompteur des effets créés en exécution du contrat de vente. Nous citerons, dans cet ordre d'idée, les ventes de fonds de commerce ou d'industrie ; les installations de moteurs sur les péniches et les bateaux de pêche ; les ventes de terrains et de maisons d'habitation.

Pendant les années qui ont précédé la crise de 1929-30, les opérations de vente et d'achat de fonds de commerce avaient pris une ampleur considérable. Les acquéreurs se libéraient partie comptant, partie au moyen de billets, échelonnés sur quatre à cinq ans et garantis par le privilège du vendeur inscrit sur le fonds. Ces effets, fréquemment assurés par les Compagnies d'assurance-crédit, étaient escomptés par les établissements de crédit à moyen terme. La crise entraîna une large dépréciation de la valeur des fonds de commerce, tandis que les nouvelles conditions de l'activité commerciale mettaient les acquéreurs hors d'état de s'acquitter de leurs dettes. Des dispositions législatives particulières furent prises pour leur venir en aide (*cf.* les lois du 5 juillet 1933, des 19 mai et 6 juillet 1934, du 29 juin 1935, le décret-loi du 25 août 1937, etc.). Elles ont permis d'accorder aux débiteurs de « billets de fonds » des délais parfois considérables ; la réduction ou la remise des intérêts ; la réduction du prix d'achat pour cause de lésion. Ces lois de circonstances ont contribué à créer une situation inextricable et les ventes à terme de fonds de commerce ont pratiquement cessé.

*
**

La majorité de la batellerie est constituée par des artisans

mariniers, possesseurs d'un seul bateau, qui ne disposent presque jamais des capitaux nécessaires pour la motorisation de leur péniche. Il faut donc que les fabricants de moteurs leur consentent des crédits dont la durée est fonction de l'importance des bénéfices que les mariniers retireront de cette motorisation. La propulsion par moteur procure au marinier, par rapport à la traction par remorqueur ou tracteur, une économie qui lui permet de payer l'acquisition et l'installation de son moteur en trois à cinq ans au maximum. Le paiement de la partie payable à terme du prix du moteur et de son installation est garanti par une hypothèque fluviale prise sur la péniche et inscrite au greffe du Tribunal de Commerce du lieu d'immatriculation du bateau, conformément à la loi du 5 juillet 1917. L'établissement escompteur se fait subroger dans le bénéfice de l'hypothèque. En outre le bénéfice des assurances contractées par le marinier est transféré, à due concurrence, au profit du bailleur de fonds. Les conditions de l'escompte sont les mêmes s'il s'agit de la motorisation de bateaux de pêche. La garantie du crédit consiste en une hypothèque maritime inscrite au Bureau des Douanes du lieu d'immatriculation du navire (loi du 10 juillet 1885). Les contrats d'hypothèque fluviale sont enregistrés au droit fixe. Pour les contrats d'hypothèque maritime, le droit est fixé à un franc par mille francs des sommes ou valeurs portées au contrat.

*
* *

Nombreux sont les lotissements qui se sont créés dans les environs de Paris et, en province, dans le voisinage des grandes cités industrielles. Des sociétés foncières, après avoir procédé au morcellement des terrains dont elles se sont rendues propriétaires, en assurent la viabilité et vendent les lots moyennant un prix payable comptant à concurrence de 15 à 20 % et, pour le surplus, au moyen de traites échelonnées mensuellement sur une durée de trois à cinq ans. L'établissement de crédit qui escompte ces effets à moyen terme a la possibilité de se faire consentir une hypothèque sur le lotissement, hypothèque dont il donnera des mainlevées partielles au fur et à mesure de la réalisation effective des ventes, après complet encaissement des effets acceptés par l'acquéreur du lot à libérer.

Enfin nous verrons, en examinant les modalités du crédit à

la petite construction, qu'une partie du prix des maisons peut être payable au moyen de traites échelonnées sur plusieurs années. Il y a là encore une source d'activité très intéressante, et socialement utile, pour les établissements de crédit à moyen terme.

*
* *

La vente à tempérament a fait l'objet de vives critiques. On lui reproche de détruire une saine tradition : celle du paiement de l'objet acheté avant son emploi ; de tendre à vicier le jugement du consommateur qui s'engage souvent au-delà de ses moyens et risque de succomber sous le poids de dettes inconsidérément contractées. Cependant, la vente à tempérament ne doit pas être confondue avec le crédit à la consommation proprement dit. D'abord, parce que nombre d'objets et d'outillage productifs sont vendus sous cette forme ; ensuite parce que des objets improductifs peuvent être achetés par des producteurs et concourir indirectement à la production ; enfin, parce qu'elle présente des caractères et comporte des risques qui lui sont propres.

Comme toutes les autres formes de crédit, la vente à tempérament doit être jugée d'après la nature économique de l'utilisation des biens sur lesquels elle porte. Si cette utilisation est productive, ou si elle répond à des besoins certains, elle est raisonnable. Si, au contraire, il y a gaspillage, notamment dans le cas d'appareils trop coûteux ou inutiles, elle doit être considérée comme particulièrement dangereuse.

Les banques françaises ont su éviter les outrances américaines et faire les discriminations indispensables. Les établissements de crédit spécialisés dans le financement des ventes à tempérament ont traversé les années de crise sans dommage et le pourcentage des effets impayés est resté dans l'ensemble assez bas.

SECTION III

Le financement des marchés publics et privés

Au cours des dernières années, l'Etat et les collectivités publiques ont pris une part sans cesse croissante dans la vie économique du pays. Cette extension de leur activité est due à la

fois au développement de l'Etatisme, qui se poursuit depuis le début du siècle non seulement en France, mais dans tous les pays, et aux efforts faits par l'Etat et les différentes personnes publiques pour renouveler et accroître l'équipement social et économique du pays. La réalisation de cet équipement nécessite la passation de marchés dont l'exécution s'étend sur des périodes de temps parfois très longues. L'instabilité des conditions économiques, sociales et monétaires, l'incertitude quant aux conditions de règlement des prestations, accroissent depuis plusieurs années les besoins d'argent à moyen terme des titulaires de marchés publics.

Un marché est un contrat synallagmatique par lequel l'une des parties s'engage à procurer l'exécution de travaux ou de fournitures, et l'autre à en payer le prix convenu établi forfaitairement ou d'après des « séries de prix ».

Pour la mise en route des travaux ou d'une production nouvelle le titulaire du marché doit procéder à des avances de fonds considérables, motivées par les dépenses d'installation et d'aménagement des chantiers, l'approvisionnement des matières premières, la fabrication de formes et de modèles, la création d'outillages spéciaux, le transport des matériels pour leur mise à pied d'œuvre, etc...

A ces décaissements s'ajoutent le versement, dans les vingt jours de la signature du contrat, d'un droit proportionnel d'enregistrement actuellement fixé à 1,65 %, et la constitution d'un cautionnement, destiné à garantir la bonne fin des engagements de l'entrepreneur, que les cahiers des charges fixent généralement au vingtième du montant du marché.

Les trésoreries des titulaires de marchés publics sur lesquelles sont opérés ces prélèvements, ne seront alimentées ensuite par les versements de l'administration que dans la mesure où le permettent les prescriptions administratives qui régissent l'exécution et le règlement des marchés administratifs.

Le décret fondamental du 31 mai 1862 sur la comptabilité publique spécifie qu'un marché ne doit être réglé que si le paiement est justifié par un « service fait », c'est-à-dire après l'exécution des prestations qui en sont l'objet. On a dû toutefois reconnaître que pour les marchés de quelque importance l'entrepreneur ne pouvait attendre l'expiration des délais d'exé-

effets tirés en représentation des annuités d'un contrat de publicité, par exemple, ou des termes de paiement d'une commande importante.

b) *Les Garanties.*

Quelle que soit la forme adoptée pour la réalisation du crédit, celui-ci doit être assorti de garanties puisque l'opération se déroule sur un laps de temps assez long pendant lequel la situation de l'emprunteur est susceptible d'évoluer et de se modifier considérablement.

Ces garanties sont données sous forme d'hypothèques, nantissements de fonds commerce, nantissements de valeurs mobilières, avals et cautions solidaires, transports de créance.

Elles peuvent être constituées aussi bien pour un prêt ferme ou une ouverture de crédit pure et simple, que pour sûreté d'une opération en compte-courant. Dans ce dernier cas, elles s'appliquent au remboursement du solde éventuel du compte tel qu'il apparaîtra à sa clôture définitive. Cette créance future est évidemment indéterminée dans son montant, mais elle résulte de la convention de compte-courant, et par conséquent se cause est connue et déterminée, ce qui suffit pour la validité de la constitution de garantie. Pour requérir l'inscription d'hypothèque, par exemple, on donne à la créance éventuelle une valeur estimative, correspondant au découvert maximum autorisé et à concurrence de laquelle jouera la garantie.

L'hypothèque, de premier rang, est la garantie qui offre le plus de sécurité mais elle n'en comporte pas moins des risques surtout quand il s'agit d'une hypothèque sur un gage industriel. A la différence de l'immeuble d'habitation, peu susceptible de variations brusques de valeur, la réalisation d'un immeuble industriel peut donner lieu à de sérieux mécomptes. La garantie comprend trois éléments distincts : les terrains, les constructions, le matériel immeuble par destination. Si l'on peut trouver un acquéreur qui maintienne au gage sa destination première, les deux derniers éléments conserveront une grande partie de leur valeur d'expertise. Au cas contraire, le matériel sera vendu au prix de la ferraille et l'adaptation de l'usine à une production différente peut rendre nécessaires des aménagements et des transformations telles que la valeur des bâti-

ments hypothéqués s'en trouve singulièrement dépréciée. En outre, en période de crise économique la réalisation d'un gage industriel s'avèrera difficile, un grand nombre d'usines étant mises en vente en même temps.

Le nantissement des fonds de commerce dont la valeur est subordonnée à une bonne gestion et dépend trop de facteurs personnels, ne peut servir de garantie unique. En cas de défaillance du débiteur le prêteur est parfois amené à reprendre lui-même l'exploitation du fonds afin d'essayer, si l'affaire paraît viable, de lui maintenir sa valeur en attendant de trouver un acquéreur. C'est là un risque non négligeable.

La caution est également une garantie fragile, sauf si elle émane d'une banque, d'une compagnie d'assurance-crédit, ou d'une société importante. Elle est souvent demandée, à titre de garantie supplémentaire, aux associés et aux gérants de la société à responsabilité limitée et aux administrateurs de la société anonyme bénéficiaires du crédit.

⁴⁹ La valeur de la garantie-titres dépend bien entendu de la nature des titres remis en gage et de leur plus ou moins grande négociabilité. Les crédits consentis varient en proportion : 80 % de la valeur du gage s'il s'agit de fonds d'Etat français, de valeurs garanties par l'Etat, d'obligations du Crédit Foncier, etc. ; 30 à 75 % pour les autres titres. On écarte les titres non libérés et les titres à marché étroit ou spéculatif.

Les transports de créances s'appliquent à des créances sur l'Etat, les collectivités et les établissements publics, ou sur des sociétés privées de premier standing. Deux procédés sont employés : l'aliénation, la remise en nantissement. L'aliénation se fait sous forme d'une cession ou d'une délégation qui permet au bénéficiaire d'encaisser directement les sommes dues par le tiers débiteur ; signification doit en être faite au débiteur cédé, à moins que celui-ci n'accepte le nouveau créancier par un acte authentique (art. 1690 du Code Civil) ; l'opération comporte la perception d'un droit proportionnel d'enregistrement de 1,65 %. L'autre voie ouverte est celle du transport en garantie, dont la validité est subordonnée à deux conditions : établissement d'un acte authentique ou sous signatures privées signifié au débiteur de la créance donnée en gage et remise du titre de créance au créancier nanti ou à un tiers convenu (art. 2074 et 2075 du Code

Civil) ; cette formule ne donne lieu qu'à la perception d'un droit fixe de trente-cinq francs.

C'est à une combinaison des diverses garanties que nous venons d'énumérer qu'ont généralement recours les établissements de crédit à moyen terme. A titre d'exemple, voici comment se répartissaient à fin décembre 1939, d'après la nature des garanties y affectées, les prêts à moyen terme consentis par le Crédit National :

Hypothèques	187.682.682 92
Cautions solidaires	235.352.141 48
Hypothèques et cautions	247.880.164 53
Hypothèques et titres	35.717.757 39
Hypothèques et fonds de commerce ..	233.567.076 89
Cautions et titres	65.657.843 57
Cautions et fonds de commerce	2.412.246 36
Annuités de l'Etat	8.867.956 37
Titres divers	112.487.741 26
Bons d'Etats Etrangers	483.873.800 37
Annuités de prestations	167.135.876 83
Récépissés de Clearings	544.199 78
Total	1.781.199.487 75

Les statuts et les règlements intérieurs des sociétés de crédit, spécifient parfois les garanties qui pourront être admises et fixent des règles précises et des pourcentages déterminés pour l'appréciation de leur valeur.

La plupart des garanties exigées par les établissements prêteurs ne peuvent guère être fournies que par des entreprises de quelque importance. Il semble que les opérations de crédit à moyen terme seraient facilitées par un assouplissement du régime des sûretés réelles et particulièrement du gage qui, en l'état actuel de la loi, a pour conséquence d'immobiliser les matières et les marchandises qui le constituent et de les retirer du cycle de la production. Déjà diverses dispositions législatives ont permis la constitution de gage sans dépossession de l'emprunteur : c'est le cas du warrant hôtelier et du warrant pétrolier. Il y aurait intérêt, semble-t-il, à étendre les avantages

ainsi concédés à des branches d'activité particulières, à la généralité des industriels et commerçants.

Un premier pas dans ce sens a été fait par la loi du 12 septembre 1940, relative au financement des fabrications de démarrage qui a créé un type nouveau de warrant : le warrant-industriel.

Cette loi de circonstance a autorisé le ministre de la production industrielle à inviter les industriels à entreprendre la fabrication de produits d'utilisation courante, répondant à des besoins certains. Cette invitation est donnée sous forme de « lettres d'agrément » indiquant la nature, la qualité et la quantité des produits à fabriquer, les délais de fabrication, et les conditions particulières relatives aux modalités et aux lieux de production. Les industriels titulaires de lettres d'agrément peuvent warranter les produits fabriqués par eux, conformément aux dispositions de celles-ci « tout en en conservant la garde dans leurs usines ou dans leurs dépôts ».

Ce qui caractérise donc le nouveau warrant, tout comme les warrants hôtelier et pétrolier, et le distingue du warrant ordinaire, c'est qu'il n'exige pas la dépossession du constituant. Les produits warrantés dûment spécifiés en qualité et quantité restent, jusqu'au remboursement des sommes prêtées, le gage du porteur du warrant. Mais il n'est pas nécessaire de séparer matériellement les produits warrantés des autres produits similaires détenus par l'emprunteur. Celui-ci conserve même le droit de vendre les produits warrantés à l'amiable et avant paiement de sa dette, la tradition à l'acquéreur ne pouvant toutefois être opérée que lorsque le créancier a été désintéressé.

Le warrant industriel, établi par le greffe du Tribunal de Commerce de la situation des produits warrantés, est valable pour un an, mais peut être renouvelé. Il confère au porteur un privilège sur les produits warrantés et, le cas échéant, sur les indemnités d'assurances dues en cas de sinistre. Tous ceux qui ont signé, endossé ou avalisé un warrant sont tenus à la garantie solidaire envers le porteur.

Les établissements publics de crédit ont été autorisés par la loi du 12 septembre 1940, à recevoir les warrants industriels comme effets de commerce, avec dispense d'une des signatures exigées par leurs statuts.

On pourrait concevoir que le warrant industriel, conçu pour

un temps limité et pour une catégorie d'opérations déterminées, fût étendu à l'industrie en général et devint d'application courante.

En Allemagne on a imaginé une formule qui a rendu de grands services et qui est également en usage en Suisse, bien qu'elle ne soit pas réglée par le Code Civil Fédéral. De nombreux crédits ont été accordés sous le couvert de cette sûreté nouvelle dénommée « Sicherungsübereignung » (« constitution de garantie par voie de cession de propriété »).

La Sicherungsübereignung consiste dans un contrat synallagmatique qui comporte, d'une part, la transmission de propriété d'un bien et, d'autre part, le règlement de la possession de ce bien ; c'est-à-dire que le débiteur transmet au créancier la propriété de la chose et que, simultanément, le créancier prête la même chose au débiteur. La différence que présente cette formule avec le gage, résulte de ce que dans le nantissement seule la possession est transférée, alors qu'ici le transfert porte sur la propriété, le nouveau propriétaire laissant au débiteur la possibilité de conserver aux biens constitués en garantie leur destination première.

Cette constitution de garantie peut porter aussi bien sur des terrains que sur des biens mobiliers, sur la totalité d'une chose ou sur une ou plusieurs de ses parties, ou encore sur une universalité telle qu'un stock de marchandises utiles à une fabrication déterminée. C'est sous cette dernière forme que l'institution nouvelle a rendu les plus grands services. Des matières, des marchandises peuvent servir de sûreté à un crédit tout en restant maintenues dans un cycle de fabrication ou à la disposition du débiteur pour être vendues, pour le compte du créancier, dans des conditions analogues à celles du warrant industriel décrit plus haut.

c) *Taux des prêts.*

On a déjà vu combien sont lourdes les charges qui grèvent les émissions des établissements de crédit. Or le taux d'intérêt des prêts et avances est commandé par le prix de revient des bons et obligations que ceux-ci émettent dans le public. Pour le Crédit National, établissement semi-public qui bénéficie de ce chef d'un crédit particulier, de possibilités de placement plus

grande et d'immunités fiscales, le taux d'intérêt des prêts est fixé à 7,15 % (1). Il est évidemment plus élevé pour les prêts consentis par des organismes privés.

A ces taux d'intérêt forcément onéreux, s'ajoutent les charges provenant du régime fiscal des garanties. Quelle que soit en effet la nature des garanties constituées, qu'il s'agisse d'affectations hypothécaires, de nantissements, ou de cautionnements, il faut acquitter des droits d'enregistrement proportionnels au montant de l'opération, mais non à sa durée. Ces droits déjà lourds pour des crédits amortissables en vingt ou trente années, deviennent prohibitifs quand on les applique à des opérations d'une durée moindre comme celles qui constituent le crédit à moyen terme.

Des mesures ont été prises afin d'alléger les charges supportées par les emprunteurs et d'éviter notamment une superposition d'impôts. C'est ainsi que l'article 137 du Code Fiscal des valeurs mobilières stipule que « sont exonérés de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, les arrérages, intérêts et autres produits des prêts consentis sous une forme quelconque par des sociétés françaises constituées par actions qui émettent ou souscrivent en représentation de ces prêts des obligations ou autres titres d'emprunt soumis eux-mêmes à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers. Les prêts exonérés ne pourront jamais excéder le montant des obligations et titres émis ou souscrits et il devra en être justifié par la société ».

D'autre part, en vertu d'un décret du 25 août 1937, des bonifications d'intérêts ont été allouées aux entreprises industrielles et commerciales, en vue du développement et de la modernisation de leur outillage. Ces bonifications sont accordées par arrêté des Ministres des Finances et du Commerce, sur avis conforme d'une commission chargée d'apprécier le bien fondé technique et l'utilité des projets présentés. Le taux des bonifications, fixé par le Ministre des Finances, ne peut dépasser 4 %, ni être supérieur à la moitié des intérêts réellement dûs. Les bonifications accordées pour une durée de quatre ans au

(1) Il vient d'être ramené à 6,50 %, à la suite d'emprunts que les conditions particulières dans lesquelles se trouve le marché des capitaux depuis l'armistice ont permis de placer à un taux exceptionnellement favorable.

plus, sont versées au crédit d'un compte spécial ouvert au nom de chaque intéressé dans les écritures du Crédit National, compte qui ne peut être débité qu'en vue du paiement des intérêts exigibles.

Un décret du 24 mai 1938 a étendu le bénéfice de ces bonifications aux entreprises industrielles et commerciales qui, supportant la charge de dettes particulièrement onéreuses, contracteraient de nouveaux emprunts en vue de maintenir leur activité.

SECTION II

Le financement des ventes à tempérament

L'essence même du crédit c'est le droit qu'obtient une personne à la jouissance immédiate d'un bien corporel ou incorporel qui appartient à une autre personne, alors que le paiement en est reporté à une date ultérieure. Dans cette forme particulière du crédit qu'est la vente à tempérament, il n'y a pas un paiement unique différé, mais une série de versements partiels échelonnés, dont le nombre, le montant et les échéances sont fixés par les conventions des parties.

Ce système a été employé dès la plus haute antiquité par les Egyptiens, les Romains, notamment pour la vente d'immeubles et de terrains. Au cours du xix^e siècle, avec le développement parallèle des grandes industries et des différentes formes de crédit, il a pris une très grande extension. Introduite aux Etats-Unis dès 1807, la vente à crédit a été appliquée tout d'abord par les grandes maisons d'ameublement. Celles-ci procédaient à une sélection sévère des clients, exigeaient un paiement comptant d'environ 10 %, et accordaient un délai de dix-huit mois pour le surplus. Les contrats comportaient nantissement et droit de reprise. Au milieu du siècle les fabricants de pianos et les fabricants de machines à coudre, qui n'emploient plus guère d'autre système maintenant, commencèrent à vendre à tempérament. Puis ce fut le tour de l'industrie du livre en Grande-Bretagne, qui substitua à la souscription anticipée avec paiements partiels au fur et à mesure des livraisons la formule de la livraison intégrale et du règlement du prix par mensualités.

La vente à crédit devait trouver un terrain très propice dans

l'industrie automobile. Quand on découvrit des acheteurs éventuels dans les classes moyennes, quand les fermiers américains et les ouvriers spécialisés s'intéressèrent au nouveau mode de transport, il fallut substituer au paiement comptant la vente à tempérament pour mettre l'automobile à la portée de ceux qui, même non dépourvus d'économies, ne pouvaient envisager un décaissement aussi considérable que celui nécessité par l'acquisition d'une automobile. En 1926 la proportion des voitures neuves vendues à crédit par rapport aux ventes totales était de 55,9 % aux Etats-Unis.

Le succès de la vente à crédit dans ce domaine attira l'attention des industriels des autres branches de l'économie. Une multitude d'objets se vendent maintenant à tempérament : machines agricoles, automobiles, machines pour blanchisseries, appareils ménagers, machines électriques, matériel de bureau et de magasin, chaudières, appareils de chauffage, phonographes, postes de radio, terrains, maisons, meubles, vêtements même.

Dans la vente au comptant, un seul problème se pose : la détermination d'un prix satisfaisant tenant compte à la fois des intérêts du demandeur et du vendeur. Avec la vente à crédit l'opération se complique. Une enquête sur la solvabilité de l'acheteur est nécessaire, enquête que rend difficile le fait que ce dernier est le plus souvent un particulier. Il faut également adapter les conditions de paiement aux sources de revenus des différentes catégories de clients. Enfin le vendeur doit tenir compte d'une défaillance toujours possible de son débiteur, soit que celui-ci cherche à se dérober à ses obligations, soit qu'il fasse de mauvaises affaires ou que ses revenus subissent une diminution importante.

Comment le vendeur est-il garanti contre ce risque de non paiement ? L'article 2102 du Code Civil accorde bien un privilège au vendeur d'effets mobiliers non payés. Mais, d'une part, ce privilège ne comporte pas de droit de suite et, d'autre part, il perd tout son effet en cas de faillite du débiteur. En outre, il est primé par celui du bailleur et par le privilège du Trésor.

Pour remédier à cette insuffisance de garanties, la pratique a imaginé deux systèmes :

1°) *la vente sous condition résolutoire* : dans ce cas, l'opération emporte transfert simultané de l'objet et de sa propriété, contre

remise des traites. Une clause stipule toutefois qu'en cas de non paiement la vente sera résolue de plein droit. D'un effet absolu entre les parties, cette clause, dont l'effet remonte au jour où la condition s'est trouvée réalisée, s'impose aux tiers (article 608 du Code de Procédure Civile) surtout si on a soin de lui donner date certaine par une sommation d'huissier. Mais elle ne peut être appliquée qu'autant que la possession de l'objet n'a pas été transmise à un tiers (art. 2279 du Code Civil) et si l'acheteur demeuré en possession n'a pas été déclaré en faillite avant la notification de la clause résolutoire.

2°) *la vente sous condition suspensive* : le vendeur effectue la tradition de l'objet vendu, mais stipule que la vente ne sera effective que lorsque l'acheteur en aura intégralement acquitté le prix. A cette vente on adjoint, pour justifier la possession de l'acheteur, un contrat de détention à titre précaire qui peut être un louage ou un prêt à usage ou un mandat. La jurisprudence a été longtemps divisée sur la nature de ces conventions et leurs effets. Mais la Cour de Cassation, dans ses dernières décisions, a jugé qu'on ne pouvait pas, quelles que soient les modalités adoptées, dénaturer un acte qui dans la volonté commune des parties n'est autre qu'un acte de vente (cf. Cass. Cri. 18 octobre 1934). La conséquence de cette jurisprudence est qu'en cas de faillite de l'acheteur la clause suspendant le transfert de propriété n'est pas opposable à la masse créancière et que si l'acheteur a détourné l'objet qui lui a été remis en location ou à titre de prêt, on ne peut trouver dans ce fait les éléments constitutifs du délit d'abus de confiance.

Dans l'un et l'autre système, l'inexécution du contrat ouvre au profit du vendeur un droit de reprise sur l'objet vendu, sous réserve d'un compte à faire avec l'acquéreur dépossédé. Il arrive souvent que les contrats prévoient dans ce cas que les sommes versées par l'acheteur resteront acquises au vendeur jusqu'à concurrence d'un montant déterminé.

On a cherché également dans l'application du gage une garantie susceptible d'assurer au vendeur le paiement de sa créance. En l'absence de dispositions spéciales et expresses de la loi, la vente à terme d'un objet délivré à l'acquéreur au moment de la conclusion du contrat est incompatible avec l'octroi d'un droit de gage valable, l'obligation de dépossession des articles 2076 du Code Civil et 92 du Code de Commerce n'étant pas réa-

lisée. Néanmoins le vendeur a intérêt à insérer dans le contrat une clause lui conférant un droit de gage, car la Cour de Cassation admet l'application de l'article 400 du Code Pénal, même lorsque le gage est constitué sans dépossession.

L'essor considérable de la vente à tempérament des automobiles a amené le législateur à intervenir pour garantir les droits du vendeur et à organiser un gage spécial adapté aux conditions particulières auxquelles il s'agissait de pourvoir. Tel est le but de la loi du 29 décembre 1934. Dans le système de cette loi, la vente produit ses effets ordinaires ; le transfert de propriété s'opère lorsque se réalise l'accord des parties. Si l'acheteur manque à ses obligations, c'est l'objet lui-même, en quelques mains qu'il se trouve, qui demeure affecté au paiement de ce qui reste dû au vendeur et à ceux qui lui sont substitués, cessionnaires ou escompteurs. La mainmise sur l'objet au profit du vendeur s'opère sans que le véhicule soit immobilisé aux mains de l'acheteur, par l'effet d'une détention purement fictive. Celle-ci consiste dans la remise du reçu de la déclaration de gage effectuée, sur un registre spécial à souche, à la Préfecture compétente pour délivrer la carte-grise. Ce reçu que le créancier a en mains est réputé l'analogue de la lettre de voiture ou du connaissance dont la possession, dit l'article 92 du Code de Commerce, établit une présomption que le gage est entre les mains du créancier. En cas de défaillance du débiteur, le vendeur ou son cessionnaire, quel qu'il soit, pourra huit jours après une simple signification et sans intervention de justice (art. 93 du Code de Commerce) faire procéder à la vente publique de la voiture constituée en gage. Si le détenteur du véhicule ne le remet pas bénévolement au créancier, celui-ci aura la faculté de se pourvoir en référé à l'effet d'obtenir la nomination d'un séquestre chargé d'en prendre possession en quelque lieu qu'il se trouve. Les droits du créancier sont sauvegardés en cas de faillite, puisque les créanciers du failli valablement nantis d'un gage sont en dehors de la masse.

Telle est dans ses grandes lignes l'économie de la loi du 29 décembre 1934 qui a assaini le marché de la vente à crédit des automobiles et facilité le développement des opérations d'escompte des effets créés en représentation de ces ventes. On pourrait, semble-t-il, envisager une extension de ce système à d'au-

tres objets dont la vente à crédit est développée et, en premier lieu, aux objets, machines et outillages productifs.

*
* *

Pour le financement des ventes à tempérament, les banques ont le choix entre deux méthodes.

Dans la première, dite « sans recours », la banque dégage le commerçant de toute responsabilité. Celui-ci est tenu de soumettre chaque opération à l'agrément de la banque qui se charge de l'enquête sur la réputation et la solvabilité du client. C'est la banque qui supporte le risque de la reprise en cas de non paiement. Si elle est amenée à exercer son droit de reprise, elle empiète sur le domaine propre du commerçant puisqu'il lui faut se préoccuper de la revente de l'objet usagé. Cette formule, qui présente on le voit de graves inconvénients, est utilisée aux Etats-Unis par des organismes spécialement créés pour le financement des ventes à crédit, auquel ils se consacrent entièrement. Elle est moins employée en France.

Dans la seconde, la plus généralement adoptée, la Banque conserve son recours contre son cédant. C'est au vendeur qu'il appartient de se renseigner sur la solvabilité de ses clients. La banque peut néanmoins se réserver le droit de ne prendre à l'escompte que les effets à sa convenance. Le vendeur supportera les risques de la reprise et la charge du recouvrement des effets impayés.

Les effets sont admis à l'escompte dans les limites de la « faculté » (ou « en cours ») accordée au tireur par la décision du Conseil d'administration de la Banque. Cette faculté d'escompte peut porter sur un chiffre global ou sur une quotité mensuelle. Elle n'est accordée qu'après une enquête portant sur la capacité et la solvabilité du demandeur et les garanties de bonne fin par lui offertes, s'il y a lieu. Les conventions stipulent en outre :

1°) les agios et frais qui seront décomptés.

2°) l'échéance maxima des effets remis à l'escompte.

3°) que toute présentation doit être accompagnée de renseignements propres à éclairer la Banque sur l'origine de la créance et la solvabilité du tiré.

4°) que tout effet impayé à l'échéance devra être remboursé dans n jours de la réception de l'avis de non paiement.

5°) que de même, à première demande de la Banque, le tireur devra retirer les effets non échus de toute chaîne dont une traite aurait été protestée, ristourne étant faite de l'escompte prélevé sur les effets restitués, sous déduction d'un pourcentage déterminé correspondant aux frais d'écritures et de manipulation de la Banque.

Le contrat de vente à crédit peut désigner nommément le banquier escompteur et énoncer les conditions fixées pour les changements de domiciliation, les modalités des paiements par anticipation, les ristournes d'intérêt y afférentes, etc. En matière de vente à crédit d'automobiles, le contrat mentionnera expressément que l'escompteur ainsi désigné exercera les droits conférés au créancier gagiste par la loi du 29 décembre 1934.

Les établissements de crédit à moyen terme escomptent toutes sortes d'effets provenant de ventes à crédit. Les montants les plus importants concernent les ventes d'automobiles. Mais les ventes à tempérament d'appareils de T.S.F., de meubles et d'appareils ménagers fournissent des contingents appréciables.

L'expérience montre que dans la plupart des cas les sinistres se produisent parce que l'on a trop accordé de crédit. La diminution du pourcentage des impayés par rapport au montant total des effets escomptés peut être très largement obtenue par une sélection rigoureuse des vendeurs. La concurrence pousse ceux-ci à exiger un paiement comptant de plus en plus réduit et à accroître les facilités de crédit. Or il existe un rapport certain entre l'importance des premiers versements et les reprises, ainsi que le montrent les chiffres ci-après, relevés au cours d'une enquête sur la vente à crédit des automobiles effectuée en 1926 aux Etats-Unis sous la direction du Professeur Seligmann, de l'Université de Columbia.

Pourcentage comptant	Pourcentage des reprises
1/3	1 3/4 %
1/4	3,8 %
moins du quart	11 %

En France, en matière de vente d'automobiles, le pourcentage

des sinistres, pour une affaire sérieuse, ne dépassait pas en moyenne 1,3 % depuis la mise en vigueur de la loi du 29 décembre 1934.

La durée des opérations d'escompte varie suivant la nature des objets vendus. Elle est, en principe, de douze mois pour les ventes d'appareils ménagers et de postes de T.S.F. ; de 12 à 18 mois pour les meubles ; de 18 mois à deux ans pour les automobiles.

*
* *

Le paiement par versements échelonnés est susceptible d'être appliqué à des biens qui, de par leur nature même, et leur régime juridique, permettent la constitution d'une garantie réelle au profit de l'escompteur des effets créés en exécution du contrat de vente. Nous citerons, dans cet ordre d'idée, les ventes de fonds de commerce ou d'industrie ; les installations de moteurs sur les péniches et les bateaux de pêche ; les ventes de terrains et de maisons d'habitation.

Pendant les années qui ont précédé la crise de 1929-30, les opérations de vente et d'achat de fonds de commerce avaient pris une ampleur considérable. Les acquéreurs se libéraient partie comptant, partie au moyen de billets, échelonnés sur quatre à cinq ans et garantis par le privilège du vendeur inscrit sur le fonds. Ces effets, fréquemment assurés par les Compagnies d'assurance-crédit, étaient escomptés par les établissements de crédit à moyen terme. La crise entraîna une large dépréciation de la valeur des fonds de commerce, tandis que les nouvelles conditions de l'activité commerciale mettaient les acquéreurs hors d'état de s'acquitter de leurs dettes. Des dispositions législatives particulières furent prises pour leur venir en aide (*cf.* les lois du 5 juillet 1933, des 19 mai et 6 juillet 1934, du 29 juin 1935, le décret-loi du 25 août 1937, etc.). Elles ont permis d'accorder aux débiteurs de « billets de fonds » des délais parfois considérables ; la réduction ou la remise des intérêts ; la réduction du prix d'achat pour cause de lésion. Ces lois de circonstances ont contribué à créer une situation inextricable et les ventes à terme de fonds de commerce ont pratiquement cessé.

*
* *

La majorité de la batellerie est constituée par des artisans

mariniers, possesseurs d'un seul bateau, qui ne disposent presque jamais des capitaux nécessaires pour la motorisation de leur péniche. Il faut donc que les fabricants de moteurs leur consentent des crédits dont la durée est fonction de l'importance des bénéfices que les mariniers retireront de cette motorisation. La propulsion par moteur procure au marinier, par rapport à la traction par remorqueur ou tracteur, une économie qui lui permet de payer l'acquisition et l'installation de son moteur en trois à cinq ans au maximum. Le paiement de la partie payable à terme du prix du moteur et de son installation est garanti par une hypothèque fluviale prise sur la péniche et inscrite au greffe du Tribunal de Commerce du lieu d'immatriculation du bateau, conformément à la loi du 5 juillet 1917. L'établissement escompteur se fait subroger dans le bénéfice de l'hypothèque. En outre le bénéfice des assurances contractées par le marinier est transféré, à dû concurrence, au profit du bailleur de fonds. Les conditions de l'escompte sont les mêmes s'il s'agit de la motorisation de bateaux de pêche. La garantie du crédit consiste en une hypothèque maritime inscrite au Bureau des Douanes du lieu d'immatriculation du navire (loi du 10 juillet 1885). Les contrats d'hypothèque fluviale sont enregistrés au droit fixe. Pour les contrats d'hypothèque maritime, le droit est fixé à un franc par mille francs des sommes ou valeurs portées au contrat.

*
* *

Nombreux sont les lotissements qui se sont créés dans les environs de Paris et, en province, dans le voisinage des grandes cités industrielles. Des sociétés foncières, après avoir procédé au morcellement des terrains dont elles se sont rendues propriétaires, en assurent la viabilité et vendent les lots moyennant un prix payable comptant à concurrence de 15 à 20 % et, pour le surplus, au moyen de traites échelonnées mensuellement sur une durée de trois à cinq ans. L'établissement de crédit qui escompte ces effets à moyen terme a la possibilité de se faire consentir une hypothèque sur le lotissement, hypothèque dont il donnera des mainlevées partielles au fur et à mesure de la réalisation effective des ventes, après complet encaissement des effets acceptés par l'acquéreur du lot à libérer.

Enfin nous verrons, en examinant les modalités du crédit à

la petite construction, qu'une partie du prix des maisons peut être payable au moyen de traites échelonnées sur plusieurs années. Il y a là encore une source d'activité très intéressante, et socialement utile, pour les établissements de crédit à moyen terme.

*
**

La vente à tempérament a fait l'objet de vives critiques. On lui reproche de détruire une saine tradition : celle du paiement de l'objet acheté avant son emploi ; de tendre à vicier le jugement du consommateur qui s'engage souvent au-delà de ses moyens et risque de succomber sous le poids de dettes inconsidérément contractées. Cependant, la vente à tempérament ne doit pas être confondue avec le crédit à la consommation proprement dit. D'abord, parce que nombre d'objets et d'outillage productifs sont vendus sous cette forme ; ensuite parce que des objets improductifs peuvent être achetés par des producteurs et concourir indirectement à la production ; enfin, parce qu'elle présente des caractères et comporte des risques qui lui sont propres.

Comme toutes les autres formes de crédit, la vente à tempérament doit être jugée d'après la nature économique de l'utilisation des biens sur lesquels elle porte. Si cette utilisation est productive, ou si elle répond à des besoins certains, elle est raisonnable. Si, au contraire, il y a gaspillage, notamment dans le cas d'appareils trop coûteux ou inutiles, elle doit être considérée comme particulièrement dangereuse.

Les banques françaises ont su éviter les outrances américaines et faire les discriminations indispensables. Les établissements de crédit spécialisés dans le financement des ventes à tempérament ont traversé les années de crise sans dommage et le pourcentage des effets impayés est resté dans l'ensemble assez bas.

SECTION III

Le financement des marchés publics et privés

Au cours des dernières années, l'Etat et les collectivités publiques ont pris une part sans cesse croissante dans la vie économique du pays. Cette extension de leur activité est due à la

fois au développement de l'Etatisme, qui se poursuit depuis le début du siècle non seulement en France, mais dans tous les pays, et aux efforts faits par l'Etat et les différentes personnes publiques pour renouveler et accroître l'équipement social et économique du pays. La réalisation de cet équipement nécessite la passation de marchés dont l'exécution s'étend sur des périodes de temps parfois très longues. L'instabilité des conditions économiques, sociales et monétaires, l'incertitude quant aux conditions de règlement des prestations, accroissent depuis plusieurs années les besoins d'argent à moyen terme des titulaires de marchés publics.

Un marché est un contrat synallagmatique par lequel l'une des parties s'engage à procurer l'exécution de travaux ou de fournitures, et l'autre à en payer le prix convenu établi forfaitairement ou d'après des « séries de prix ».

Pour la mise en route des travaux ou d'une production nouvelle le titulaire du marché doit procéder à des avances de fonds considérables, motivées par les dépenses d'installation et d'aménagement des chantiers, l'approvisionnement des matières premières, la fabrication de formes et de modèles, la création d'outillages spéciaux, le transport des matériels pour leur mise à pied d'œuvre, etc...

A ces décaissements s'ajoutent le versement, dans les vingt jours de la signature du contrat, d'un droit proportionnel d'enregistrement actuellement fixé à 1,65 %, et la constitution d'un cautionnement, destiné à garantir la bonne fin des engagements de l'entrepreneur, que les cahiers des charges fixent généralement au vingtième du montant du marché.

Les trésoreries des titulaires de marchés publics sur lesquelles sont opérés ces prélèvements, ne seront alimentées ensuite par les versements de l'administration que dans la mesure où le permettent les prescriptions administratives qui régissent l'exécution et le règlement des marchés administratifs.

Le décret fondamental du 31 mai 1862 sur la comptabilité publique spécifie qu'un marché ne doit être réglé que si le paiement est justifié par un « service fait », c'est-à-dire après l'exécution des prestations qui en sont l'objet. On a dû toutefois reconnaître que pour les marchés de quelque importance l'entrepreneur ne pouvait attendre l'expiration des délais d'exé-

ment il fait connaître les numéros des avis de crédit qu'il est en mesure de régler.

L'Office de compensation a rendu de grands services à nos commerçants. Cependant il a été l'objet de vives critiques qui proviennent pour la plupart du retard avec lequel se liquident les créances bloquées à l'Etranger. Ce retard ne lui est pourtant pas imputable, puisqu'il a pour seules ressources les versements des importateurs français et qu'il n'a pas les moyens de modifier le mouvement des échanges dont dépend le solde mis à sa disposition. Il n'en demeure pas moins que des délais souvent fort longs, atteignant douze à dix-huit mois pour certains pays, s'écoulent entre le moment où le débiteur étranger s'est libéré dans sa monnaie nationale et celui où le créancier français reçoit la contre-valeur en francs des fonds versés. Or, ne l'oublions pas, ces délais s'ajoutent aux délais de paiement stipulés dans le contrat de vente, si bien que les exportateurs subissent des immobilisations considérables et de longue durée qui pèsent lourdement sur leurs fonds de roulement. C'est en recourant au crédit à moyen terme que, par la mobilisation de leurs créances ils pourront se procurer les disponibilités nécessaires à la bonne marche de leurs affaires.

Lorsque les avis de crédit délivrés par l'Office ne sont pas payables immédiatement leurs bénéficiaires ont le droit de demander des récépissés de créance, dénommés dans la pratique « récépissés de clearing ». Ces récépissés ne sont ni des effets escomptables, ni même, à proprement parler, des titres de créances puisque l'Office n'est pas tenu contractuellement envers les exportateurs et n'est obligé de les payer que dans la mesure où la retenue du produit des importations, libérée entre ses mains par l'effet des conventions internationales, lui permet de réunir les disponibilités en francs nécessaires. Il n'en est pas moins vrai que ces récépissés établissent formellement que le titulaire est bien détenteur d'un avoir en devises bloqué à l'étranger et qu'il est en droit d'en recevoir la contre-valeur en francs sur le produit des importations. Aussi les banques acceptent-elles de consentir aux titulaires de récépissés de clearing des avances garanties soit par la délégation des récépissés, dans les termes de l'article 1275 du Code Civil (le délégataire pouvant décharger ou non l'emprunteur qui consent la délégation), soit par leur remise en nantissement conformément à

l'article 91 du Code de Commerce, le virement fait au nom du prêteur dans les registres de l'Office constituant le transfert en garantie visé à l'alinéa 3 de cet article.

En raison de la durée de l'opération de telles avances rentrent, dans la plupart des cas, dans les attributions des établissements de crédit à moyen terme, les banques de dépôt pouvant difficilement consentir des avances sur des récépissés à échéance lointaine, voire même indéterminée.

La Banque de France a accepté de réescompter les traites à quatre-vingt-dix jours émises en représentation d'avances de cette nature et causées « valeur en crédit de compensation ». En outre, elle consent à renouveler jusqu'à deux fois les effets qu'elle a pris à l'escompte dans ces conditions.

D'autre part une loi du 19 août 1936 a autorisé le Ministre du Commerce à accorder, sous certaines conditions, la garantie de l'Etat aux opérations de mobilisation des arriérés de clearing. Cette garantie, limitée à 80 % du montant de chaque récépissé, est donnée pour un an et contre paiement d'une prime de 0,10 % par année commencée, elle peut être renouvelée cinq fois. En cas de défaut de paiement à l'échéance par l'emprunteur, l'établissement prêteur doit le mettre en demeure et aviser la Commission interministérielle de l'Assurance-crédit en la subrogeant dans ses droits et actions ; quarante-cinq jours après la date d'expiration de la garantie, le montant de celle-ci est versé à l'établissement qui a financé l'opération de mobilisation. Des bonifications d'intérêts peuvent être allouées à l'exportateur : elles sont applicables à la période comprise entre la date de l'avance et celle du remboursement effectif. Leur taux varie de 1 1/2 à 3 %, suivant que le contrat de mobilisation est inférieur ou supérieur à un an, et compte tenu des fluctuations du taux de l'escompte de la Banque de France. Leur octroi est subordonné à l'appréciation par la Commission d'Assurance-crédit des conditions auxquelles est effectuée l'opération de mobilisation correspondante.

SECTION V

Le crédit à la construction et au bâtiment

L'industrie du bâtiment a été très sévèrement touchée par la

crise à partir de 1930. Le nombre des demandes en autorisation de construire n'a cessé de décroître d'année en année, tandis qu'on observait une réduction sensible des travaux d'entretien. Et pourtant les besoins étaient nombreux et importants : lutte contre les taudis, entretien et amélioration des immeubles existents, construction d'habitations individuelles, aménagement des grands centres urbains, application des plans d'urbanisme, etc... Mais l'élévation du coût de la construction, conséquence de la hausse du prix de la main-d'œuvre et des matériaux, et la diminution de la rentabilité de la propriété immobilière, due notamment aux lois d'exception sur les loyers, décourageaient l'édification de constructions nouvelles. Enfin le marché immobilier souffrait d'un régime fiscal très lourd et d'une insuffisance de crédit.

Le crédit joue dans cette branche prépondérante de l'économie nationale un rôle considérable. Le problème du crédit se pose en effet pour le propriétaire qui veut faire construire ou entreprendre de gros travaux d'entretien et d'amélioration ; pour le particulier qui désire acquérir un logement et qui recherche dans le crédit les moyens de compléter le capital qu'il peut investir ; pour l'entrepreneur qui doit disposer de capitaux importants, d'abord pour engager l'opération, puis pour alimenter sa trésorerie quand il lui faut consentir à ses clients des délais pour le règlement du prix des travaux.

Les besoins de crédit sont essentiellement à long et à moyen terme, car la rémunération des capitaux investis dans la construction se répartit sur un laps de temps assez long.

Les crédits à long terme sont consentis par des organismes tels que le Crédit Foncier de France, les Offices Publics d'Habitation à bon marché et les Sociétés de Crédit Immobilier. Leur examen ne rentre pas dans le cadre de cette étude.

La forme normale des crédits à moyen terme consiste dans une ouverture de crédit en compte-courant dont la réalisation est constatée par des effets négociables. Ces effets, établis généralement à quatre-vingt-dix jours, sont renouvelés de trois mois en trois mois, pendant la durée de l'opération de crédit qui peut atteindre trois et quatre ans.

L'établissement bancaire suit l'exécution des travaux et n'accorde les crédits qu'au fur et à mesure de leur avancement. L'échelle des avances est calculée en fonction de la durée des

travaux de telle sorte que la fin du crédit coïncide avec l'achèvement de la construction.

Le concours apporté par les établissements de crédit à moyen terme se limite, en principe, à la période de construction. Une fois l'immeuble terminé, l'emprunteur doit recourir à un organisme de crédit à long terme pour la consolidation des avances. Le plus souvent il s'adressera au Crédit Foncier de France, dont l'intervention est seulement possible à ce moment, puisque, aux termes de ses statuts, il ne peut accepter pour gage que des propriétés d'un revenu durable et certain. Les crédits consentis à moyen terme sont remboursés avec le produit du prêt amortissable accordé par le Crédit Foncier, dans les conditions habituelles, sur la base d'une expertise du gage. Il peut arriver que l'immeuble ne soit accepté en garantie que pour une valeur inférieure à la créance de l'organisme de crédit à moyen terme. Dans cette éventualité, la fraction des crédits non consolidés auprès du Crédit Foncier reste garantie par une hypothèque de second rang.

Le crédit à la construction et au bâtiment a essentiellement pour base la garantie hypothécaire. Le terrain sur lequel est édifiée une construction et l'immeuble qui s'y ajoute par accession constituent une sûreté de premier ordre pour des opérations qui impliquent une immobilisation prolongée des capitaux qui leur sont affectés. Toutefois si le premier de ces éléments représente une valeur relativement stable, le second est plus difficile à évaluer, l'interruption possible des travaux alors que la construction est encore en cours rendant très malaisée la réalisation du gage.

Il convient de noter que le fait d'exiger une garantie hypothécaire comme le font presque toujours les établissements financiers, limite leur activité à l'octroi de crédits à des propriétaires ou à des entrepreneurs propriétaires du terrain utilisé. Les entrepreneurs non propriétaires ne peuvent, dans de telles conditions, bénéficier de leur concours. C'est pourquoi le Conseil National Economique, dans sa session de juillet 1938, s'est prononcé, en ce qui concerne un organisme semi-public de crédit à moyen terme, le Sous-comptoir des Entrepreneurs, pour l'extension des garanties susceptibles de lui être présentées à l'appui des demandes de crédit, soit que le Crédit Foncier accepte de financer les opérations assorties de garanties autres que l'hy-

pothèque, ou, à défaut, que le Sous-comptoir recherche des concours bancaires autres que celui du Crédit Foncier pour l'es-compte des billets, accompagnés de simples garanties mobilières, qu'il se trouverait avaliser.

D'autres mesures ont été préconisées en vue d'améliorer les conditions du crédit au bâtiment et d'en développer les possibilités. Un spécialiste, M. Hepp, a établi et présenté à la Confédération Générale du Patronat Français, en 1938, un plan de crédit à moyen terme garanti par des devis certifiés. De son côté le Conseil National Economique a recommandé l'assimilation de la garantie hypothécaire au warrant pour l'admission au réescompte par la Banque de France des effets émis en représentation des crédits ouverts, ce qui permettrait d'éviter d'avoir à recourir à une troisième signature et procurerait un abaissement notable du taux des ouvertures de crédit. La Banque de France, en effet, se contentait jusqu'à 1924 d'une troisième signature de pure forme, par exemple celle de l'architecte ou celle de la femme de l'entrepreneur lui-même, en raison des sûretés réelles garantissant les crédits consentis ; mais à partir de 1924 la Banque est revenue à une plus stricte interprétation de ses statuts et se montre plus sévère quant aux conditions auxquelles doit répondre la troisième signature, ce qui entraîne souvent l'intervention d'un tiers établissement bancaire.

Les charges qui grèvent les opérations de crédit à la construction sont très lourdes : honoraires du notaire ; frais d'actes ; droits d'enregistrement ; frais d'inscription et de mainlevée hypothécaires ; taux d'intérêt, tout concours à la cherté du crédit.

Diverses mesures ont été adoptées par les pouvoirs publics pour tenter de remédier à cette situation. Elles avaient pour but d'abaisser le taux de l'intérêt, d'alléger les charges hypothécaires et d'atténuer certains excès de la fiscalité.

1°) Le législateur s'est tout d'abord efforcé d'améliorer les conditions du crédit en abaissant le loyer de l'argent au profit de ceux qui désirent construire. Le titre III du décret-loi du 25 août 1937 prévoit un concours financier de l'Etat sous forme de bonifications d'intérêts, analogues à celles autorisées par le titre II du même décret en faveur des entreprises industrielles et commerciales pour leur permettre de développer et de moderniser leur outillage. Le mécanisme de l'opération est sensible-

ment le même que celui dont nous avons précédemment exposé les grandes lignes. Les bonifications sont allouées par le Ministre des Finances, sur l'avis conforme d'une commission chargée d'apprécier l'utilité des projets présentés, pour une durée ne pouvant excéder quinze ans. Le taux maximum des bonifications, qui ne peut dépasser 4 % ni être supérieur à la moitié des intérêts réellement dûs, est fixé chaque année par un arrêté ministériel. Le montant des bonifications annuelles est limité à quarante millions de francs. Les bonifications sont versées à un compte spécial ouvert au nom du demandeur dans les écritures du Crédit Foncier de France, compte qui ne peut être débité qu'en vue du paiement des intérêts échus.

Le bénéfice des bonifications a été étendu par le décret du 2 mai 1938 aux dépenses faites pour l'assainissement ou la remise en état des constructions anciennes. La Fédération Nationale du Bâtiment et des Travaux Publics a émis le vœu que le bénéfice des bonifications soit pareillement étendu aux travaux d'entretien d'un montant supérieur à dix mille francs. Ces travaux représentent en effet, en période normale, 75 % de l'activité de la construction.

2°) A la bonification d'intérêt proprement dite, la loi de finances du 31 décembre 1937 a ajouté une exonération fiscale. Les intérêts des ouvertures de crédit pour lesquelles une bonification a été allouée, sont affranchis de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers.

3°) Un décret du 24 mai 1938 a autorisé la prise d'une inscription hypothécaire unique, destinée à garantir « d'abord une ouverture de crédit d'une durée de trois ans au plus, puis un prêt amortissable par annuités consenti par une société de crédit foncier et destiné à remplacer ladite ouverture de crédit après achèvement des constructions ». Cette mesure permet d'éviter les frais que nécessitaient auparavant la mainlevée de la première inscription prise en garantie de l'ouverture de crédit à moyen terme et l'inscription nouvelle à prendre pour sûreté de l'emprunt de consolidation.

4°) Les actes d'ouverture de crédit hypothécaire prévoyant la création d'effets à ordre (ce qui était toujours le cas en l'espèce) étaient assimilés aux obligations transmissibles par endos et passibles, de ce fait, d'un droit d'enregistrement proportionnel de 4,35 %. Le taux a été réduit à 1,65 % (droit d'obligation)

par le décret-loi du 28 février 1939 lorsque le produit de l'emprunt est consacré à l'édification d'immeubles nouveaux.

(Il convient de signaler enfin que le décret du 22 octobre 1940 qui a ramené à cinquante centimes, quel qu'en soit le montant, le droit de timbre des effets revêtus, dès leur création, d'une domiciliation bancaire, apporte aussi un allègement non négligeable. L'ancien droit proportionnel de 0,15 % qui était perçu sur chaque effet trimestriel, majorait de 1,80 % les charges d'une ouverture de crédit d'une durée de trois ans).

Ces différentes mesures, jointes aux exemptions et dégrèvement fiscaux accordés aux constructions nouvelles, avaient provoqué un certain renouveau de la construction au début de l'année 1939. La légère reprise des travaux neufs constatée à cette époque était due surtout aux constructions de pavillons d'habitation grâce aux bonifications d'intérêts, ainsi que le signalait une note officielle remise au Président du Conseil par la Fédération Nationale du Bâtiment et des Travaux Publics.

*
* *

Cette observation nous amène à dire quelques mots de cette catégorie de constructions qui avait pris, à la veille de la guerre, une considérable extension.

De plus en plus nombreux sont les fonctionnaires, les employés, les ouvriers aisés, qui désirent être propriétaires de leur habitation et se font construire une petite maison ou un pavillon dans le voisinage immédiat des villes. Le problème du logement est loin d'être résolu en France, qui est au contraire assez en retard sur d'autres pays à cet égard, et le développement de la petite construction peut constituer pour les industries du bâtiment une source d'activité intéressante et substantielle.

En Grande-Bretagne il existe de nombreuses « Building Societies » (sociétés de construction) qui offrent aux classes moyennes de grandes facilités pour l'acquisition ou la construction de maisons individuelles, et qui ont joué, surtout depuis la guerre de 1914-1918, un rôle important dans le développement des villes anglaises. En France des sociétés de crédit immobilier ont été instituées, qui bénéficient du concours de l'Etat et ont essentiellement pour objet de consentir des prêts sur hypothèques à certaines catégories de particuliers qui doivent établir,

par la production d'un certificat délivré par le Contrôleur des Contributions Directes, qu'ils se trouvent personnellement dans les conditions requises pour bénéficier des avantages prévus par la loi.

Pour les ouvertures de crédit consenties en vue de la construction d'habitations individuelles, les banques exigent fréquemment que le demandeur souscrive une assurance sur la vie destinée à garantir, en cas de décès, le remboursement des avances qui lui sont faites pendant le cours de la construction. La consolidation des ouvertures de crédit est assurée par un établissement de crédit à moyen terme. En 1939 a été créée, sous les auspices de la Banque de Paris et des Pays-Bas, une « Caisse auxiliaire des Prêts fonciers pour favoriser le développement de l'Habitation Familiale » dont l'objet est de consolider en prêts à moyen terme de telles ouvertures de crédit.

Le processus suivant est également employé, avec succès, pour le financement de la petite construction. L'entrepreneur traite à forfait avec son client qui doit être propriétaire du terrain où la maison sera édifiée, et être capable de régler 25 % environ du coût de la construction par ses propres moyens. Ces deux conditions sont nécessaires pour la constitution des garanties sur lesquelles reposera le crédit, et parce qu'il convient que le crédit fasse personnellement un effort important qui établisse sa solvabilité. Un prêt hypothécaire d'une durée de cinq à dix ans, permettra d'assurer le paiement de 40 à 50 % du coût de la construction édifiée, le prêteur étant suffisamment garanti puisque son gage porte à la fois sur celle-ci et sur le terrain. Les trois quarts du prix de la construction sont donc payés comptant à l'entrepreneur lorsqu'il livre la maison à son client. Pour le paiement du solde, l'entrepreneur accorde un délai de trois à cinq ans. Des effets échelonnés mensuellement sont créés, dont l'escompte peut être obtenu auprès d'un établissement de crédit à moyen terme.

SECTION VI

Le crédit à l'industrie cinématographique

Les besoins en matière de crédit cinématographique sont essentiellement à moyen terme. En effet si la réalisation d'un

film ne dure en moyenne que de six à dix semaines, il s'écoule souvent plusieurs mois entre l'achèvement du film et sa projection qui marque elle-même le point de départ du remboursement des capitaux investis. Ce décalage est motivé par des questions d'opportunité, de saisons ou de dates libres d'exclusivité. En outre la cadence de l'amortissement — qui varie en fonction de la qualité du film, de l'époque de sa « sortie » et du nombre des copies tirées — est très lente. En règle générale le capital investi dans une œuvre cinématographique ne se renouvelle guère avant quinze ou dix-huit mois, délai qui peut être porté, dans des cas moins favorables, à vingt-quatre ou vingt-cinq mois.

Le financement de l'industrie du film présente de grandes difficultés que l'on ne rencontre pas dans le financement des activités connexes (fabrication de la pellicule, fabrication des appareils de prise de vue, de prise de son et de projection ; studios ; laboratoires de tirage), car celles-ci constituent des industries au sens étroit du terme, auxquelles les procédés courants du crédit bancaire peuvent être normalement appliqués. Ces difficultés tiennent à la nature très particulière de la marchandise-film que l'on a définie : « un ensemble de droits incorporels permettant la diffusion, par projections lumineuses, d'une œuvre cinématographique visible et audible au moyen d'un instrument appelé pellicule ».

L'industrie cinématographique proprement dite comprend trois branches : la production, la distribution et l'exploitation. Chacune d'elles correspond à une fonction distincte, bien qu'elles ne soient pas toujours nettement séparées.

Le producteur fournit les capitaux pour la réalisation du film et s'assure les concours intellectuels et techniques nécessaires. Les grandes sociétés de production constituées lors de l'avènement du film parlant, et qui contrôlaient également la distribution et l'exploitation de nombreuses salles, ont fait faillite pour la plupart. Les autres, créées le plus souvent sous forme de sociétés à responsabilité limitée à faible capital et en vue de la réalisation d'un unique film, n'offrent que peu de garanties pour l'obtention de crédits.

Le distributeur reçoit du producteur le négatif du film ; en fait tirer sous sa responsabilité des copies positives ; assure la manutention et l'entretien de ces copies et passe avec les direc-

teurs de théâtres cinématographiques des contrats pour la location du film, d'où le nom de « loueur » qui lui est souvent donné. Il n'existe qu'un petit nombre de sociétés de distribution possédant des agences directes dans chacune des cinq grandes régions entre lesquelles est réparti le territoire français pour la distribution des films. La majorité de la production française est diffusée par des distributeurs indépendants, agissant chacun dans sa propre région.

Les exploitants sont au nombre de plusieurs milliers. Ils jouissent pour la plupart de l'autonomie financière bien que de grandes firmes intégrées (Pathé, Gaumont, etc.) se soient rendues acquéreurs de salles de spectacles en vue de constituer des « circuits » réservés à leur production. Il y a lieu souvent de distinguer le propriétaire de la salle, le signataire du bail concernant cette même salle et le gérant du théâtre. Une même salle de spectacle peut donc intéresser l'activité de plusieurs personnes ou entreprises distinctes.

Pour déterminer les modalités du financement il convient tout d'abord d'examiner les rapports juridiques du producteur et du distributeur d'une part, du distributeur et des exploitants d'autre part.

Le contrat passé entre le producteur et le distributeur concède à ce dernier l'exclusivité de l'exploitation du film, dans une région ou dans un pays donnés et pour une durée qui varie, suivant les contrats, de cinq à sept années. En rémunération du mandat donné au distributeur, il est attribué à ce dernier une commission de l'ordre de 30 à 35 % des locations encaissées. Le contrat stipule fréquemment la garantie au profit du producteur d'un minimum de recettes, payables dans des conditions déterminées. Suivant les cas les distributeurs avancent aux producteurs, en espèces ou en traites à longue échéance, une part plus ou moins grande de ces minima, avances remboursables sur les premières recettes.

Les relations entre le distributeur et les exploitants sont réglées par les contrats de location, au nombre de plusieurs centaines pour chaque film. Ces contrats comportent deux types principaux :

- a) la location au forfait : versement d'une somme fixe indépendante des recettes.
- b) la location au pourcentage : versement d'une quote-part

déterminée des recettes de la salle pendant la semaine de passage du film ; un minimum garanti, payable en tout état de cause, pouvant être prévu.

Les contrats de location mentionnent le titre du film ; son métrage ; le pourcentage, le minimum garanti, ou le forfait, suivant les cas ; le nombre de séances quotidiennes données par la salle, et la date limite d'exécution du contrat.

Voyons maintenant quand et sous quelles formes peut se produire l'intervention bancaire.

Le financement d'un film en cours de réalisation manque de bases réelles et relève exclusivement du crédit personnel ou de la commandite. Quelles que soient la valeur du metteur en scène, les qualités du scénario, la réputation des artistes, on ne peut prévoir l'accueil que réservera le public à l'œuvre nouvelle. En outre le banquier n'a guère la possibilité de contrôler efficacement les dépenses d'exécution ni même de discuter le devis présenté à l'appui du scénario. Enfin l'époque de la sortie du film, point de départ du remboursement des avances, demeure incertaine et les contrats de location n'étant pas encore passés, le banquier n'a aucun moyen de se garantir contre le risque de détournement des recettes d'exploitation à son détriment.

C'est donc seulement après l'achèvement du film, ou mieux après sa présentation corporative, que l'opération de crédit peut être envisagée par le banquier. A ce stade il lui est possible de déterminer l'importance des crédits à consentir et d'apprécier la durée probable de leur amortissement. Son intervention permet de réduire à la période de réalisation du film, c'est-à-dire à cinq ou six mois au maximum, les immobilisations des producteurs. Ceux-ci récupérant aussitôt après la présentation du film la majeure partie de leurs mises de fonds, sont mis à même de réinvestir leurs capitaux dans de nouvelles productions.

Cependant la constitution de sûretés susceptibles de garantir au prêteur le remboursement de ses avances présente encore de sérieuses difficultés. Aussi plusieurs formules ont-elles été imaginées.

La remise en gage du négatif du film au profit du bailleur de fonds donne à ce dernier le contrôle de l'exploitation, car le laboratoire de tirage ne livrera les copies qu'aux personnes

désignées par lui. Mais si le débiteur se désintéresse du sort du film, l'exploitation du gage peut donner lieu à des mécomptes. Cette garantie est donc assez illusoire.

Une autre formule consiste dans la vente à réméré du film, dont le bailleur de fonds devient propriétaire. Mais cette propriété est occulte, le producteur demeurant le propriétaire apparent. Le détournement des recettes d'exploitation reste possible. En outre la sincérité de la convention, qui masque un contrat de gage, peut être discutée.

La seule et véritable garantie qui puisse être constituée consiste dans la délégation, au profit du banquier, des recettes à provenir des contrats de location passés avec les directeurs des salles de cinéma. La délégation fait échec aux oppositions et saisies-arrêts éventuelles des créanciers du producteur (ou du distributeur). Mais, et c'est un grave inconvénient, elle donne lieu à la perception d'un droit d'enregistrement proportionnel de 1,65 % et doit être signifiée par exploit d'huissier, à chacun des débiteurs délégués ; or un film peut atteindre jusqu'à 1.800 locations. Toutefois la part la plus importante des recettes provenant de la projection du film dans les grandes villes, il est possible de réduire le nombre des significations en limitant les effets de la délégation aux contrats passés avec certaines salles ou certains distributeurs. En tout état de cause les frais d'enregistrement et de signification rendent cette garantie très onéreuse.

Le Conseil National Economique a été amené au cours d'une enquête sur l'industrie cinématographique française, à étudier le problème du crédit à cette branche d'activité si particulière. Il a suggéré que des mesures législatives soient prises pour adapter la délégation des recettes et le nantissement des contrats de location aux conditions d'exercice de la profession cinématographique et pour développer l'usage de ces garanties par des exonérations fiscales.

L'avant projet de texte législatif adopté par le Conseil National Economique, sur la proposition de M. De Carmoy, inspecteur des finances, s'inspire du régime institué par le décret-loi du 30 octobre 1935 pour le financement des marchés publics. Il serait applicable : « aux conventions par lesquelles sont affectées en nantissement les créances nées au profit des producteurs et des distributeurs de films cinématographiques en contre

partie de la mise de ces films à disposition des exploitants de salles, quel que soit le contrat qui ait fait naître ces créances et quelles qu'en soient les modalités de paiement ». Le producteur (ou le distributeur) affecterait en nantissement, à concurrence du crédit consenti, les contrats passés avec les exploitants. La pièce formant titre serait le contrat de location et le dessaisissement exigé par l'article 2076 du Code Civil serait assuré par la remise de tous les exemplaires du contrat au créancier nanti ou à un tiers détenteur. La signification, innovation importante, pourrait être faite par simple lettre recommandée avec accusé de réception, d'où une économie de frais considérable. L'article 9 de l'avant-projet stipule en outre que « lorsque sera requis l'enregistrement d'un contrat de nantissement... la formalité ne donnera ouverture qu'à la perception d'un seul droit fixe (de 35 francs) pour l'enregistrement *tant du contrat de nantissement que du contrat générateur de la créance donnée en nantissement* ».

Parallèlement à cet assouplissement du régime des garanties, le Conseil National Economique avait suggéré la constitution d'un organisme fiduciaire appelé à exercer un contrôle sur les diverses branches de l'industrie cinématographique depuis le travail en studio jusqu'à l'encaissement des recettes dans les salles de spectacle. Cet organisme aurait mission d'accomplir les formalités requises pour l'attribution aux banquiers des garanties stipulées au contrat de prêt et de recouvrer l'intégralité des recettes à charge de les répartir entre les intéressés : auteur, distributeur, producteur, banquier et fournisseurs.

Le Conseil National Economique avait proposé également l'institution de registres, tenues par un organisme professionnel unique, réservés à la publicité des opérations réalisées sur les films et les créances résultant de leur exploitation (ventes et nantissements de films, contrats de location, nantissements de contrats de location, etc.) et la constitution d'un fonds de financement destiné à encourager la production artisanale.

Ces vœux et suggestions du Conseil National Economique n'ont pas encore été réalisés. Cependant le Comité d'organisation de l'Industrie Cinématographique exerce d'ores et déjà un certain contrôle des locations et des recettes et, d'autre part, une loi du 19 mai 1941 a affecté au financement de la production

cinématographique une somme de cinquante millions dans le cadre d'un crédit de 300 millions ouvert par le Trésor au Crédit National en vue de permettre l'octroi d'avances spéciales à des entreprises présentant un intérêt pour la reprise économique et dont les besoins ne peuvent être satisfaits par les moyens ordinaires du crédit.

CHAPITRE IV

L'ASSURANCE DES CREDITS

Le développement de la pratique de l'assurance a conduit à en appliquer les principes aux risques de crédit et, à partir de 1923-24, plusieurs compagnies ont créé des branches nouvelles dites d' « assurance-crédit ».

L'assurance-crédit est « un contrat par lequel une personne appelée « l'assureur », fondant techniquement son entreprise sur la coopération des risques, garantit une personne, dénommée « l'assuré », contre la perte éventuelle d'une valeur ».

Deux systèmes ont été successivement utilisés par les compagnies d'assurance-crédit : l'assurance-aval et l'assurance-insolvabilité.

Dans le premier système, qui a été très largement employé à l'occasion des opérations d'escompte de billets de fonds de commerce et d'effets créés en représentation de ventes à crédit, la Compagnie d'Assurance consentait une police aux termes de laquelle elle couvrait 75 % du risque de l'assuré et s'engageait en outre à garantir, par des avenants, le banquier, tiers-porteur des effets, à concurrence de 100 %. L'opération se déroulait pratiquement de la manière suivante : le tireur communiquait à l'Assurance les nom et adresse du tiré ainsi que les renseignements obtenus sur lui ; la Compagnie, après examen du dossier, acceptait ou refusait le risque. Si elle acceptait, elle délivrait à l'assuré un « avenant d'aliment », dont un exemplaire spécial, destiné au banquier, accompagnait les traites. En cas de non paiement d'un effet à son échéance, la banque, sur présentation de l'effet impayé et du protêt, en encaissait le montant aug-

menté des frais, dans un délai qui variait de huit à quinze jours selon les Compagnies. Les effets ainsi garantis étaient très facilement admis à l'escompte par les banques.

Sous cette forme, le contrat d'assurance masquait une véritable opération de crédit. Il importe peu, en effet, que la convention revête la forme d'un contrat d'assurance, avec paiement de primes, si l'intervention de la Compagnie d'assurances a effectivement pour objet de permettre ou de faciliter la mobilisation du crédit. Dans ce cas la Compagnie donne purement et simplement une garantie bancaire qui l'oblige, en raison de la clause de paiement au protêt, à maintenir constamment liquides des capitaux considérables.

Les Compagnies d'Assurances, après avoir éprouvé de gros déboires, se sont rendu compte qu'elles sortaient de leur rôle en assurant le financement des bénéficiaires des contrats et ont abandonné complètement l'assurance-aval.

Dans le cadre de « l'assurance-insolvabilité », l'assureur garantit la perte, nette de récupérations, résultant d'une créance commerciale régulièrement admise au passif d'un débiteur. Le règlement a lieu dès que la perte se trouve déterminée par suite de la clôture des opérations de faillite, de liquidation judiciaire ou d'arrangement amiable préventif de faillite. Toutefois le versement d'un acompte peut intervenir cinq mois après constatation de l'insolvabilité du débiteur. En cas de concordat comportant des paiements différés, les dividendes futurs sont considérés comme des pertes définitives et l'assureur règle immédiatement la quotité garantie, les rentrées ultérieures lui étant acquises. Les polices couvrent généralement 75 % des crédits accordés avec l'agrément de la Compagnie, et 50 % seulement de ceux consentis, dans une limite déterminée, sans son accord préalable. Une prime mensuelle, calculée sur le montant total des transactions réalisées par l'assuré et qu'il doit déclarer chaque mois, est perçue par l'assureur. Le taux de cette prime résulte de l'étude de la situation générale de la branche de commerce de l'assuré, de son genre de clientèle, de l'importance individuelle des crédits et de leur durée, des pays couverts par la police et du régime des pertes.

Les contrats portent sur l'ensemble des crédits consentis par l'assuré. Il faut, en effet, que tous les risques, les bons comme

les mauvais, soient englobés dans l'assurance, afin qu'une compensation puisse s'établir entre eux.

Les Compagnies d'assurances privées ne garantissent que les crédits commerciaux ordinaires, à l'exclusion de tous crédits financiers. Toutefois certaines compagnies ont créé des polices « assurance hypothécaire tous risques » qui garantissent l'assuré contre le préjudice qu'il pourrait éprouver en qualité de créancier hypothécaire ou privilégié si le gage devenait insuffisant par suite de la destruction totale ou partielle de l'immeuble affecté à la garantie de sa créance. Ces polices excluent donc les variations de valeur résultant de causes économiques et n'apportent qu'une sécurité voisine de celle que confèrent aux propriétaires eux-mêmes les polices d'assurance contre l'incendie. Par ailleurs, il a été établi des polices par lesquelles les Compagnies d'assurance garantissent l'escompteur d'effets créés en représentation de ventes à crédit d'automobiles, contre le risque de détournement du gage constitué dans les termes de la loi du 29 décembre 1934, et contre sa dépréciation éventuelle lors de sa réalisation.

En ce qui concerne les risques « catastrophiques », politiques et monétaires, nous avons vu (1) que l'Etat en a assumé la couverture en vertu de la loi du 22 août 1935, l'octroi de la garantie étant subordonné à la condition que les créances soient mobilisées par une banque ou garanties contre les risques d'insolvabilité du débiteur par une société d'assurance-crédit.



Grâce à l'application de l'assurance aux risques de non paiement de leurs créances, les commerçants et les industriels sont mis à même d'écarter les conséquences de pertes, plus ou moins importantes, susceptibles d'affecter les résultats de leur exploitation. Par là même le développement des opérations de financement des banques s'en trouve facilité. L'assurance-crédit a constitué, en quelque sorte, une garantie nouvelle pour l'escompte, l'engagement de verser une indemnité en cas de sinistre pouvant être considéré comme un aval partiel ou total de la créance. La garantie délivrée sous forme d'avenant élargit le

(1) *Supra*, chapitre III, page 62.

crédit de l'assuré qui trouve à négocier son papier plus facilement, les conditions favorables obtenues des banques devant compenser la charge des primes payées à l'assureur.

A l'heure actuelle, aussi bien en France que dans les pays étrangers, l'assurance-crédit ne couvre guère que les crédits commerciaux à quatre-vingt-dix jours et ne s'étend que rarement aux opérations à moyen terme ; et pourtant c'est dans ce domaine qu'elle pourrait être la plus utilement appliquée en raison des risques élevés que comportent des crédits de cette nature. La formule de l'assurance-insolvabilité qui est seule utilisée maintenant s'accorde d'ailleurs très bien avec les besoins des prêteurs à moyen terme qui n'ont pas, comme les prêteurs à court terme, le constant souci de maintenir à leurs avoirs un coefficient de liquidité élevé.

*
* *

Il ne semble pas qu'on ait toujours apprécié de façon exacte le rôle que l'assurance-crédit peut jouer dans l'économie du crédit et les services qu'elle pourrait être appelée à rendre.

Jusqu'à présent le banquier, sauf cas exceptionnel, reste son propre assureur. Il pare à ses risques par des réserves et des provisions, calculées plus ou moins empiriquement. On a suggéré, pour les opérations à moyen et à long terme, de discriminer dans le loyer de l'argent deux parts : l'intérêt des capitaux et une prime de risque, et de porter cette dernière à un compte de réserve (2). Pour les opérations de vente à crédit par exemple, le coefficient de la prime de risque serait déterminé par le pourcentage des pertes enregistrées au cours des dernières années.

Mais encore faut-il que les opérations traitées soient suffisamment nombreuses et importantes pour que la loi des grands nombres puisse jouer. Une telle conception pourrait peut-être se défendre pour les grands établissements de crédit aux nombreuses succursales, dont les affaires portent sur des milliards. Dès que l'on aborde l'ensemble des autres établissements, et

(2) Cf. La convention de 1919 entre l'Etat et le Crédit National qui stipule que le taux d'intérêt des prêts comprend une contribution de 1 % dont la moitié alimente une « réserve spéciale pour risques de prêts ».

particulièrement les sociétés de crédit à moyen terme, la méthode qui consiste à couvrir les risques par des provisions ne peut être qu'empirique. Lorsqu'on est son propre assureur, on n'est couvert qu'au moment où la réserve atteint le montant du risque. Seules les méthodes de l'assurance permettent de couvrir des risques considérables avec des primes relativement faibles.

Il y aurait donc intérêt, semble-t-il, à étendre aux créances bancaires les règles de l'assurance globale insolvabilité déjà appliquées par les Compagnies d'assurances aux créances commerciales. L'assurance s'étendrait indistinctement aux bons comme aux mauvais risques et comme elle porterait sur des montants considérables, mais très divisés, des taux de prime réduits pourraient être appliqués. Les Compagnies d'assurance apporteraient en outre un élément nouveau dans la technique du crédit : la répartition du risque par la réassurance.

L'avenir de l'assurance-crédit réside incontestablement dans une collaboration étroite entre le banquier et l'assureur, le premier conservant son rôle de dispensateur du crédit, le second intervenant pour assurer la couverture des risques du crédit.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE V

LE SYSTEME BANCAIRE FRANÇAIS ET LE CREDIT A MOYEN TERME

A la veille de la guerre de 1914-1918, le système bancaire français était parvenu au terme d'une évolution commencée sous le Second Empire et marquée par l'âpre concurrence des grands établissements de crédit et des banques locales. Dans un rapport à la Chambre des Députés, M. Landry en exposait ainsi les grandes lignes : « Dominant tout le système, la Banque de France exerce une action stabilisatrice sur le taux de l'escompte et agit comme régulateur du marché monétaire et du crédit. A côté d'elles les grands établissements de crédit, concentrant dans leurs caisses une portion considérable de l'épargne publique, pratiquent par milliards des opérations d'escompte, d'avances, de report et sont, par le rôle qu'ils jouent dans les émissions de titres, les guides principaux des capitalistes français dans le choix des valeurs mobilières... Les banques d'affaires, qui s'occupent peu de distribuer du crédit, se consacrent principalement à l'introduction des fonds étrangers sur le marché français. En même temps des banques locales font des opérations d'avances et de découvert avec des capitaux dont le drainage des dépôts par les grands établissements de crédit diminue de plus en plus l'importance. Enfin, fondées sur le principe de l'association mutuelle ou coopérative, les banques populaires s'efforcent de réparer certaines insuffisances dans le commerce du crédit ».

Une organisation rationnelle du système bancaire doit permettre à tout industriel, à tout commerçant, d'obtenir les cré-

aits dont il a besoin, et qu'il mérite, quelle qu'en soit la forme ou la durée, aussi aisément qu'il trouve sur le marché les matières premières ou les marchandises nécessaires à son entreprise.

Notre système bancaire de 1914 répondait-il à cette condition essentielle ? Comportait-il les organismes capables de satisfaire toutes les demandes de crédit, à moyen terme aussi bien qu'à court ou long terme ? C'est ce que nous allons voir en examinant rapidement, du point de vue qui nous occupe, l'objet, les modalités de fonctionnement et les ressources des différents organismes que nous venons de citer.

LA BANQUE DE FRANCE

Clef de voûte du système bancaire, la Banque de France, en dehors du rôle qu'elle joue en tant qu'institut d'émission unique et de banquier du Trésor Public, fonctionne également comme établissement de crédit.

A ce titre la Banque de France effectue la plupart des opérations de banque pure : escompte et recouvrements d'effets de commerce ; ouverture de comptes-courants ; garde de titres, lingots et monnaies ; avances sur titres ; exécution d'ordres de bourse. Cependant ses opérations sont soumises à un certain nombre de règles particulières qui lui sont imposées par la loi et par ses statuts. C'est ainsi qu'elle ne peut admettre à l'escompte que des effets à moins de trois mois et revêtus de trois signatures au moins, notoirement solvables, la troisième signature pouvant toutefois être remplacée par des titres, des effets publics ou un warrant. Les comptes-courants et les comptes de dépôts de fonds, à l'exception des comptes courants d'avances sur titres ou sur lingots et monnaies, doivent toujours être créditeurs, car la Banque ne consent pas d'avances à découvert.

La Banque de France opère donc comme une banque de dépôt et d'escompte, mais en observant des règles très strictes quant à la nature des affaires traitées et à leur durée. Sa prudence est justifiée par le fait qu'elle peut être appelée, par le réescompte, à être une sorte de Banque des banquiers. Il est indispensable qu'elle maintienne à ses ressources une très grande liquidité, car le mécanisme du marché monétaire est

très fragile. A l'assemblée du 28 janvier 1938, M. Fournier, gouverneur de la Banque, répondant à un actionnaire, déclarait : « une immobilisation des fonds déposés à la Banque aurait, pour l'ensemble de l'économie nationale, des conséquences infiniment plus graves que celles qu'on pourrait constater dans des banques privées, car ce sont précisément les fonds de roulement des banques et des entreprises industrielles et commerciales qui se trouveraient gelés ».

Aussi ne peut-il être question pour la Banque de France d'intervenir dans la distribution du crédit à moyen terme. Tout au plus accepte-t-elle de consentir des crédits de campagne d'une durée maxima de neuf mois et d'accepter à l'escompte des effets à quatre-vingt-dix jours renouvelables deux fois, correspondant à des opérations déterminées (par exemple des effets de mobilisation garantis par le nantissement de créances administratives, de récépissés de clearing ou d'acceptations du Crédit National émises en règlement des dépenses publiques).

LES GRANDS ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Ces établissements reçoivent en dépôt les fonds des particuliers et des sociétés et se chargent pour le compte des déposants de payer les sommes qu'ils doivent, de recouvrer celles qui leur sont dues, et de transporter des capitaux d'une place sur une autre. Les fonds dont ils disposent pour leurs opérations de crédit proviennent pour partie de leur capital social et de leurs réserves, mais surtout des dépôts et des soldes créditeurs des comptes courants de leur clientèle, qui forment une masse redoutable de dettes immédiatement exigibles.

Voici quelle était, à cet égard, la situation des trois principaux établissements de crédit à fin décembre 1938 (1) :

	Capital et réserves	Dépôts à vue (en milliers de francs)	Comptes courants
Crédit Lyonnais	4.200.000	5.463.628	7.022.386
Société Générale	1.015.000	3.026.885	6.664.967
Comptoir d'Escompte	848.039	4.781.904	3.780.917

(1) Dernier exercice normal.

Pour être toujours en état de faire face aux demandes de remboursement qu'une crise ou une panique pourraient multiplier, il est indispensable que les banques de dépôt maintiennent à leurs bilans un coefficient de liquidité très élevé. Lors d'une Assemblée générale du Crédit Lyonnais, M. Henri Germain, fondateur de cet établissement, déclarait : « Les entreprises industrielles même les mieux conçues, même les plus sagement administrées, comportent des risques que nous considérons comme incompatibles avec la sécurité indispensable dans les emplois de fonds des banques de dépôt... Il ne faut pas avoir à compter sur la réalisation d'un actif industriel pour rembourser des dépôts à vue ».

Les conditions de sécurité et de prompte disponibilité auxquelles sont subordonnées les opérations des banques de dépôt, sont particulièrement réunies dans l'escompte du papier « bancable », si les signataires sont solvables, d'autant plus que la banque aura la faculté, si le besoin s'en faisait sentir, de réescompter son portefeuille-effets auprès de l'Institut d'émission. C'est pourquoi le portefeuille commercial représente une part si importante de l'actif de nos grands établissements de crédit :

	Total de l'actif	Avoirs en Caisse et chez les correspondants	Portefeuille-effets et bons du Trésor
		(en milliers de francs)	
Crédit Lyonnais	14.479.774	2.259.989	9.109.429
Société Générale	11.432.575	2.512.988	5.819.866
Comptoir d'Escompte	9.795.133	1.853.679	4.963.481

A côté de cette opération essentielle, les ouvertures de crédit, les avances sur titres ou sur marchandises d'une durée maxima de trois mois, permettent une rotation rapide des capitaux employés et ne nuisent pas à la liquidité de l'actif.

En raison de la nature de leurs ressources qui leur impose une grande prudence dans la conduite de leurs opérations, le champ d'action des grandes banques de dépôts est donc limité au crédit à court terme. C'est pour avoir imprudemment financé la Société des Métaux que le Comptoir d'Escompte fut mis en mauvaise posture en 1889. Le cas récent de la Banque Nationale de Crédit est un nouvel exemple du danger pour une banque de dépôt de s'écarter des règles traditionnelles.

LES BANQUES LOCALES

Dirigées par des hommes qui jouissaient d'un grand prestige auprès de leurs concitoyens, les banques locales ont largement contribué au développement de l'usage du crédit sous le Second Empire. Travaillant surtout avec leurs propres capitaux et ceux de parents ou d'amis, les banquiers locaux mettaient ces ressources à la disposition des commerçants et industriels qu'ils tenaient pour particulièrement avisés et capables. Ils négociaient leur papier, pour le réescompter le plus souvent aux guichets de la Banque de France après y avoir apposé leur signature, la différence entre le taux appliqué à l'escompte et le taux de la Banque constituent leur rémunération. Ils leur consentaient en outre des ouvertures de crédit, des avances, des commandites.

La nature des entreprises, leur limite d'extension permettaient à un homme connaissant à fond le monde des affaires de sa région, d'être un excellent banquier.

La prospérité des banques locales devait être gravement compromise par l'apparition et l'essor des grandes banques de dépôt. Pour lutter contre leur concurrence, les banques locales leur ont opposé deux moyens de défense : le groupement et l'extension régionale.

L'Union des Banquiers des Départements, constituée dès 1881, fonda tout d'abord un « Syndicat des Banquiers des départements » auquel le Crédit Industriel et Commercial prêta son concours pour les encaissements de coupons, les virements de compte, les assurances de transport et les participations aux émissions ; puis un deuxième organe, le « Syndicat des Banques de Province » qui devint par la suite la « Société Centrale des Banques de Province », dont la gestion aboutit à de fâcheux résultats et qui fut mise en liquidation.

En même temps les banques locales multipliaient à leur tour agences et bureaux dans les régions où elles étaient connues et estimées et où elles étaient à même d'apprécier les qualités et les titres des demandeurs de crédit.

Néanmoins le développement des établissements de crédit a transformé profondément les conditions des banques locales. Un grand nombre ont été absorbées ; d'autres se sont affiliées au Crédit Industriel et Commercial. Malgré les augmentations

de capital auxquelles beaucoup ont procédé, malgré la concentration qu'elles ont opéré dans le cadre régional, les banques de province sont amenées, quand elles font du crédit de longue durée, à utiliser des ressources dont elles ne disposent pas pour une durée équivalente. Aussi lorsque des circonstances extérieures les gênent dans la poursuite de leurs opérations, elles ressentent très durement la difficulté de concilier de longues immobilisation avec la nature des capitaux utilisés.

Les banques locales qui ont survécu à la concurrence des grands établissements de crédit, à celle, plus récente, des banques populaires, ont fait la preuve de leur grande vitalité et de l'intérêt qui s'attache à leur maintien. Mais leur structure ne leur permet guère de sortir du cadre du crédit à court terme.

LES BANQUES D'AFFAIRES

A la différence des banques de dépôt, les banques d'affaires se livrent essentiellement à des opérations financières et de spéculation.

La démarcation entre les deux catégories de banques est assez difficile à faire, car toutes les nuances existent entre les deux types, les banques d'affaires ayant été amenées à développer leurs opérations de banque pure pour s'assurer un rendement minimum stable. Il semble, cependant, qu'on puisse prendre pour critérium la proportion, par rapport à l'ensemble de l'actif, des immobilisations sous forme de participations financières et de titres (rentes, actions, obligations). Cette proportion est beaucoup plus élevée pour les banques d'affaires, ainsi que le montre le tableau suivant :

	Total de l'actif (2)	Portefeuille-titres participations
	(en milliers de francs)	
Crédit Lyonnais	14.479.774	3.461
Société Générale	11.432.575	52.351
Banque de Paris et des Pays-Bas.	3.757.018	559.486
Banque de l'Union Parisienne	1.171.389	199.909

Au point de vue du crédit industriel et commercial, l'objet des banques d'affaires est moins de procurer, comme les banques de dépôt, des fonds de roulement aux industriels et aux

(2) A fin 1938.

commerçants, que de créer des affaires nouvelles, de développer des affaires existantes et d'assurer l'émission et le placement de valeurs mobilières.

S'il s'agit de créer de toutes pièces une affaire nouvelle, la banque, seule ou avec le concours d'autres organismes financiers groupés en un syndicat d'études, en souscrit le capital et s'attribue, en rémunération des services rendus, des parts de fondateur qui auront droit à une part déterminée des bénéfices futurs de la nouvelle société.

La banque peut aussi se contenter de prendre un intérêt dans une entreprise existante. Dans ce cas, elle se rend, après une étude approfondie de l'affaire, acquéreur d'un paquet d'actions suffisamment important pour avoir une part prépondérante dans la gestion de la Société (30 % du capital suffiront à lui en donner le contrôle) et délègue au Conseil d'Administration ses représentants.

A ses filiales la banque ouvre des comptes de dépôt à vue et surtout des comptes à échéance, dont elle peut d'autant mieux prévoir les mouvements à l'avance qu'elle connaît leur situation financière et leurs besoins très exactement. Elle leur consent des avances ; leur prête son concours pour le placement d'emprunts obligataires et d'augmentations de capital ; elle assure leur service financier (service des coupons, transferts, contentieux des titres).

Le deuxième aspect de l'activité des banques d'affaires c'est l'émission de valeurs mobilières pour le compte de grandes sociétés industrielles et commerciales. Elles constituent à cet effet des syndicats de prise ferme et de placement ou des syndicats de garantie, associations en participation formées dans le but de partager les bénéfices résultant de l'introduction des titres sur le marché et de répartir entre les syndicataires les titres non placés. Pour ces opérations d'émission elles travaillent souvent en concours avec les grands établissements de crédit dont les nombreux guichets répartis dans toute la France permettent de toucher l'immense foule des épargnants.

On conçoit que l'intervention des puissantes banques d'affaires et de la lourde organisation des établissements de crédit ne se justifie que pour des opérations de grande envergure, étant donné les charges considérables qu'elle entraîne.

D'autre part les banques d'affaires ne consentent pas volon-

tiers des crédits à moyen terme. Le plus souvent elles ne les accordent qu'en prévision d'une prochaine émission de valeurs mobilières dont elles assureront le placement au moment opportun. Leur capital et leurs réserves (celles-ci très importantes, car il faut faire face aux fluctuations des titres en portefeuille et aux risques de placement) constituent un fonds de roulement dont la reconstitution rapide, après chaque investissement, est une nécessité.

Leur rôle propre est de donner un appui financier à la grande production, surtout par l'intermédiaire d'omniums de holdings, de société de financement, et d'autre part de financer l'expansion économique française à l'étranger. Pour remplir ces deux tâches, il faut des organismes peu nombreux et très puissants. Ce n'est pas auprès d'eux que les affaires de moyenne envergure peuvent trouver les concours nécessaires et se procurer les capitaux nécessaires à leur développement.

LES BANQUES POPULAIRES

Les fondateurs des banques populaires, dont la première remonte, en France, à 1883, avaient jugé que de grandes institutions centrales, rayonnant sur toute l'étendue du territoire, ne pouvaient répondre aux besoins multiples des petits industriels, commerçants et artisans, et que des groupes locaux bien dirigés, basés sur la mutualité, seraient mieux à même d'y satisfaire. L'organisation du crédit populaire par la création de banques coopératives avait pour but, en contrebalançant les effets d'une centralisation excessive, de mettre à la disposition de ces petits producteurs les capitaux peu importants, faute desquels bien des initiatives demeuraient paralysées.

La petite entreprise se caractérisant par la faiblesse des capitaux engagés et par l'importance de la personnalité de l'exploitant, le crédit populaire est avant tout un crédit personnel.

Les banques populaires se sont développées surtout après que la loi du 13 mars 1917, qui a fixé leur statut, eut été promulguée. Cette loi a en effet autorisé le gouvernement à leur consentir des avances sans intérêt prélevées sur les redevances de la Banque de France, et leur a accordé diverses immunités fiscales (exemption de la patente, de l'impôt sur les bénéfices

industriels et commerciaux, de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, etc.).

Leurs ressources, en dehors des avances de l'Etat, proviennent des dépôts de fonds qu'elles sont autorisées à recevoir aussi bien de non-commerçants que de commerçants, et qui bénéficient de l'exonération de l'impôt sur le revenu des créances.

Un arrêté ministériel du 15 juin 1935, pris en application de l'article 10 de la loi du 13 mars 1917, détermine les opérations permises aux banques populaires : avances en comptes courants ; avances sur titres et effets ; escompte et encaissement d'effets de commerce ; crédits garantis par hypothèques, nantissements, marchandises et warrants ; cautions et avals ; opérations de bourse, au comptant seulement ; conservation de titres ; location de coffres-forts ; placement des valeurs d'Etat ou jouissant de la garantie de l'Etat ; etc...

En fait, leur objet est essentiellement de mettre le crédit à court terme à la portée du petit commerce et de la petite industrie. Celles qui n'ont pas su éviter les immobilisations et conserver à leur bilan la liquidité indispensable, ont subi des pertes importantes. La Banque Populaire de Paris, par exemple, a été mise en liquidation à la suite d'une perte supérieure à deux fois son capital... Ce sont des erreurs de ce genre qui ont motivé la création, en 1929, d'une Chambre syndicale chargée d'exercer un contrôle étroit sur ces institutions et de gérer un fonds commun constitué par les versements des banques affiliées et par les avances de l'Etat, grâce auquel elle peut accorder des prêts aux banques éprouvant des difficultés de trésorerie.

Les règles de la liquidité et de la spécialisation se sont imposées aux banques populaires, institutions de crédit à court terme, comme à tous les autres organismes bancaires.

*
**

L'examen sommaire auquel nous venons de procéder de l'organisation du système bancaire français à la veille de la guerre de 1914-1918, nous permet de formuler les conclusions suivantes :

1°) la distribution du crédit à court terme était normalement

assurée, sous l'égide de la Banque de France, par le concours des grands établissements de crédit, des banques régionales et des banques populaires.

2°) en ce qui concerne le crédit à long terme, les grosses affaires trouvaient sans peine les capitaux nécessaires au moyen d'émissions d'actions et d'obligations, réalisées par l'entremise des banques d'affaires et des grands établissements de crédit.

3°) par contre, le crédit à moyen terme n'était nullement organisé. Les crédits de cette durée n'étaient consentis qu'aux sociétés importantes et en prévision d'une prochaine émission de valeurs mobilières. Quant aux affaires de moindre envergure, elles étaient obligées de recourir au « papier de cavalerie » du crédit renouvelable pour obtenir des fonds remis de façon précaire et à des taux finalement onéreux.

Nombreux étaient les économistes, les hommes d'affaires qui pensaient que le retard de notre développement économique, comparé à celui de divers pays étrangers, était dû, pour une certaine part, à l'orientation de notre politique bancaire et aux difficultés qu'éprouvaient l'industrie et le commerce français à se procurer des crédits de longue durée.

CHAPITRE VI.

LA TENTATIVE D'ORGANISATION DU CREDIT A MOYEN TERME DE 1912

Les lacunes de l'organisation bancaire française avaient été signalées à l'attention des pouvoirs publics par les intéressés qui se plaignaient de ne pas obtenir les crédits nécessaires au développement de leurs affaires. Des groupements professionnels, des associations commerciales, des congrès, avaient fait entendre de vives réclamations et émis des vœux demandant au législateur d'intervenir en leur faveur comme il était déjà intervenu en faveur du monde rural par la création des institutions de crédit agricole.

Le 13 mai 1911, M. Caillaux, ministre des finances, soumettait à la signature du Président de la République, un décret instituant auprès de son ministère une commission chargée d'étudier l'organisation bancaire française et de rechercher les moyens de la compléter en offrant des facilités plus grandes de crédit aux moyens et petits producteurs : : « Notre organisation bancaire, disait le rapport, présente une grande lacune : on peut affirmer, sans crainte d'être démenti, que le petit et le moyen commerce, la petite et moyenne industrie, ne trouvent pas en France de suffisantes facilités de crédit et notamment de crédit à long terme ». C'était la reconnaissance officielle de l'état de fait que nous exposons dans le chapitre précédent.

La Commission de Réforme bancaire, nommée le 1^{er} juin 1911, se réunit le 24 juillet. Elle décida de se diviser en trois sous-commissions : la première présidée par M. Cauwes, doyen

de la Faculté de droit de Paris, se consacra à l'étude de l'organisation bancaire et de ses lacunes ; la seconde, présidée par M. Poulain, gouverneur de la Banque de France, fit une étude comparative des diverses institutions de crédit populaire ayant fonctionné ou fonctionnant encore en France et à l'étranger ; la troisième, placée sous la présidence de M. Alexis Rostand, Président du Compoir National d'Escompte, reçut pour mission de fusionner et de mettre au point les projets présentés.

A la suite d'une enquête approfondie, qui dura près d'un an, trois rapports furent déposés par M. Chapsal, Directeur des Affaires Industrielles et Commerciales au Ministère du Commerce ; M. Lefèvre, directeur des études financières au Crédit Lyonnais, et M. Alexis Rostand. Leurs conclusions furent adoptées par la Commission le 5 juin 1912.

Ces conclusions furent reprises dans un projet de loi présenté le 6 novembre 1912 par MM. Klotz, ministre des finances, David, ministre du commerce, et Bourgeois, ministre du travail.

La Commission avait constaté, d'une part, que le Crédit à court terme faisait défaut aux petits et moyens commerçants et industriels, ou leur était accordé à des conditions prohibitives ; d'autre part, que, sauf pour les grandes entreprises pouvant faire appel au public par des émissions de valeurs mobilières, le crédit à long terme était à peu près inexistant et n'était consenti trop souvent, faute d'une organisation appropriée, que par des procédés de crédit à court terme.

Le projet de loi avait pour but de remédier aux deux lacunes dénoncées par la Commission, l'Etat intervenant pour favoriser la constitution de nouveaux organismes de crédit par des simplifications de formalités et de procédure ; pour encourager le développement de ces établissements en leur accordant des immunités fiscales et des avances sans intérêt, et pour exercer, en contre-partie des avantages concédés, un contrôle sur leur gestion.

Les deux premiers titres du projet étaient consacrés à la constitution des Sociétés de Caution Mutuelle et des Banques Populaires, c'est-à-dire à l'organisation du crédit à court terme en faveur des petits commerçants et des petits industriels. De ces textes est issue la loi du 13 mars 1917 sur l'organisation du crédit mutuel urbain.

LE « CRÉDIT INDUSTRIEL DE FRANCE »

La solution du crédit à moyen et à long terme ne pouvait être recherchée dans une application du principe de la mutualité. Les auteurs du projet estimèrent qu'il y avait lieu de prévoir la constitution d'un établissement spécialisé qui disposerait de ressources correspondant à la nature particulière de ses engagements. Destiné à consentir des prêts de longue durée, il se procurerait les fonds nécessaires par des emprunts et des dépôts à longue échéance. En bref, on se proposait de créer un organisme susceptible de remplir auprès du commerce et de l'industrie un rôle analogue à celui du Crédit Foncier de France auprès de la propriété foncière.

Le titre III du projet de loi du 6 novembre 1912 prévoyait donc l'institution d'un établissement central, dénommé « Crédit Industriel de France » par la Commission des Finances de la Chambre des Députés.

Son objet social était ainsi défini : « Cette Société aura pour objet de consentir des prêts destinés à faciliter principalement l'aménagement, la transformation et l'amélioration d'entreprises ou d'outillages industriels et accessoirement la création d'entreprises industrielles ou d'exploitations de brevets ».

Les ressources du Crédit Industriel de France auraient été constituées par :

1°) son capital, souscrit de préférence par les banques, les groupements professionnels et les Chambres de commerce et limité à cinq millions de francs, par prudence et aussi pour dissiper certaines méfiances suscitées par sa création.

2°) des émissions d'obligations, amortissables en cinquante ans au maximum, dont le montant ne pourrait excéder ni cinq fois le capital social, ni celui des prêts consentis.

3°) des dépôts à terme à échéance de trois ans au minimum.

Le nouvel organisme devait dispenser le crédit aux seules entreprises industrielles, car on estimait que les commerçants sont rarement en mesure de fournir des garanties réelles comparables à celles que peuvent offrir les industriels, et que d'autre part « dans les affaires commerciales le rapport du capital fixe au capital circulant était à l'ordinaire beaucoup plus faible que dans les affaires industrielles ».

Des règles très strictes étaient prévues pour le fonction-

nement du Crédit Industriel de France et la réalisation de ses opérations. C'est ainsi que le montant des prêts consentis à une même entreprise ne devait pas dépasser la moitié de l'actif net dont justifierait l'emprunteur, ni excéder 5 % des capitaux (actions et obligations) dont disposerait le futur établissement. Les prêts d'une durée de un an au moins à vingt-cinq ans au plus, ne pourraient être consentis sans hypothèque ou autre sûreté réelle ou constitution de caution, et devraient être garantis par une police d'assurance en cas de décès, contractée sous forme d'assurance à prime unique, le montant de la prime pouvant être ajouté au prêt et s'incorporer à lui pour le calcul des annuités d'amortissement. Enfin le Crédit Industriel de France contrôlerait l'emploi des fonds par l'emprunteur et se réservait la faculté de réclamer le remboursement anticipé partiel ou total des sommes prêtées au cas où les garanties fixées viendraient à être diminuées. Pour la constitution des garanties hypothécaires, le nouvel organisme devait bénéficier des privilèges accordés au Crédit Foncier de France.

Le texte initial du Gouvernement stipulait que le Crédit Industriel de France pourrait se servir du procédé de l'escompte pour réaliser des prêts à moyen terme, et qu'il aurait la faculté d'escompter des effets à un, deux ou trois ans. Cette disposition fut écartée par la Commission de la Chambre des députés qui la jugea en contradiction avec celles prévoyant l'octroi de prêts soumis à toutes sortes de conditions.

Le Crédit Industriel de France aurait été soumis à un contrôle étroit de la part des pouvoirs publics : approbation des statuts par décret, nomination par décret du Président et du Vice-Président du Conseil d'Administration, du Directeur et des Censeurs. En contre partie, l'Etat devait mettre gratuitement à sa disposition une somme de cinq millions destinée à constituer un fonds de réserve de garantie égal au capital social initial et qui s'accroîtrait par l'accumulation des intérêts.

Telles étaient les grandes lignes des dispositions relatives à l'organisation et au fonctionnement du futur Crédit Industriel de France.

LES BANQUES DE PARTICIPATIONS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

Le titre IV et dernier du projet visait des « Banques auxi-

liaires » dont l'objet principal aurait été de souscrire des titres de sociétés industrielles ou commerciales françaises, et à qui il concédait des avantages fiscaux afin d'éviter une superposition d'impôt. L'article 22 du projet stipulait que les actions et obligations de ces sociétés supporteraient les impôts qui frappent les valeurs mobilières, mais que dans le règlement annuel des différentes taxes il leur serait tenu compte par voie d'imputation ou de restitution du montant desdites taxes qu'elles justifieraient avoir supportées pour les titres souscrits par elles dans les conditions prévues par la loi.

Les opérations de ces banques de Participations, auraient consisté également dans l'octroi de prêts à deux ans au moins d'échéance ; le cautionnement d'emprunts de même durée ; l'escompte d'effets de commerce, soit pour le placement temporaire de leurs disponibilités, soit pour des opérations à moyen terme.

Leurs ressources auraient été constituées, comme celles du Crédit Industriel de France, par leur capital et leurs réserves, par des émissions d'obligations pour un montant correspondant à leurs engagements, et par des dépôts à trois ans d'échéance au minimum.

Pour éviter de faciliter le développement d'Omnium ou d'Investment Trusts, on avait prévu que les capitaux ou cautionnements fournis à une même entreprise seraient limités au vingtième de l'ensemble de leurs engagements et, en outre, que les exemptions fiscales prévues ne seraient applicables qu'aux actions souscrites et non pas aux actions achetées. (On craignait en effet de voir donner un patronage officiel à des « Omnium » qui pourraient être amenés à entrer dans leurs portefeuilles des titres que les banques d'affaires ordinaires ne se soucieraient pas de conserver).

*
* *

Voté par la Chambre des Députés, le projet de loi fut renvoyé le 27 mars 1914 devant la Commission du Sénat chargée de l'examiner. Ce n'est qu'en 1917 qu'il vint en discussion devant la Haute Assemblée. Celle-ci, dans sa séance du 1^{er} février 1917, consentit à abandonner les modifications qu'elle y avait apportées mais, d'accord avec le Ministre du Commerce,

disjoignit les titres III et IV. Le Ministre du Commerce avait indiqué que si le gouvernement acceptait cette disjonction, c'était dans le but de le perfectionner et de l'adapter aux besoins nouveaux issus de la guerre.

Le 1^{er} mars 1917 la Chambre des Députés adoptait sans débat le projet ainsi mutilé qui devint la loi du 13 mars 1917 sur le crédit populaire.

*
* *

Bien que la partie du projet de loi concernant le crédit à moyen terme n'ait pas été adopté, il n'était pas sans intérêt d'en rappeler les grandes lignes. En effet, nous retrouverons dans l'organisation des différentes institutions que nous allons maintenant passer en revue, nombre de dispositions rappelant celles qui avaient été édictées pour le Crédit Industriel de France. D'autre part, ce projet constitue la première tentative faite en France, depuis l'échec du Crédit Mobilier fondé en 1852 par les frères Emile et Isaac Péreire, pour créer des organismes de crédit industriel et commercial dont l'action s'étendit au-delà des limites des opérations à court terme. La nécessité d'établissements spécialisés dans le crédit à moyen et à long terme et dotés de ressources adaptées à la nature et à la durée de leurs engagements était définitivement établie.

Ces organismes ont été créés après la guerre de 1914-1918. Certains ont été institués et subventionnés par l'Etat ; les autres sont dûs à l'initiative privée.

CHAPITRE VII

LES ETABLISSEMENTS PUBLICS ET SEMI-PUBLICS DE CREDIT A MOYEN TERME

La guerre et les transformations économiques qui l'accompagnèrent ayant provoqué des besoins massifs de capitaux à moyen terme, l'Etat, au lendemain de la signature du traité de paix, fut conduit à faire du Crédit National, créé pour financer la reconstruction des régions dévastées, un important établissement de prêts à moyen terme au commerce et à l'industrie.

Par la suite les pouvoirs publics se préoccupèrent de doter d'institutions de crédit spécialement adaptés à leurs besoins différentes catégories d'entreprises et d'industries qu'ils voulaient soutenir ou encourager. C'est ainsi que furent successivement créés : un organisme central de financement du commerce extérieur (la Banque Nationale Française du Commerce Extérieur) ; une banque populaire de crédit à long terme pour l'industrie hôtelière (le Crédit National Hôtelier), chargée en suite de dispenser le crédit à moyen terme aux petits et moyens commerçants et industriels (sa dénomination devenant de ce fait « Caisse Centrale de Crédit Hôtelier, Industriel et Commercial ») : une caisse de crédit aux artisans et aux sociétés coopératives (la Caisse Centrale de Crédit Coopératif), et un organisme destiné à faciliter la mobilisation des créances des fournisseurs de l'Etat et des collectivités publiques (la Caisse Nationale des Marchés de l'Etat).

A cette liste il convient d'ajouter une très ancienne société « le Sous-Comptoir des Entrepreneurs », dont la fondation remonte à 1848 et qui, avec le concours du Crédit Foncier de France, se

consacre au financement des opérations de construction immobilière.

Nous allons étudier maintenant l'organisation, le fonctionnement et l'activité de ces divers organismes.

A. — Le Crédit National

Le Crédit National tire son origine des études faites pour résoudre le problème de la reconstitution des régions dévastées, l'un des plus graves qui devaient se poser après la guerre de 1914-1918.

Dès le 1^{er} octobre 1917, un décret instituait au Ministère des Finances une Commission extra-parlementaire chargée d'établir l'organisation de moyens de crédit propres à faciliter le relèvement économique des territoires atteints par l'invasion.

Cette Commission conclut à l'utilisation, pour cette fin, d'organismes financiers autonomes agissant pour le compte de l'Etat : le Crédit Foncier de France pour les dommages immobiliers ; des institutions spéciales de crédit agricole pour les dommages de cette nature ; enfin, pour les dommages industriels, commerciaux et autres, une institution de crédit industriel et commercial à créer. C'est ainsi qu'elle fut amenée à discuter le projet d'un nouvel organisme de crédit qui lui fut présenté par M. Charles Laurent, Président de l'Association Centrale pour la reprise de l'activité industrielle dans les régions dévastées, projet dont les grandes lignes se retrouvent dans la convention passée le 7 juillet 1919 entre M. Klotz, Ministre des Finances, et M. Charles Laurent, relative à la constitution du « *Crédit National pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre* ».

Dans l'esprit de ses fondateurs, le nouvel organisme devait remplir un double objet :

— d'une part, payer aux particuliers pour le compte de l'Etat les indemnités qui leur seraient allouées pour dommages de guerre.

— d'autre part, faciliter la remise en marche et le développement des affaires industrielles et commerciales françaises par l'octroi d'avances à long terme.

L'exposé des motifs du projet de loi déposé par le gouvernement le 16 juillet 1919 pour l'approbation de la convention du

7 juillet, soulignait que cette deuxième partie de la tâche du nouvel établissement ne serait pas la moindre, puisqu'il s'agissait de « combler une lacune de notre organisation bancaire et de créer en France le Crédit industriel et commercial à long terme, dont on a maintes fois proclamé la nécessité sans parvenir jusqu'ici à l'organiser pratiquement ».

Par suite de l'opposition manifestée par la Commission du Budget du Sénat, le nouvel organisme se vit accorder un champ d'action plus restreint. Il fut même question de supprimer l'article 2 de la Convention, relatif aux avances à long terme. C'est sur l'intervention de M. Klotz que la Commission sénatoriale accepta de le maintenir contre l'assurance qui lui fut donnée, que la réparation des dommages de guerre demeurerait le but essentiel de la nouvelle institution. Le montant global des avances à long terme fut fixé à 500 millions et, par lettre en date du 7 octobre 1917, M. Charles Laurent dut prendre l'engagement de réserver 400 millions aux industriels et commerçants des départements envahis.

Par diverses conventions et modifications aux statuts, l'action de l'établissement, en tant qu'organe du crédit industriel et commercial à moyen terme, a été par la suite progressivement étendue des entreprises ayant eu à souffrir de la guerre, à l'ensemble des entreprises du pays et même — tout au moins jusqu'à la création, en 1935, du Crédit Colonial — aux entreprises de nos possessions d'outre-mer.

I. — ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Le Crédit National est un établissement privé, constitué le 20 novembre 1919, sous la forme de société anonyme. Le capital, de cent millions de francs, a été souscrit par parts à peu près égales par les banques et les principaux groupements industriels du pays.

Mais, en raison des ressources publiques qui lui sont affectées, le Crédit National est soumis à un contrôle étroit de l'Etat.

Le Conseil d'administration de la Société se compose d'un Directeur Général, Président, de deux Directeurs et de onze administrateurs au maximum. Le Directeur Général et les deux Directeurs sont nommés par décret sur présentation du Conseil d'Administration. Les administrateurs sont désignés par l'As-

semblée générale des actionnaires ; ne peuvent être nommés administrateurs les membres du parlement et les fonctionnaires ayant pris part à la rédaction des conventions et qui n'ont pas cessé leurs fonctions depuis au moins cinq années.

Les Censeurs sont au nombre de quatre. Deux d'entre eux sont élus par l'Assemblée générale ; les deux autres sont nommés par le Ministre secrétaire d'Etat aux Finances et choisis parmi les hauts fonctionnaires de l'Administration Centrale en activité de service (actuellement les deux Secrétaires Généraux du Ministère des Finances).

A côté du Conseil d'Administration fonctionne un comité des Prêts, composé d'industriels et de commerçants, choisis parmi les personnalités les plus représentatives du monde économique. Ses trente-six membres sont répartis en neuf sections : alimentation ; entreprises et matériaux de construction ; industries électriques ; hôtellerie ; métallurgie et constructions mécaniques ; produits chimiques ; textiles ; coloniale ; divers. Le Comité est chargé de donner son avis sur les demandes de prêts qui lui sont soumises par la Direction générale après enquête des services de l'Inspection des prêts.

En dehors de la nomination du Directeur Général et des Directeurs, le contrôle de l'Etat s'exerce de différentes manières. Des règles de gestion très strictes ont été imposées au Crédit National, particulièrement en ce qui concerne le paiement des dommages de guerre ; l'intérêt des prêts est fixé par le Conseil d'Administration, mais sous réserve de l'accord du Ministre des Finances ; aucune émission d'obligations, même ne bénéficiant pas de la garantie de l'Etat, ne peut être faite sans l'autorisation du ministre : toute modification apportée aux statuts doit être approuvée par décret pris en Conseil d'Etat ; enfin les opérations de la Société sont soumises aux vérifications de l'Inspection générale des finances.

Le Crédit National a la libre disposition des bénéfices réalisés sur ses ressources propres (capital, réserves autres que la réserve pour risques des prêts, obligations non gagées). Sur les bénéfices réalisés avec le produit des émissions d'obligations garanties par l'Etat, il est prélevé : 5 % au profit de la réserve légale ; une somme suffisante pour servir un premier dividende de 6 % aux actions ; toutes sommes que l'Assemblée générale jugerait utile de porter à un fonds de réserve supplémentaire ou

de reporter à nouveau ; le surplus, jusqu'à complet remboursement des avances de l'Etat, est réparti entre ce dernier et les actionnaires, dans des proportions fixées par les statuts.

Il existe un fonds de réserve spécial — dénommé « réserve pour risques de prêts en cours » — alimenté par la Société, qui y verse la moitié d'une contribution de 1 % incluse dans les intérêts des avances à long terme et par le Trésor qui doit y verser toutes les sommes lui revenant en vertu des différentes conventions, tant que cette réserve n'atteint pas 30 % du montant total des prêts réalisés.

Le siège du Crédit National est à Paris, 45, rue Saint-Dominique. Il n'a ni succursale, ni agence, ni correspondants exclusifs, dans les départements, où il est représenté, toutefois, par les directeurs locaux du Crédit Foncier de France, qui lui transmettent les demandes de prêts dont ils sont saisis et qui ne sont pas du ressort de cet établissement.

En outre, le Trésor met à la disposition de la Société les services des Trésoreries générales, des Recettes particulières et des Perceptions (article 18 de la Convention de 1919).

II. — OPÉRATIONS DU CRÉDIT NATIONAL

Aux termes de l'article 4 de ses statuts, le Crédit National ne peut recevoir aucun dépôt en espèces, ni de titres, consentir aucune avance autre que celles visées dans les conventions passées avec l'Etat ; escompter aucun effet de commerce ou autre, faire aucune négociation de titres, ni aucune opération de banque autres que celles nécessaires à la réalisation de son objet social.

L'activité du Crédit National se limite donc à deux grandes catégories d'opérations : les paiements pour compte de l'Etat d'une part, les prêts et escomptes à moyen terme aux commerçants et industriels d'autre part.

Nous ne dirons que quelques mots des opérations effectuées pour compte de l'Etat, dont l'examen ne rentre pas dans le cadre de cette étude.

A) *Paiements pour compte de l'Etat*

1° *Dommages de guerre.* — Le Crédit National a reçu mission

de verser aux ayants-droit, pour le compte de l'Etat, dans la limite des ressources réalisées par l'émission d'obligations ou des sommes mises à sa disposition par l'Etat, tout ou partie des indemnités allouées en vertu de la loi du 17 avril 1919 et des lois subséquentes relatives aux dommages de guerre ; d'effectuer le service des intérêts dûs à propos de ces indemnités ; enfin, de consentir, toujours pour le compte de l'Etat et dans la limite des ressources réalisées à cette fin, tout ou partie des avances complémentaires d'une durée maxima de 25 ans, prévues par l'article 5 de la loi précitée.

Depuis l'origine jusqu'au 31 décembre 1939, les paiements faits par les soins du Crédit National, tant en espèces qu'en titres à court terme ou en annuités trentenaires, se sont élevés à 63 milliards 889 millions en principal et intérêts.

Au cours des derniers exercices, les opérations de paiement de dommages de guerre ne portaient plus que sur des sommes très restreintes. Avec l'année 1941 cette branche a repris, hélas, une nouvelle activité. Il était logique en effet que l'intervention du Crédit National fût prévue pour le financement et le règlement des nouveaux dommages de guerre qui ont fait l'objet de plusieurs lois depuis la signature de l'armistice. Une convention a été passée à cet effet avec l'Etat le 6 mai 1941. Un nouveau service a été constitué et des paiements effectués dès le premier semestre 1941 au titre des allocations pour la réparation des dommages mobiliers.

2° Paiement de subventions aux collectivités. — La loi du 11 juillet 1933 avait autorisé le paiement par annuités des subventions engagées au profit de collectivités publiques pour l'exécution de certains travaux (achèvement de chemins vicinaux, constructions scolaires et hospitalières, travaux d'adduction d'eau potable et d'électrification), l'Etat prenant à sa charge les annuités des emprunts contractés par les collectivités bénéficiaires pour se procurer les fonds correspondant aux subventions allouées.

Une convention passée le 12 février 1934 entre l'Etat et le Crédit National (approuvée par la loi du 15 mars 1934) a chargé ce dernier, dans la limite des ressources réalisées par lui à cet effet, de verser, pour le compte de l'Etat, aux collectivités intéressées, les subventions visées par l'article 1^{er} de la loi du 11 juillet 1933, s'élevant à 1.871 millions.

Le total des paiements effectués à ce titre par le Crédit National s'élevait, au 31 décembre 1939, à frs : 1.326.214.928,18.

3° *Participation au financement des grands travaux.* — On sait que les pouvoirs publics ont été amenés à établir divers programmes de grands travaux destinés à provoquer la reprise économique et à lutter contre le chômage. Il est apparu au Trésor qu'il y aurait intérêt, pour la réalisation des emprunts destinés à couvrir ces dépenses exceptionnelles, à demander le concours d'un établissement privé ayant toujours bénéficié d'une faveur particulière sur le marché financier, suivant une formule qui avait été retenue et appliquée avec succès pour le paiement des indemnités de dommages de guerre.

C'est ainsi qu'une convention conclue le 30 août 1937 et rectifiée par décret-loi du 31 août 1937, a prévu que dans la limite des ressources qu'il aurait préalablement réalisées à cet effet par voies d'emprunts, le Crédit National participerait au financement des dépenses incombant à l'Etat au titre des programmes de grands travaux d'ordre économique, à concurrence d'un maximum de 1 milliard de francs pour 1937 et 3 milliards de francs pour 1938.

A cet effet deux émissions de 1 milliard chacune ont été réalisées par le Crédit National en octobre 1937 et février 1938, dont le produit a été versé au Trésor Public. Toutefois, sur le produit de la deuxième émission, une somme de 350 millions a été réservée dans les écritures du Trésor pour être affectée au développement des opérations de prêts, conformément à une convention du 10 décembre 1937, dont nous parlerons tout à l'heure.

4° *Paiement par traites des dépenses publiques.* — On sait que l'intervention du Crédit National a été également prévue par la loi du 22 octobre 1940 qui a institué le règlement partiel au moyen de traites de certaines dépenses de travaux et de fournitures (cf. supra, ch. III, page 58). Le service des traites du Crédit National ouvre aux ayants-droit des comptes dans la limite desquels des traites sont acceptées, dont le paiement est assuré par les versements effectués par le Trésor huit jours avant l'échéance des effets.

B) *Prêts et escomptes à moyen terme*

L'article 2 de la convention du 7 juillet 1919 autorisait le Crédit National à consentir jusqu'à concurrence d'une somme globale de 500 millions de francs — à prélever sur le montant des émissions d'obligations garanties par l'Etat — des avances d'une durée maxima de dix ans et minima de trois ans, en vue de faciliter la création, le développement ou la remise en marche d'exploitations industrielles et commerciales situées en France et appartenant à des Français.

Une deuxième convention, conclue en 1928, avait autorisé l'octroi de crédits à des exploitations sises dans nos possessions d'outre-mer, mais, par suite de la création en 1935 du Crédit Colonial, la Société n'intervient plus hors de la Métropole qu'en Algérie, en Tunisie, au Maroc et en Syrie. En outre elle continue à assurer la gestion des prêts consentis dans l'Archipel des Nouvelles-Hébrides.

La dotation originale de 500 millions de francs a été portée à un milliard par la Convention du 10 décembre 1937. En outre, le Crédit National peut affecter à ses opérations de crédit à moyen terme tout ou partie de sa fortune personnelle.

*
* *

Les conditions d'octroi des prêts, leurs modalités, les garanties qui doivent leur être affectées, sont déterminées par les Conventions de 1919 (articles 2, 5 et 11) et de 1928 ; par les statuts (art. 3, 3 bis, 54 et 60), et par le règlement intérieur du Crédit National.

Peuvent seuls en bénéficier les industriels et commerçants français pour la création, le développement ou la remise en marche d'exploitations sises en France, en Algérie, dans les pays de protectorat et pays sous mandat que nous avons énumérés plus haut.

Le montant maximum des prêts, primitivement fixé à 2 millions de francs par emprunteur, a été porté à 5 puis à 10 millions, et est actuellement de 15 millions de francs. Toutefois ils ne peuvent excéder 30 % de l'actif net de l'emprunteur, augmenté, s'il y a lieu, de l'avoir de la caution. En cas d'affectation hypothécaire cette proportion peut être élevée à 60 %.

Les prêts sont consentis pour une durée de 3 à 10 ans. Cette double imputation correspond à la durée minima d'amortissement du matériel d'une part, et à la durée de validité des inscriptions hypothécaires d'autre part.

Leur remboursement s'effectue soit en une seule fois, soit au moyen de versements échelonnés. Le remboursement anticipé est possible.

Le règlement intérieur du Crédit National stipule que tout remboursement en capital ou tout semestre d'intérêts non payé à l'échéance porte intérêt de plein droit et sans sommation, à un taux supérieur de 1 % au taux fixé par le contrat de prêt. Le Tribunal de Commerce de la Seine a jugé que cette clause était nulle comme interdite par l'article 1154 du Code Civil (jugement du 31 mars 1941, Gazette du Palais 1941, 1.479).

Le défaut de paiement de deux semestrialités entraîne l'exigibilité du capital un mois après une mise en demeure.

Les statuts fixent de façon précise les garanties que doivent fournir les emprunteurs : hypothèque de premier rang, caution solidaire d'un tiers, titres agréés par le Conseil d'Administration, et, subsidiairement, nantissement de fonds de commerce.

Le taux d'intérêt des prêts est fixé par le Conseil d'Administration en accord avec le Ministre des Finances. Il a souvent varié. Fixé à l'origine à 7 %, il s'est élevé jusqu'à 8,60 % en 1924 pour revenir à 7,30 % en 1929. Il était fixé depuis plusieurs années à 7,15 %, mais l'émission d'une tranche de 300 millions de francs de bons décennaux 4 %, réalisée en mai 1941 dans des conditions favorables, a permis de procéder à une réduction du taux des prêts, ramené de 7,15 à 6,50 %, par décision du Conseil d'Administration en date du 6 mai 1941.

Ces taux comprennent une contribution de 1 % dont la moitié alimente la « Réserve spéciale pour risques de prêts », l'autre moitié étant à la disposition du Conseil d'Administration.

Toute demande de crédit doit être accompagnée de pièces justifiant de l'identité et de la nationalité de l'emprunteur. Celui-ci doit en outre produire des bilans certifiés conformes, la liste détaillée de ses créanciers avec l'indication des garanties qu'il leur a concédées, un relevé du cadastre et l'état des ins-

criptions d'hypothèque et de nantissement pouvant grever ses immeubles, et son fonds de commerce.

La durée des prêts et les garanties dont ils doivent être assortis, l'absence de correspondants locaux ont imposé au Crédit National l'organisation d'un service central d'études très développé. L'examen des demandes et l'estimation des garanties proposées sont assurées par l'Inspection des Prêts. Les Inspecteurs, répartis par spécialités, se livrent sur place à une enquête approfondie sur la valeur de l'actif de l'emprunteur et des garanties offertes. Un rapport est dressé qui comporte une discussion détaillée du bilan et les renseignements que l'enquêteur a recueilli auprès des banques de la région sur le crédit du demandeur. Ce rapport est soumis à la Direction Générale qui en adopte les conclusions ou en formule de nouvelles et le renvoie ensuite devant le Comité des prêts dont nous avons donné ci-dessus la composition. Le Conseil d'Administration statue définitivement après avoir pris connaissance de l'avis exprimé par le Comité des Prêts.

Si la demande est acceptée le « Service des Actes » rédige les actes si ceux-ci peuvent être faits sous signatures privées, ou bien se met en rapport avec le notaire du demandeur à qui les fonds sont versés à charge de les remettre au bénéficiaire du prêt après l'accomplissement des formalités légales.

*
* *

A côté des opérations de prêts proprement dites, le Crédit National a été amené à développer de nouvelles catégories d'opérations consistant :

1°) dans le financement, aux mains d'entrepreneurs, de travaux exécutés pour la Défense Nationale et payables par annuités ou au moyen de délégations d'annuités de prestations en nature (1).

2°) dans l'escompte de bons émis par des Etats étrangers ou des Sociétés chargées de services publics à l'étranger pour le paiement de travaux ou de fournitures exécutés par des entreprises françaises, dans la limite où ces bons, libellé en francs, sont garantis par l'Etat français (loi du 10 juillet 1928 relative

(1) Cf. *supra*, ch. III, page 55.

à l'assurance-crédit d'Etat aux exportateurs) (2) ; pour ces opérations le délai maximum est porté à douze ans, le délai minimum est réduit à deux ans et le maximum de 15 millions de francs n'est pas applicable (décret du 29 avril 1933, approuvant l'article 3 bis nouveau des statuts).

3°) l'escompte aux entreprises maritimes intéressées des allocations prévues par la loi du 1^{er} août 1928 et les textes ultérieurs sur le Crédit maritime, et que l'Etat s'engage à verser inconditionnellement au Crédit National ; pour ces opérations, la période maxima de remboursement est portée à vingt années et la période minima est abaissée à deux années ; le maximum de 15 millions n'est pas applicable (Assemblée extraordinaire du 6 juin 1939). Par ces opérations d'escompte le Crédit National apporte son concours au financement de la construction de navires marchands, en même temps que le Crédit Foncier et la Caisse des Dépôts et Consignations.

*
* *

Le solde des prêts et escomptes en cours au 31 décembre 1938 s'élevait à frs : 1.548.617.601,75.

Les opérations réalisées au cours de l'exercice 1939, y compris les escomptes courus, ont atteint frs : 396.680.347,57 ; les remboursements encaissés pendant la même période se sont élevés à frs : 164.098.461,57, en sorte que le solde des prêts et escomptes ressortait à fin décembre 1939 à Frs : 1.781.199.487,75.

La répartition des prêts entre les différentes branches de l'économie est donnée par le tableau ci-dessous :

	1938	1939
Alimentation	83.333.448 89	87.120.717 69
Entreprise et matériaux de construction	293.336.124 07	315.934.780 19
Hôtellerie et divers	115.666.243 64	110.373.826 60
Industries électrique et houillère	253.503.264 55	284.331.792 34
Métallurgie et construc- tion mécanique	595.087.457 31	766.235.508 41

(2) Cf. *supra*, ch. III, page 61.

Produits chimiques	78.183.386 98	97.970.711 63
Textiles	129.507.676 31	119.232.150 89
	1.548.617.601 75	1.781.199.487 75

Nous avons donné plus haut (chapitre III, page 35) le tableau des garanties dont sont assortis les prêts et escomptes réalisés par le Crédit National.

C) *Opérations diverses*

Le Crédit National a été appelé à prêter son concours technique aux travaux de la Commission chargée d'allouer des bonifications d'intérêt aux industriels et commerçants désireux de financer, grâce à des emprunts, des améliorations ou des extensions d'outillage (décret-loi du 25 août 1937). Il assure en outre l'encaissement et le paiement, au compte de chacun des bénéficiaires, desdites bonifications.

Le Crédit National a joué un rôle analogue pour les prêts spéciaux à intérêts réduits alloués par l'Etat en 1931 et 1939 aux industriels d'Alsace et de Lorraine ayant subi un préjudice en raison de la situation géographique de leurs entreprises (décret-loi du 17 juin 1938) et pour l'octroi des avances à moyen terme d'une durée maxima de dix ans et portant intérêts au taux net de 5 % allouées, en application d'un décret-loi du 27 octobre 1939, aux entreprises intéressant la Défense Nationale. Le Crédit National a instruit, du point de vue économique et financier, les demandes présentées et a assuré la réalisation des avances sur un fonds de 500 millions mis à sa disposition. Il reste pour le Crédit National à suivre le recouvrement de ces diverses avances.

Le crédit ouvert par le décret du 27 octobre 1939 n'ayant pu être utilisé, en raison des événements, le Trésor a décidé à la fin de l'année 1940 de remettre à la disposition du Crédit National le solde disponible en vue de permettre l'octroi, dans des conditions analogues, d'avances spéciales à des entreprises présentant un intérêt pour la reprise économique. Une loi du 3 novembre 1940 a fixé le statut de ces nouvelles avances essentiellement destinées à pourvoir aux besoins qui ne peuvent être satisfaits, pour des raisons diverses, par les moyens nor-

maux du crédit. Une somme de 50 millions a été ainsi affectée par une loi du 19 mai 1941 au financement de la production cinématographique.

III. — RESSOURCES

Le Crédit National n'étant pas autorisé à recevoir des dépôts, ses ressources proviennent, indépendamment de son capital et de ses réserves, d'émissions d'obligations et de bons garantis ou non par l'Etat.

I. — Le *capital social* du Crédit National est de 100 millions de francs, divisé en 200.000 actions de 500 francs, entièrement libérées (leur libération s'est effectuée comme suit : 125 francs à la souscription, 275 francs prélevés sur les bénéfices des années 1925 à 1933 inclus à raison de 25 francs par an, et 100 francs prélevés en 1936 sur la réserve générale).

Les *réserves* s'élèvent à Frs : 288.232.573, y compris les réserves pour risques de prêts qui se montent à Frs : 178.232.577.

II. — *Emprunts garantis par l'Etat*. — Pour se procurer les énormes ressources nécessaires pour faire face aux paiements qu'il avait à effectuer pour le compte de l'Etat, le Crédit National a réalisé (avant la guerre) douze émissions portant sur un total de 54.966.827 titres, représentant une valeur nominale de Frs : 29.333.413.500.

Les amortissements et remboursements effectués s'élevant au 31 décembre 1939 à Frs : 11.028.179.500, en sorte que la valeur nominale des titres en circulation à la même date ressortait à Frs : 18.305.234.000.

Toutes ces émissions, sauf une, ont porté sur des obligations à lots, remboursables en 15 à 75 ans.

Le service des intérêts ainsi que le remboursement en capital et le paiement des lots, sont effectués nets de tous impôts présents et futurs. Une annuité inscrite au budget de l'Etat assure le service de ces emprunts et leur est affecté par privilège. Ces annuités sont majorées de 0,125 % pour faire face aux dépenses d'exploitation de la Société.

Toutes les sommes provenant de l'émission d'emprunts garantis par l'Etat doivent être versées au Trésor dans la quinzaine de leur encaissement, à l'exception d'un fonds de roule-

ment de dix millions. Elles y restent bloquées, sans produire d'intérêt, jusqu'au moment de leur utilisation.

D'autre part, à certaines époques où la situation du marché des capitaux rendait les émissions difficiles ou trop onéreuses, le Crédit National a eu recours à des avances de l'Etat. Leur montant s'élevait à 7.895 millions au 31 décembre 1939.

Emprunts non gagés. — D'après les articles 3 de ses statuts, le Crédit National peut émettre des obligations dont il assure le service par ses propres ressources, avec ou sans la garantie de l'Etat.

L'Assemblée générale du 3 juin 1930 a autorisé le Conseil d'Administration à émettre des obligations de cette nature à concurrence d'un milliard de francs.

Usant de cette faculté, la Société a procédé en 1932 à deux émissions de bons, autorisées par arrêtés ministériels en date des 8 mars et 25 juillet 1932. La première a porté sur 250.000 bons décennaux 5 % de 1.000 francs, émis à 977,50 et remboursables au pair le 15 février 1942 ; la seconde sur 150.000 bons 4,50 % de 1.000 francs, émis à 990 francs et remboursables à Frs : 1.050, le 15 février 1944. Sur les 400 millions émis il restait en circulation à la fin décembre 1939 Frs : 345.510.986,38.

(Le Crédit National s'était interdit de rembourser ces emprunts par anticipation autrement que par voie de rachats en Bourse. Mais un arrêté ministériel du 21 avril 1941 a autorisé le Crédit National à rembourser par anticipation, en conformité des décrets-lois des 16 juillet de 30 octobre 1932, les bons émis sur sa seule signature et à émettre des bons nouveaux à concurrence de 300 millions, au taux nominal de 4 % et à échéance de dix ans. L'émission a été réalisée en mai 1941).

D'autre part, dans le cadre d'un arrangement conclu avec la Caisse des Dépôts et Consignations, cet organisme a souscrit :

1°) en janvier 1939, une tranche de 100 millions de bons au taux de 5 % et à échéance de 5 ans, sous réserve de remboursement anticipé.

2°) en juillet 1939, une nouvelle tranche de 100 millions de bons, portant intérêt à 5 % et à échéance de 10 ans, également sous réserve de remboursement anticipé.

A fin décembre 1939 la valeur nominale des bons émis par le Crédit National sur sa seule signature était de frs : 542.801.000.

*
**

Sur l'ensemble de ces ressources voyons maintenant quelle est la part affectée aux opérations de crédit à moyen terme.

Ainsi que nous l'avons vu la Société a été autorisée, par la convention du 7 juillet 1919, à prélever à cette fin, sur le produit des emprunts émis avec la garantie de l'Etat, une somme de cinq cent millions. Cette dotation a été portée à un milliard par la Convention du 10 décembre 1937. Au 31 décembre 1939, le montant total des prélèvements effectués était de frs : 809.543.924,69.

Bien entendu ces avances ne sont pas définitivement attribuées à la Société. Le Crédit National reverse au Trésor les sommes remboursées par les bénéficiaires des prêts. Le Trésor les remet à sa disposition pour qu'il consente de nouveaux crédits ; étant entendu toutefois qu'à partir de la trentième année les remboursements faits au Trésor lui resteront acquis à raison de 25 millions par an.

A cette dotation de l'Etat s'ajoutent le capital, les réserves et les bons émis sur la seule signature de l'établissement, soit à fin décembre 1939 :

Capital	100.000.000
Réserves	288.232.573
Bons	542.801.000
	931.033.573

Le développement des opérations à moyen terme du Crédit National s'est poursuivi de façon régulière depuis l'origine de la Société. L'accroissement du solde des prêts et escomptes en cours est surtout marqué depuis 1935. Il s'établissait en effet à 800 millions en 1931, 948 millions en 1935 et 1.781 millions en 1939.

La répartition des risques entre les diverses branches de l'économie est bien assurée, avec toutefois une prédominance très nette de l'industrie métallurgique, des entreprises de construction et des industries électriques et houillères.

Les chiffres ci-dessus soulignent l'aide considérable apportée par le Crédit National au commerce et à l'industrie.

B. — La Caisse Centrale de Crédit Hôtelier, Commercial et Industriel

La loi du 13 mars 1917 n'avait en vue que la distribution du crédit à court terme. Rien n'avait donc été prévu dans le cadre du crédit populaire, pour faciliter le crédit à moyen terme à la petite industrie et au petit commerce.

Trois lois se sont succédées depuis, tendant à accorder à certaines catégories de petits producteurs jugés dignes d'intérêt, ou à certaines branches d'activités, des facilités de crédit de plus longue durée : 1°) la loi du 24 octobre 1919 qui a ouvert au Ministère du Commerce un crédit de 50 millions à répartir entre les Banques populaires pour leur permettre de consentir des prêts d'une durée de 10 et 12 ans, au taux de 3 % l'an, à leurs sociétaires démobilisés pour la remise en marche ou la reconstitution de leurs entreprises ; 2°) la loi du 27 décembre 1923 qui a prévu l'octroi, par l'intermédiaire des banques populaires, d'avances destinées à faciliter la constitution, l'aménagement ou la dotation en outillage et en matériel d'entreprises artisanales ; 3°) enfin l'article 172 de la loi du 30 juin 1923 qui a décidé la création d'un « Crédit National Hôtelier », constitué dans la forme d'une banque populaire et chargé de consentir des prêts à long terme pour la construction ou l'agrandissement d'hôtels.

Contrairement à ce que pourrait donner à penser sa raison sociale, le Crédit National Hôtelier avait été organisé uniquement en vue de faciliter le développement du tourisme en France, en aidant l'industrie hôtelière de tourisme à augmenter rationnellement sa capacité réceptive et le confort de ses installations, conformément à un plan d'aménagement touristique et hôtelier établi en application d'un décret du 30 novembre 1923 et révisé annuellement.

C'était donc d'un organisme étroitement spécialisé. Cependant lorsqu'il s'est agi de compléter l'œuvre entreprise en 1917, les pouvoirs publics ont été tout naturellement amenés à prendre pour base de l'institution nouvelle le Crédit National Hôtelier qui, en tant qu'organisme spécialisé dans une branche particulière du crédit populaire, avait fait ses preuves et, par son expérience des prêts de longue durée, paraissait qualifié pour mettre sur pied un système de crédit à moyen terme aux petites entreprises industrielles et commerciales. Bien entendu il ne

pouvait être question de le déposséder de ses attributions antérieures, mais au contraire de lui donner une activité élargie en l'adaptant à un rôle plus général.

C'est dans ces conditions qu'a été décidée, par l'article 65 de la loi de finances du 31 décembre 1937, la transformation du Crédit National Hôtelier en une « Caisse Centrale de Crédit Hôtelier, Commercial et Industriel » dont le statut et les conditions de fonctionnement ont été fixés par les décrets du 9 mars et du 24 mai 1938 et par deux Conventions passées le 24 janvier 1938 entre le Président du Crédit National Hôtelier d'une part, le Ministre des Finances et le Président de la Chambre Syndicale des Banques Populaires d'autre part.

Nous allons étudier successivement la structure, les opérations et les moyens de crédit du nouvel établissement.

I. — ORGANISATION

La Caisse Centrale de Crédit Hôtelier, Commercial et Industriel, est une société régie par la législation sur les banques populaires.

Le capital social, fixé à cinq millions de francs, est divisé en 50.000 parts de 100 francs chacune. La Société étant une société de personnes, les parts sont nominatives et non négociables. Elles ne peuvent être cédées qu'avec l'agrément du Conseil d'Administration. Pour être admis comme Sociétaire, il faut être de nationalité française, être majeur, avoir la capacité civile et être agréé.

Les organes d'Administration de la Société comprennent :

— Un conseil d'administration, de trois membres au moins et de douze au plus, nommés pour cinq ans. Il doit être composé de personnes spécialement qualifiées pour s'occuper des questions de crédit industriel et commercial, des questions hôtelières et des questions qui se rattachent directement à ces dernières. La nomination du Président du Conseil, Directeur Général, est soumise à l'agrément du Ministre des Finances.

— Un comité d'Experts et d'Etudes, institué par le Conseil d'administration, qui en détermine la composition, les attributions et le fonctionnement.

— Un comité spécial d'attribution des avances à moyen terme, institué également par le Conseil d'administration. Ce comité

comprend trois administrateurs de la Caisse et trois représentants des Banques populaires, dont le Directeur Général du Crédit Populaire.

D'autre part, les opérations à long terme devant avoir en vue, ainsi que nous l'avons dit plus haut, l'exécution d'un programme national d'aménagement touristique et hôtelier, il est formé dans chacune des régions économiques ou touristiques des « Comités régionaux », composés de représentants des syndicats d'initiatives, des banques populaires, des Chambres de Commerce, des groupements industriels et commerciaux, qui préparent des programmes et recueillent des renseignements qu'ils transmettent à un « Comité Consultatif » composé d'un représentant de chacun des comités régionaux et de dix membres désignés par le Ministre des Travaux Publics. Ce Comité Consultatif dresse des programmes d'ensemble d'intérêt touristique qu'il communique au Conseil d'Administration de la « Caisse Centrale de Crédit Hôtelier Commercial et Industriel » qui doit obligatoirement les examiner. En cas de désaccord le Conseil doit en délibérer une deuxième fois si le Comité Consultatif le lui demande.

Enfin le contrôle de l'Etat est assuré par un Commissaire du Gouvernement, désigné par arrêté du Ministre des Finances. Ce Commissaire assiste aux séances du Conseil d'administration avec voix consultative. Il est chargé d'approuver la forme des inventaires et des bilans, d'examiner les livres de comptabilité, l'état de la Caisse, le portefeuille, etc... Il peut présenter des observations à l'Assemblée générale des sociétaires.

Dans le cas où la Société ne tiendrait pas compte des observations du Commissaire du Gouvernement, ainsi qu'au cas où des modifications statutaires ou une réduction de capital viendraient à être opérées en dehors de son agrément, le Ministre des Finances peut prescrire le remboursement anticipé de la partie disponible des avances de l'Etat.

II. — OPÉRATIONS DE LA CAISSE

Aux termes de l'article 2 de ses statuts, la Caisse Centrale de Crédit Hôtelier, Commercial et Industriel, a pour objet de concourir à la création ou à l'amélioration de toute entreprise hôte-

lière moyenne ou petite, ainsi que de toute petite entreprise commerciale ou industrielle.

Les opérations de prêts et d'avances de la Caisse font l'objet d'une comptabilité spéciale distincte de celle afférente aux autres opérations qu'elle pratique avec sa clientèle.

Cette comptabilité comprend : au passif, les avances reçues de l'Etat pour les prêts, le montant des emprunts contractés dans le même but, les réserves qui pourraient être constituées et les subventions destinées à être employées en prêts ; à l'actif, l'emploi fait de ces divers éléments. Les frais généraux, les charges et profits résultant de ces opérations y figurent également.

A) *Le département bancaire*

La Caisse, continuant en cela le Crédit National Hôtelier, pratique avec une clientèle d'hôteliers, restaurateurs et limonadiers toutes les opérations commerciales de banque courantes pouvant les intéresser à raison de l'exercice de leur profession : escompte et recouvrements d'effets de commerce et de warrants hôteliers ; dépôts, comptes courants, garde de titres ; avances sur titres, marchandises ou autres garanties.

La durée maxima de ces avances a été ramenée de deux ans à un an par une assemblée extraordinaire tenue en 1935. Quant aux effets de commerce, ils ne peuvent être admis à l'escompte pour une période supérieure à six mois.

B) *Les prêts à long terme*

Le bénéfice des prêts à long terme est réservé aux Sociétés hôtelières et aux Hôteliers de nationalité française.

Les exploitations en vue desquelles un concours financier est demandé, doivent être situées en France continentale ou en Corse, comporter des chambres pour touristes et voyageurs et contribuer à faciliter le développement du tourisme (exclusion des sanatoria et maisons de retraite).

Les emprunts doivent être affectés à des augmentations de capacité réceptive ou de confort et à des améliorations techniques. Ils ne peuvent donc être accordés pour la constitution d'un fonds de trésorerie ou l'achat d'un immeuble déjà à usage

d'hôtel. Les travaux à effectuer doivent respecter les principes de l'hygiène et du confort actuellement exigés par les touristes, et tenir compte de la technique hôtelière moderne.

Consentis pour une durée de 2 à 12 années, les prêts sont remboursables soit par annuités constantes pour les hôtels ne faisant qu'une saison, soit par versements semestriels constants si l'hôtel travaille toute l'année ou fait deux saisons. Le point de départ des remboursements peut être fixé à une date postérieure de deux ans, au maximum, à celle de la signature du contrat. Le remboursement par anticipation et sans indemnité est admis.

Le montant maximum des prêts est de 200.000 francs, les avances ne pouvant toutefois excéder 50 % de la valeur des immeubles ou 40 % de la valeur du fonds de commerce.

Le taux d'intérêt varie selon le degré d'intérêt touristique et le degré d'équipement hôtelier des localités, entre 6,50 et 8 %. Certains groupements (Chambres de Commerce, Conseils généraux) ont voté des subventions destinées à abaisser, sous certaines conditions, le taux d'intérêt des prêts consentis aux hôteliers exploitant dans leur ressort.

Les prêts doivent être garantis par une des sûretés réelles suivantes : hypothèques, nantissement, dépôt de titres agréés par le Conseil d'Administration, warrant hôtelier, ou par plusieurs d'entre elles combinées. A titre subsidiaire seulement sont admises les garanties telles que billets de fonds, caution personnelle ou assurance sur la vie.

De sa fondation au 31 décembre 1937, le Crédit National Hôtelier, sur 2.500 demandes de prêts examinées, a accordé 597 prêts d'un montant total de 63.542.395 francs. Le volume annuel des remboursements s'étant accru progressivement à mesure qu'augmentait le volume des prêts en cours, le mouvement des remboursements a fini par dépasser le montant des prêts nouveaux consentis, ce qui a permis de dégager sur les avances consenties par l'Etat des crédits importants au profit du nouveau département des avances à moyen terme. Cette tendance ne s'est pas modifiée au cours des derniers exercices si bien que le montant des prêts à long terme en cours, qui était encore de frs : 11.278.371,07 en 1937, se trouvait ramené à frs : 9.971.291,33 au 31 décembre 1939.

C) *Les avances à moyen terme*

Ces avances, réservées aux petits commerçants et industriels de nationalité française, sont consenties en vue de la création, ou de l'amélioration, d'entreprises jugées dignes d'intérêt.

Leur montant maximum est limité à 150.000 francs par entreprise. Leur durée maxima a été portée de cinq ans à dix ans, par analogie avec les prêts du Crédit National, par le décret du 24 mai 1938.

Le taux d'intérêt est fixé par le Conseil d'Administration avec l'approbation du Ministre des Finances. Il ne peut excéder de plus de 1,50 % le prix de revient des capitaux utilisés.

Les avances peuvent être garanties soit par l'une des sûretés suivantes : hypothèque, nantissement, dépôt en gage de titres ou de marchandises, warrant, caution solvable, aval ou endos d'une société de caution mutuelle ; soit par plusieurs de ces sûretés combinées, selon les modalités propres à la nature de l'entreprise bénéficiaire du crédit. Peuvent être admises à titre de garantie complémentaire des billets de fonds, une caution ou une police d'assurance sur la vie.

Pour toutes ces opérations les Banques Populaires, en vertu de la convention passée le 24 janvier 1933 avec le Président du Crédit Populaire, sont les correspondants exclusifs de la Caisse Centrale de Crédit Hôtelier, Commercial et Industriel.

La demande de crédit est reçue obligatoirement par une banque populaire qui procède à un premier examen avant de la transmettre à la Chambre Syndicale. Celle-ci ne transmet à son tour à la Caisse que les demandes qui lui paraissent susceptibles d'être prises en considération. Enfin il est procédé à un troisième examen par le Comité spécial d'attribution dont nous avons donné ci-dessus la composition. Toutes ces mesures ont été prises afin d'éliminer dans la plus large mesure possible les considérations d'ordre local ou régional et d'éviter à la Caisse d'être accablée de demandes non justifiées.

Les Banques Populaires servent de correspondants pour l'exécution, dans leur circonscription territoriale, des décisions prises par le Conseil d'administration de la Caisse. A cet effet elles prêtent leurs guichets à cette dernière, contrôlent l'emploi des fonds, surveillent l'exécution des engagements contractés et assurent le recouvrement des effets créés en représentation des

opérations à moyen terme. En rémunération de leurs peines et soins elles sont autorisées à percevoir une commission qui ne peut dépasser 0,20 % du crédit accordé.

Le montant des prêts à moyen terme en cours au 31 décembre 1939 était de frs : 17.956.358.

La moyenne des prêts s'établit aux environs de cent mille francs, alors que le maximum autorisé est de 150.000. « L'octroi des crédits, signale le Conseil d'Administration dans son rapport sur l'exercice 1938, demeure le résultat d'une sélection sévère ». En effet pour 147 prêts formant un total de 14.957.000 francs, accordés au cours des huit derniers mois de 1938, 107 demandes représentant une somme totale de 11.800.000 francs ont été écartées ou ajournées par le Comité d'attribution.

Sur les dix-neuf régions économiques de la France, aucune, déclare le Conseil, n'a été écartée du bénéfice des avances à moyen terme. Les régions dont l'appel en crédit a été le plus actif sont la XV^e (région parisienne et bassin de la Seine) et la XIII^e (départements de la rive droite du Rhône). Dans l'ensemble les activités industrielles (bâtiment, métallurgie et mécanique principalement) ont pris une part plus large au crédit que les activités commerciales (12.614.000 francs contre 2.343.000).

D) *Les participations*

La Caisse Centrale de Crédit Hôtelier, Commercial et Industriel peut également, sur sa fortune personnelle et jusqu'à concurrence de moitié, prendre une participation dans toute société dont l'objet est conforme au sien ou ayant pour but de faciliter l'exécution d'un programme national d'organisation touristique et hôtelier. Dans ce cas la participation doit être limitée à la valeur des parts sociales souscrites et qui doivent être entièrement libérées.

Les bonis provenant de ces participations sont portés au crédit du compte de profits et pertes des opérations à long et moyen terme.

III. — RESSOURCES

Avances de l'Etat. — Le Crédit National Hôtelier bénéficiait de l'aide financière de l'Etat. L'article 172 de la loi du 30 juin

1923 lui avait attribué deux avances sans intérêts, l'une de 5 millions pour ses besoins de banque populaire, l'autre de 13 millions pour ses opérations à long terme, prélevées toutes deux sur le reliquat au 31 décembre 1922 du produit de la redevance supplémentaire de la Banque de France, instituée par une convention du 26 octobre 1917 et sur la part des bénéfices de la Banque revenant à l'Etat en vertu d'une convention additionnelle du 31 juillet 1918. Une seconde loi, du 10 mars 1925, avait affecté dans les mêmes conditions aux opérations à long terme du Crédit National Hôtelier des avances à prélever annuellement, dans la limite de 4 millions de francs, sur la part des bénéfices de la Banque de France revenant à l'Etat.

La Caisse Centrale de Crédit Hôtelier Commercial et Industriel a été substituée au Crédit National Hôtelier quant aux droits et obligations relatifs aux dites avances.

Par la convention du 24 janvier 1938, elle a été autorisée à affecter 60 %, au plus, du montant de celles-ci à des opérations de crédit à moyen terme. Un décret promulgué le 24 mai 1938 a porté à 100 millions le montant des ressources affectées aux avances à moyen terme, dont 35 millions provenant de la partie non utilisée des avances consenties pour les prêts hôteliers et 65 millions d'avances nouvelles.

Les avances consenties par l'Etat au Crédit National Hôtelier étaient remboursables dans le délai maximum de vingt ans, mais renouvelables. La convention du 24 janvier 1938 a expressément renouvelé pour une nouvelle période de vingt années, à compter de leurs échéances respectives, les avances venant à échéance avant le 1^{er} janvier 1949. Les avances nouvelles accordées par le décret du 24 mai 1938 sont amortissables dans un délai de dix ans.

Aux termes de l'article 43 *nouveau* des statuts, les avances reçues de l'Etat sont destinées soit au financement des opérations à long et à moyen terme, soit à la garantie des crédits de réescompte obtenus par l'établissement.

Les avances de l'Etat figuraient au bilan du 31 décembre 1939 pour un montant de frs : 9.372.473,32. Leur taux d'intérêt est fixé chaque année à la moitié du taux du revenu donné par la rente perpétuelle française comportant l'intérêt nominal le plus élevé, d'après le cours moyen de cette rente pendant l'année précédente, sans pouvoir dépasser 3 %.

La portion des avances non employées aux opérations de financement doit être représentée soit par des valeurs du Trésor, des valeurs gagées par des annuités de l'Etat, ou des bons et obligations des chemins de fer, soit par des titres admis par la Banque de France en garantie d'avances. Le surplus, s'il en existe, doit être déposé à un compte spécial de dépôt de fonds ouvert dans les écritures de la Banque de France ou de la Caisse Centrale des Banques populaires.

Réserves. — Les réserves et provisions constituées au titre du service des prêts à long et à moyen terme, s'élèvent à 12.736.588 francs. Elles se décomposent comme suit :

Réserve ordinaire	1.432.264,58
Provision pour reconstitution des avances de l'Etat	8.904.323,71
Provision pour risques en cours	2.400.000

Obligations. — Les statuts du Crédit National Hôtelier prévoyaient l'émission d'obligations dont le service des intérêts serait garanti par un dépôt à la Banque de France de titres provenant de l'emploi des avances de l'Etat ou des réserves sociales. Ces dispositions sont reproduites dans les statuts de la Caisse Centrale de Crédit Hôtelier, Commercial et Industriel qui stipulent que les émissions d'obligations sont décidées par l'Assemblée générale après autorisation expresse du Ministre des Finances qui en fixe seul le montant, l'objet, les conditions et les modalités.

Il ne semble pas qu'étant donné les conditions du marché financier et les lourdes charges qu'entraîne une émission d'obligations, la Caisse puisse user, avant longtemps, de cette faculté. Aussi bien les avances de l'Etat paraissent suffisantes pour lui permettre de remplir le rôle qui lui a été dévolu.

*
* *

Il est encore trop tôt pour porter un jugement sur l'avenir de la Caisse Centrale de Crédit Hôtelier, Commercial et Industriel.

Dans un rapport présenté le 22 mai 1930 à Nice, au XIII^e Congrès du Crédit Populaire, M. Delamarche, ancien inspec-

teur général du Crédit au Ministère du Commerce et Commissaire du Gouvernement près le Crédit National Hôtelier et la Caisse Centrale des Banques populaires, s'exprimait en ces termes : *« Il semble aussi qu'un organisme spécialisé de crédit à long ou moyen terme, opérant dans l'orbite des banques populaires ou en liaison avec elles, leur serait à elles-mêmes extrêmement profitable. Qu'on me permette même de dire que si elles avaient pu déjà disposer d'un tel organisme elles en auraient certainement tiré un utile profit. Non seulement il aurait été ainsi possible d'épargner à certaines d'entre elles des immobilisations... mais encore par suite des études techniques auxquelles l'organisme dont il s'agit aurait dû se livrer, bien des erreurs auraient pu être évitées tant dans l'intérêt du débiteur que dans celui de la Banque. Car il ne s'agit pas bien entendu d'inciter les banques populaires à faire elles-mêmes du crédit à moyen terme, ni à plus forte raison du crédit à long terme. C'est tout le contraire : il faut les empêcher d'en faire ».*

Souhaitons donc que le nouvel organisme, qui a été doté de moyens importants, réponde aux espoirs placés en lui et continue la tradition de son prédécesseur, le Crédit National Hôtelier.

C. — La Caisse Centrale de Crédit Coopératif

Le législateur est intervenu à plusieurs reprises pour encourager les sociétés coopératives et l'artisanat, et leur faciliter l'obtention du crédit. Les textes de base sont : la loi du 18 décembre 1915 sur les sociétés coopératives ouvrières de production et de crédit ; la loi du 7 mai 1917 organisant le crédit aux sociétés coopératives de consommation, et la loi du 27 décembre 1923, modifiée par celle du 21 mars 1941, portant organisation du crédit aux sociétés coopératives d'artisans et aux petits artisans.

Ces différentes lois ont posé le principe de l'octroi, aux sociétés coopératives et aux artisans, d'avances réalisées tant à l'aide de crédits budgétaires qu'au moyen des disponibilités de « fonds de dotation » alimentés par des prélèvements opérés sur les sommes versées à l'Etat par la Banque de France en

vertu des conventions renouvelant son privilège, ainsi que par des fonds de concours.

Un décret-loi du 17 juin 1938 a décidé que l'attribution des avances aux sociétés coopératives de production et de consommation serait dévolue, à dater de sa constitution définitive, à une « Caisse Centrale de Crédit Coopératif », constituée dans les conditions fixées par ce décret. Un autre décret du 29 juillet 1939 et la loi du 21 mars 1941 ont confié également au nouvel organisme l'octroi des avances aux sociétés coopératives artisanales et à leurs unions.

La Caisse Centrale de Crédit Coopératif a été constituée le 21 novembre 1938 sous la forme d'une union de sociétés coopératives anonyme à capital variable, conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi du 7 mai 1917.

I. — ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

La Caisse Centrale de Crédit Coopératif est administrée par un Conseil de six à douze membres, choisis par l'Assemblée générale des Actionnaires parmi les délégués des Sociétés Coopératives des trois catégories (Production, Consommation et Artisanat). Il comprend actuellement neuf membres.

Le Président du Conseil et le Directeur de la Caisse sont nommés par arrêtés des Secrétaires d'Etat aux Finances, à la Production Industrielle et au Travail. Le Directeur est soumis au régime des pensions civiles et militaires.

Un Commissaire du Gouvernement, nommé dans les mêmes conditions, représente l'Etat auprès de la Caisse. Il surveille l'emploi et le remboursement des avances consenties sur le montant des fonds de dotation et s'assure que l'organisation et la gestion de l'établissement demeurent conformes aux prescriptions de la loi du 7 mai 1917. Ce commissaire assiste aux séances du Conseil d'Administration et soumet chaque année un rapport aux ministres intéressés.

Les opérations de la Caisse ne peuvent être effectuées que sur avis conforme d'un « Conseil de Crédit » composé du Directeur de la Caisse, du Commissaire du Gouvernement, des représentants des Ministères des Finances, de la Production Industrielle et du Travail, du Gouverneur de la Banque de France et du Directeur Général du Crédit National ; enfin

de quatre membres du Conseil d'Administration de la Caisse choisis par le gouvernement. Le Président du Conseil d'Administration ne peut faire partie du Conseil de Crédit.

Pour la réalisation de ses opérations, la Caisse Centrale de Crédit Coopératif peut avoir recours à l'intermédiaire des Banques populaires, d'une banque coopérative ouvrière (la Banque Coopérative des Associations Ouvrières de Production, à Paris), ou d'une union de coopératives de consommation (en l'espèce la Société de Contrôle des Coopératives de Consommation).

Les modalités de fonctionnement de la Caisse ont été fixées par un décret du 31 octobre 1938, qui a précisé les conditions à remplir par les sociétés emprunteuses ainsi que les formalités de constitution des dossiers de demandes.

II. — RESSOURCES

Le capital de la Caisse Centrale de Crédit Coopératif, initialement fixé à Frs : 450.000, était, au 31 décembre 1940, de Frs : 533.400.

Les comptes de Réserves et de Provisions s'élevaient à la même date à Frs : 589.827.

Les ressources propres de l'établissement sont, on le voit, très minimes.

La Caisse a la gestion d'un fonds commun alimenté :

1°) par les sommes disponibles et les créances recouvrables des deux fonds de dotations institués au profit des coopératives ouvrières de production et des coopératives de consommation, par les lois du 18 décembre 1915 et du 7 mai 1917 respectivement.

2°) par les emprunts qu'elle pourra contracter soit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, soit dans le public, si elle y est autorisée par un arrêté ministériel. Ces emprunts ne peuvent excéder la moitié du montant des fonds de dotation augmenté de son capital propre et de ses réserves.

Elle a également la gestion d'un fonds spécialement affecté aux opérations de crédit artisanal et alimenté :

1°) par le quart du fonds de dotation de l'artisanat institué par la loi du 27 décembre 1923.

2°) par les emprunts, affectés au crédit artisanal, qu'elle pourra contracter dans les conditions indiquées ci-dessus.

Enfin la Caisse peut se voir attribuer, par arrêtés conjoints des secrétaires d'Etat aux Finances, à la Production Industrielle et au Travail, des avances sans intérêts, à charge par elle de les utiliser pour attribuer des prêts à moyen terme à des catégories déterminées de coopératives artisanales. Les sommes recouvrées sur ces avances doivent être remboursées au Trésor dans un délai n'excédant pas de plus de six mois celui consenti par la Caisse à ses débiteurs.

Les ressources ainsi mises à sa disposition se répartissent comme suit :

	francs
Fonds de dotation des Coopératives ouvrières de production	22.071.223
Fonds de dotation des Coopératives de consommation	18.546.133
	40.617.356
Dotation de l'artisanat (3)	25.600.000
Avances sans intérêt de l'Etat (3) (réalisées au fur et à mesure des prêts consentis)	4.500.000
Total	70.717.356

La Caisse Centrale de Crédit Coopératif n'a pas encore usé de la faculté d'emprunter qui lui a été donnée tant par le décret-loi du 17 juin 1938, que par la loi du 21 mars 1941.

III. — OPÉRATIONS

Il y a lieu de faire une distinction entre les opérations de crédit aux coopératives de consommation et de production et celles intéressant les coopératives artisanales.

A) *Prêts et cautions aux Coopératives de Consommation et de Production*

A ces sociétés et à leurs unions, la Caisse consent :

(3) Chiffres approximatifs à fin décembre 1941.

— *des avances à moyen terme*, d'une durée maxima de cinq ans. Leur remboursement s'effectue par échéances mensuelles égales, commençant à courir six mois après la réalisation du prêt. Les intérêts font l'objet de règlements distincts et sont acquittés trimestriellement. Leur taux, fixé par arrêté du ministre des Finances, est actuellement de 4 %.

— *des avances à long terme*, d'une durée maxima de quinze ans, dont le remboursement a lieu par échéances semestrielles commençant à courir trois ans au plus tard après la conclusion du prêt. Le taux d'intérêt est de 5 %.

La Caisse est autorisée à se porter *caution* pour garantir les prêts à moyen et à long terme que les sociétés coopératives pourraient obtenir d'autres établissements de crédit. Le montant global de ces engagements de caution ne doit pas excéder la moitié du montant des fonds de dotation augmenté de son capital propre et de ses réserves.

La Caisse Centrale de Crédit Coopératif ne peut consentir une avance, ni cautionner une Société pour un montant supérieur à la moitié de l'actif net de la Société emprunteuse, s'il s'agit d'une avance à moyen terme, ou au deux tiers de l'actif net s'il s'agit d'une avance à long terme.

Les garanties consistent dans le nantissement du fonds de commerce, un dépôt de titres, des cautions et avals et, assez rarement, une hypothèque.

B) *Prêts et cautions aux coopératives artisanales*

Le décret du 29 juillet 1939 avait autorisé la Caisse Centrale de Crédit Coopératif à accorder des avances aux Sociétés Coopératives d'artisans, dans les mêmes conditions que celles prévues pour les autres coopératives. La limitation des avances au montant de l'actif net des sociétés emprunteuses, ou au deux tiers de ce montant, ne permettait pas d'aider les entreprises jeunes ayant besoin de crédit dès leur naissance. Or le groupement des artisans en coopératives est encore peu développé. Aussi la loi du 21 mars 1941 a-t-elle élargi le champ des avances aux coopératives artisanales.

En dehors des prêts à 5 et 15 ans consentis à l'aide des disponibilités du fonds de dotation de l'artisanat, la Caisse Centrale de Crédit Coopératif peut désormais accorder des

prêts à moyen terme, dont le montant n'est pas subordonné à l'actif net de la société emprunteuse, à des catégories déterminées de coopératives artisanales, au moyen d'avances sans intérêts mises à sa disposition par le Trésor.

Les Secrétariats d'Etat aux Finances et à la Production Industrielle déterminent les activités artisanales à encourager, et par des arrêtés conjoints ils ouvrent à la Caisse des crédits d'un montant donné pour chaque catégorie de coopératives (4). Les prêts ainsi réalisés sont désignés sous le vocable de « crédits agréés ». Ils comportent les mêmes garanties que les autres avances et sont consentis au taux de 4 % l'an.

La loi du 21 mars 1941 a également autorisé la Caisse à se porter caution pour garantir les avances à court terme (crédits de marchés, crédits de campagne) consenties aux coopératives d'artisans par les Banques populaires. Cette caution permet à celles-ci de mobiliser leurs avances par le réescompte des effets à la Banque de France.

*
* *

Les avances aux sociétés coopératives ouvrières de production figurent au bilan au 31 décembre 1940 pour un montant de Frs. 18.787.404
et les avances aux coopératives de con-

sommation pour, Frs. 10.912.443

Des crédits importants ont déjà été octroyés aux coopératives artisanales en exécution de la loi du 21 mars 1941, tant sous forme d'avances à moyen et à long terme et de crédits agréés, que par voie d'aval d'opérations à court terme. Leur montant sera porté au bilan de l'exercice 1941 qui n'est pas encore connu.

*
* *

LE CRÉDIT ARTISANAL INDIVIDUEL

Il nous reste à dire quelques mots de l'organisation du crédit au profit des artisans isolés.

(4) Arrêtés du 23 avril 1941 pour l'Industrie du bois, du 12 juillet 1941 pour l'industrie de la conserve, etc.

C'est aux Banques populaires que le décret du 29 juillet 1939 et la loi du 21 mars 1941 ont confié l'attribution des prêts individuels aux artisans. Ces prêts sont de deux catégories ..

les uns, dont le montant ne peut dépasser 40.000 francs et la durée sept années, doivent être employés à l'aménagement, à la réfection ou à la dotation en outillage et matériel d'une entreprise artisanale.

les autres, d'un montant maximum de 15.000 francs et remboursables mensuellement sur une période de dix-huit mois, peuvent être affectés à des opérations non prévues à l'alinéa précédent.

Le taux d'intérêt ne doit pas être inférieur à 3 % ni supérieur à 5 %.

Pour alimenter ces opérations, la Chambre syndicale des Banques populaires dispose du tiers du fonds de dotation de l'artisanat, et des avances sans intérêts que le Secrétaire d'Etat au Travail peut lui accorder.

La Chambre syndicale attribue aux banques populaires, sur les fonds ainsi mis à sa disposition, des avances sans intérêts remboursables dans un délai qui ne peut excéder huit années pour les avances destinées à des opérations de la première catégorie, et deux années pour celles afférentes aux prêts de la deuxième catégorie.

Un fonds collectif de garantie des prêts artisanaux a été institué auprès de la Chambre Syndicale, dont l'objet est de cautionner à concurrence de 75 % les obligations des artisans présentés par les Banques populaires. Ce fonds est alimenté par une majoration (qui peut atteindre 1 %) du taux de l'intérêt des prêts garantis, par la moitié des intérêts perçus par les banques populaires, et par les revenus d'une avance de 10 millions prélevés sur le fonds de dotation de l'artisanat géré par la Chambre syndicale et remboursable en vingt-cinq ans, à raison de 1/20^e par an à compter de la cinquième année.

Un « Comité spécial de crédit artisanal », au sein duquel sont représentées les organisations artisanales, fonctionne auprès de la Chambre Syndicale des Banques populaires. Ce comité donne son avis sur les demandes de prêts présentées par celle-ci.

D. — La Caisse Nationale des Marchés de l'Etat

La « Caisse Nationale des Marchés de l'Etat, des collectivités et Etablissements Publics » a été instituée par la loi du 19 août 1936, dans le but de faciliter le développement des opérations de financement des marchés administratifs traités par les établissements de banque privés.

Le nouvel organisme n'a en rien innové au système de financement édifié par la pratique bancaire, que nous avons décrit dans la première partie de cette étude. Son objet est simplement de permettre la mobilisation, auprès de l'Institut d'Emission, des crédits consentis et, partant, d'accroître la masse des capitaux affectés à ces opérations.

On sait, en effet, que la Banque de France ne peut admettre à l'escompte des effets de commerce revêtus de deux signatures seulement, que s'ils sont garantis par un nantissement de valeurs mobilières agréées par la Banque ou un warrant. Cette faculté n'ayant pas été étendue aux effets garantis par le nantissement d'un marché public, il n'est possible aux banques d'escompter le papier créé en représentation de leurs avances, qu'en s'assurant le concours d'un particulier ou d'une société notoirement solvables, ou bien d'un autre établissement bancaire.

Le rôle de la Caisse Nationale des Marchés est précisément de fournir la troisième signature nécessaire en donnant des avals et des acceptations dans les conditions que nous exposons tout à l'heure.

I. — ORGANISATION

La Caisse Nationale des Marchés est un établissement public doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

Elle est administrée par un Conseil de 12 membres qui comprend (loi du 27 décembre 1940) :

- Le Président-Directeur général du Crédit National, *Président*.
 - le Gouverneur de la Banque de France,
 - le Gouverneur du Crédit Foncier de France,
 - le Directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations,
- } ou leurs
représentants.

- 2 représentants du Secrétaire d'Etat aux Finances, choisis parmi les directeurs de son administration.
- 2 représentants du Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle, dont un directeur de son administration.
- 2 représentants du Secrétaire d'Etat à l'Intérieur, dont un directeur de son administration.
- 2 représentants du Secrétaire d'Etat aux Communications, dont un directeur de son administration.

Un Comité de huit membres est chargé d'étudier les questions qui sont soumises à son examen par le Président. Il est ainsi constitué :

- Le Président du Conseil d'Administration,
- le représentant de la Banque de France,
- le représentant de la Caisse des Dépôts et Consignations,
- 2 représentants du Ministère des Finances,
- un des représentants du Ministère de l'Intérieur,
- un des représentants du Ministère de la Production Industrielle,
- le Directeur de la Caisse Nationale des Marchés.

Le Directeur, le Directeur-adjoint, le Secrétaire Général et l'Agent-comptable, chef de la Comptabilité générale, sont nommés par arrêtés du Secrétaire d'Etat aux Finances. Ils sont révocables dans les mêmes formes, après avis du Conseil d'Administration.

Le contrôle de l'Etat est assuré par un Commissaire contrôleur. En outre, les opérations financières de la Caisse sont soumises aux vérifications de l'Inspection des Finances et au contrôle de la Cour des Comptes.

L'organisation financière et comptable de l'établissement a été réglée par un décret du 26 janvier 1939.

Le statut du personnel a fait l'objet de deux décrets en date des 29 mars et 14 juin 1938.

II. — RESSOURCES

Les ressources dont dispose la Caisse Nationale des Marchés sont constituées par un fonds de dotation, des avances du Trésor et, éventuellement, des subventions de l'Etat.

a) *Fonds de dotation* : La loi du 19 août 1936 a attribué à la Caisse un fonds de dotation de 50 millions de francs, sus-

ceptible d'être porté à 250 millions et constitué par voie d'émission d'obligations garanties par l'Etat. Une première émission portant sur 50 millions d'obligations du type 4 %, à deux ans, a été autorisée par décret du 26 mai 1937 et immédiatement réalisée. Sans préjudice de cette faculté d'émission, un fonds de 150 millions a été versé en exécution du décret du 2 mai 1938.

b) *Avances du Trésor.* — Ces avances constituent le fonds de roulement qui doit permettre à la Caisse de faire face aux décaissements provisoires pouvant résulter de ses engagements d'acceptation et d'aval. Elles sont régies par deux décrets en date des 2 mai et 14 juin 1938.

Les sommes payées par la Caisse sont portées au débit de deux comptes spéciaux de dépenses à recouvrer concernant, l'un, les opérations sur marchés de l'Etat, l'autre, les opérations sur marchés des collectivités et établissements publics. Les remboursements obtenus sont portés au crédit de ces comptes.

Le Trésor est autorisé à consentir à la Caisse, dans la limite d'un maximum de 500 millions de francs, des avances sans intérêt, égales au montant des créances à recouvrer portées au débit du compte spécial afférent aux marchés de l'Etat. Ces avances sont également consenties quand les dépenses à recouvrer portées au compte spécial des marchés des collectivités sont gagées par une subvention de l'Etat dont les conditions de paiement se trouvent réalisées.

Par analogie il a été institué un « fonds de garantie des marchés des collectivités et établissements publics », alimenté jusqu'à concurrence de 200 millions de francs par des prélèvements annuels de cinquante millions sur le produit du fonds commun de la taxe à la production. Des avances sans intérêt sont accordées à la Caisse sur la dotation de ce fonds de garantie, à concurrence du montant des créances à recouvrer résultant d'opérations afférentes aux marchés des collectivités, à l'exclusion des créances ayant déjà fait l'objet d'avances du Trésor dans les conditions indiquées ci-dessus (créances gagées par une subvention de l'Etat).

Les intérêts et agios divers acquis par la Caisse au titre des créances à recouvrer, sont versés soit à l'Etat, soit au fonds de garantie.

c) *Subventions*. — Aux termes de l'article 12 du décret du 2 mai 1938, au cas où les résultats d'un exercice feraient apparaître un déficit, celui-ci serait couvert d'abord par les réserves, puis par le fonds de dotation, enfin par une subvention de l'Etat sur crédit budgétaire.

III. — OPÉRATIONS

La Caisse Nationale des Marchés de l'Etat intervient dans le financement des marchés en donnant des avals ou des acceptations. La loi du 19 août 1936 prévoit également qu'elle pourra éventuellement consentir directement des avances, mais cette autorisation de principe est subordonnée à plusieurs conditions.

1°) *Opérations d'aval*

Les avals de la Caisse sont conditionnels ou inconditionnels.

Dans le premier cas l'aval est donné par acte séparé au profit des tiers porteurs autres que le banquier. Il s'agit donc bien uniquement de la troisième signature requise par les statuts de la Banque de France.

Pour se garantir du risque — qui apparaît ainsi comme très éventuel — pouvant résulter de son engagement d'aval, la Caisse se fait subroger dans le bénéfice du nantissement consenti à la banque en garantie de ses avances, à concurrence du montant de l'aval accordé. Toutefois, par le même acte, elle désigne la banque comme son mandataire irrévocable pour l'encaissement des acomptes payés par l'administration débitrice dont le montant est porté à un compte spécial affecté au paiement des effets avalisés qui sont domiciliés au siège de la banque.

La Caisse se rémunère de son intervention au moyen d'une commission trimestrielle calculée sur le montant des effets avalisés.

La Caisse peut également ouvrir au titulaire du marché, pour une durée déterminée, un crédit d'aval dans la limite duquel elle prend l'engagement d'avaliser les effets qui lui seront présentés (aval conditionnel toujours). Cette opération donne lieu à la perception d'une commission trimestrielle d'engage-

ment, calculée sur le montant du crédit ouvert, qui s'ajoute à la commission d'utilisation perçue sur le montant de chaque traite effectivement avalisée.

Par l'aval inconditionnel la Caisse garantit, dans les termes de l'article 130 du Code de Commerce, aussi bien le bailleur de fonds que les tiers porteurs successifs. La durée des effets ainsi avalisés ne peut excéder 9 mois en ce qui concerne les marchés de l'Etat et 12 mois pour les marchés des collectivités et établissements publics. Ce délai écoulé et à défaut de paiement par l'Administration, la Caisse assume le règlement des effets.

L'aval inconditionnel n'est accordé que de façon tout à fait exceptionnelle. En contre-partie de son engagement, la Caisse prend elle-même les marchés en nantissement ou demande à la banque qui consent les avances de la subroger purement et simplement dans le nantissement.

2°) Opérations d'acceptation

Alors que la Caisse Nationale des Marchés peut intervenir par voie d'aval à tout moment dès que le marché a reçu un commencement d'exécution, elle ne peut souscrire des acceptations que si la livraison des fournitures ou l'exécution des travaux a donné lieu à la délivrance des procès-verbaux que les administrations publiques sont tenues de remettre à leurs fournisseurs depuis la réforme réalisée par le décret-loi du 2 mai 1938 (article 4).

Les acceptations sont données à concurrence d'un maximum de 90 % du montant des droits constatés, sur des traites à 90 jours d'échéance. Ces effets sont renouvelables jusqu'au paiement par les collectivités traitantes d'un montant correspondant aux effets en circulation.

La Caisse prend elle-même les marchés en nantissement. Les traites sont domiciliées à un compte ouvert à son nom au siège central de la Banque de France.

L'acceptation des traites est faite moyennant une commission calculée sur le montant des effets acceptés.

De même qu'en matière d'aval la Caisse Nationale des Marchés peut ouvrir à l'entrepreneur un « crédit d'acceptation », contre remise des marchés en nantissement. Dans la limite de ce crédit le titulaire a la possibilité de tirer des traites sur

la Caisse, au fur et à mesure de la constatation de ses droits. Les rentrées de fonds donnent à l'intéressé la possibilité d'établir de nouveaux tirages à concurrence des provisions constituées et dans la mesure où il peut justifier de nouvelles créances. Plusieurs marchés peuvent être délégués au titre d'un même crédit d'acceptation à la condition qu'ils soient passés avec des collectivités de même nature, la Caisse ouvrant des crédits distincts pour les marchés passés avec une ou plusieurs administrations de l'Etat et pour ceux passés avec des collectivités secondaires (distinction qu'impose l'existence des deux comptes spéciaux dont nous avons parlé au § Ressources).

Les opérations de crédit d'acceptation donnent lieu à la perception d'une « commission trimestrielle d'ouverture de crédit » calculée sur le montant du crédit accordé, et d'une « commission d'utilisation » calculée sur le montant des traites effectivement acceptées par la Caisse.

3°) *Avances directes*

L'article 7 de la loi du 19 août 1936 dispose que la Caisse Nationale des Marchés, sous réserve que son fonds de dotation soit au préalable élevé à un chiffre supérieur à cinquante millions de francs, pourra être autorisé par décret à consentir elle-même des avances, sans qu'il puisse être affecté aux risques afférents à ces opérations plus d'un cinquième du fonds de dotation. Le décret du 14 juin 1938, par son article 12, a stipulé que ce plafond pourrait être relevé par décret jusqu'à concurrence du montant des obligations émises. Des crédits directs pourront également être accordés lorsque sera donnée la caution d'une Société de Caution mutuelle, reconnue suffisante par la Caisse.

**

Pour obtenir le concours de la Caisse des Marchés, les titulaires de marchés administratifs doivent adresser une demande, soit par l'intermédiaire de leur banque, soit directement en demandant à cette dernière de notifier son accord à la Caisse, et déposer un dossier donnant tous renseignements d'ordre juridique, commercial et financier sur leur entreprise et contenant

les pièces relatives au marché qui est à la base de l'opération projetée.

Les demandes, après étude par les services de la Caisse, sont soumises au Comité de Direction qui prend la décision d'admission ou de rejet, en fixant, dans le premier cas, les modalités de l'opération.

L'étude des dossiers porte à la fois sur la situation du demandeur (s'il existe un passif fiscal des dispositions sont prises pour que le crédit consenti serve en premier lieu au règlement des impôts arriérés) et sur le marché offert en nantissement (la Caisse demandant, le cas échéant, des renseignements aux administrations intéressées).

L'article 6 du décret-loi du 14 juin 1938, qui a permis à la Caisse Nationale des Marchés d'étendre son activité aux marchés des collectivités secondaires dans les mêmes conditions que pour ceux de l'Etat, stipule que lorsque cette dernière intervient dans le financement de marchés passés avec une Collectivité ou un établissement public, elle peut obtenir que les subventions de l'Etat ou les emprunts contractés auprès du Crédit Foncier de France, de la Caisse de Crédit aux départements et aux communes, de la Caisse des Dépôts et consignations, et affectées au règlement des marchés, ne puissent en aucun cas, même provisoirement, être utilisés au règlement d'autres dépenses. Le comptable compétent, saisi par une requête de la Caisse, doit, sous sa responsabilité, s'assurer que le total des fonds disponibles de la collectivité est toujours au moins égal à la fraction non employée du produit des emprunts et des subventions.

4°) *Le financement des productions agréées*

La loi du 12 septembre 1940 sur le financement des fabrications de démarrage a eu pour objet de faciliter le passage de l'économie de guerre à une économie de paix. L'Etat était, en période de guerre, le principal, sinon le seul client des industriels ; il passait des marchés et prenait l'initiative des fabrications dont il était l'acheteur. L'Etat cessant ses achats de guerre et résiliant ses marchés, se devait d'organiser une économie de transition. La « lettre d'agrément » dont nous avons déjà parlé, est un quasi marché. Elle équivaut à une demande de l'Etat portant sur des produits qu'il n'utilisera pas lui-même, mais

qui sont destinés à satisfaire les besoins nouveaux de l'économie du pays. Le « warrant industriel », institué par la loi, permet aux bénéficiaires de lettres d'agrément d'affecter les produits de leurs fabrications agréées en garantie des avances que leur consentent des établissements de crédit.

La loi du 12 septembre 1940, par son article 17, a habilité la Caisse Nationale des Marchés à intervenir pour faciliter le financement des productions ayant fait l'objet d'une lettre d'agrément.

La Caisse intervient avec le concours des établissements bancaires, soit pour les financements du stock que constitueront les produits agréés, afin de permettre à l'industriel d'attendre leur vente sans gêne de trésorerie, soit pour le financement de la fabrication des produits agréés en prenant ou non à sa charge les risques bancaires afférents à cette fabrication.

a) *Financement du stockage*

La Caisse Nationale des Marchés s'engage soit sur le vu des warrants, soit en ouvrant des crédits qui prendront date du moment où la lettre d'agrément sera délivrée en « exemplaire unique » (formule du décret-loi du 30 octobre 1935) et qui seront caducs si la production agréée n'est pas réalisée à la date prévue dans la lettre d'agrément.

Les autorisations de crédit, qui portent sur tout ou partie de la valeur des stocks, sont utilisées en demandant à la Caisse :

— soit d'avaliser des warrants souscrits au profit du banquier ou d'endosser ceux souscrits à son propre profit.

— soit d'accepter des traites tirées sur elle par l'industriel en recevant en garantie de cette opération un warrant industriel.

Les ouvertures de crédit donnent lieu à la perception d'une commission d'ouverture, à laquelle s'ajoute une « commission d'utilisation » dès que le financement s'étend sur une période supérieure à six mois.

b) *Financement de la fabrication et du stockage*

Deux formules peuvent être envisagées :

— ou bien la Caisse, compte tenu de la situation financière et de la valeur technique de l'entreprise d'une part, de la qua-

lité des banques intervenantes d'autre part, facilite le financement de la fabrication, sans prendre les risques bancaires de la fabrication à sa charge : elle intervient en donnant son aval conditionnel sur des effets créés en représentation des avances faites à l'industriel par son banquier.

— ou bien la Caisse estime pouvoir assurer les risques bancaires de la fabrication, et elle intervient alors, soit en avalisant inconditionnellement les effets créés en contre-partie d'avances bancaires, soit en donnant des acceptations sur le vu d'états d'avancement de la fabrication ; soit encore en avalisant des effets *commerciaux* acceptés par l'industriel et afférents à la fabrication des produits agréés.

La Caisse s'assure, en détenant l'exemplaire unique de la lettre d'agrément, que les produits en cours de fabrication seront warrantés à son profit. Elle peut demander en outre toutes garanties personnelles et réelles qu'elle juge nécessaires.

La Caisse Nationale des Marchés donne sa signature à l'occasion d'une opération déterminée ou dans le cadre de crédits ouverts en vue du financement d'une production.

Les « Crédits de Préfinancement » sont consentis avant l'exécution de la fabrication.

Les « Crédits d'Accompagnement » sont utilisés pendant la fabrication sur justification de son état d'exécution.

Les « Crédits de Mobilisation » sont réalisés après fabrication des produits agréés, en vue du financement de leur stockage.

Les trois sortes de crédits peuvent être combinées. Les risques assumés au dénouement de l'opération, respectivement par la Caisse des Marchés, le banquier et l'industriel, sont précisés dans chaque cas.

c) *Garantie des risques de mévente et de guerre*

Si, par suite de la situation économique, les produits restaient invendus ou n'étaient écoulés avec l'accord du Ministre de la Production Industrielle qu'à un prix insuffisant pour rembourser les crédits bancaires garantis par la Caisse Nationale des Marchés de l'Etat, la liquidation de l'opération serait effectuée par celle-ci en accord avec les Pouvoirs Publics.

Il a été convenu que si l'échec commercial est dû, non à des fautes de l'industriel, mais à des circonstances exceptionnelles,

la Caisse des Marchés, après avoir honoré ses échéances, n'exige pas le remboursement de ses avances pour une somme supérieure au produit des ventes. De même l'industriel est entièrement dégagé des pertes de créances pouvant résulter pour la Caisse de la réquisition ou de la destruction, par suite de faits de guerre, des produits en stock et warrantés.

La garantie de la production est subordonnée au dépôt à la Caisse de la lettre d'agrément et au paiement d'une « commission de garantie » ; le bénéficiaire de la lettre d'agrément doit s'engager en outre à ne warranter la production qu'au profit de la Caisse et avant l'expiration d'un délai de deux mois suivant la date limite assignée par la lettre d'agrément pour la fabrication des produits. Le montant de la garantie est automatiquement diminué de la valeur des produits agréés vendus, qu'il y ait ou non utilisation des facilités de financement.

On conçoit toute l'importance que présente pour les industriels une garantie d'un caractère aussi exceptionnel, dont le but est d'encourager et de soutenir le goût d'entreprise dans une période trouble, dans une période de transition.

IV. — ACTIVITÉ DE LA CAISSE

De juin 1937, date à laquelle elle a commencé véritablement à fonctionner, jusqu'au 31 décembre 1938, la Caisse Nationale des Marchés a consenti des ouvertures de crédit pour un montant total de 1 milliard 379 millions. A fin décembre 1938, le montant des effets en circulation revêtus de la signature de la Caisse était de l'ordre de 550 millions.

Après la signature de l'armistice, la Caisse des Marchés a contribué à la liquidation des marchés de guerre qui se poursuit très lentement en dépit des lois spécialement votées pour hâter le règlement des marchés résiliés. De juillet 1940 à fin octobre 1941, les autorisations de crédits accordées par la Caisse au titre de marchés publics, en cours ou résiliés, ont atteint 1 milliard 500 millions de francs.

En matière de lettres d'agrément, l'aide apportée par la Caisse des Marchés s'étend aux activités les plus diverses : l'industrie des gazogènes, celle des carburants de remplacement (tourbe, lignite, etc.), aussi bien que celle des textiles de remplacement, sont parmi celles pour lesquelles ses opérations ont

pris le plus d'extension. L'application pratique du système des lettres d'agrément date du début de l'année 1941. Depuis lors le montant des crédits accordés dépasse 1 milliard et demi de francs.

*
* *

C'est en collaboration avec les établissements bancaires privés que la Caisse Nationale des Marchés de l'Etat, établissement public, participe au crédit industriel et commercial à moyen terme. Elle n'a pas encore accordé d'avances directes, mais par les acceptations, les avals, les endos qu'elle donne, elle permet aux établissements de crédit de prêter leur concours aux entreprises dans les meilleures conditions possibles.

Les chiffres rapportés ci-dessus montrent l'importance du concours et les possibilités qu'offre ce nouveau rouage de l'organisation du crédit.

E. — La Banque Nationale Française du Commerce Extérieur

En juin 1919, M. Clémentel, ministre du Commerce, déposait sur le bureau de la Chambre des Députés un projet de loi « ayant pour objet l'attribution d'une partie de la redevance supplémentaire versée par la Banque de France au Trésor, en vertu de l'article 4 de la Convention du 26 octobre 1917, à une banque destinée à favoriser le Commerce extérieur de la France ».

Il s'agissait purement et simplement de la ratification d'une convention passée le 28 mai 1919 entre MM. Clémentel et Klotz, ministre des Finances, d'une part, et MM. Jules Bloch, G. Griolet et G. Fermé agissant au nom de la Banque Nationale Française du Commerce Extérieur (en formation) de l'autre.

Cette convention, ainsi que les statuts du futur établissement, furent soumis à l'examen des commissions parlementaires compétentes. Celles-ci y apportèrent quelques modifications qui firent l'objet de deux avenants en date des 21 juillet et 24 septembre 1919.

L'ensemble ainsi amendé fut approuvé par la loi du 23 octobre 1919 et, le 4 mars suivant, la Banque Nationale Française du Commerce Extérieur était définitivement constituée.

I. — ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

La Banque Nationale Française de Commerce Extérieur n'est pas un organisme d'Etat, mais une institution privée, fonctionnant avec l'appui financier et sous le contrôle des pouvoirs publics.

Le capital de la Banque a été souscrit à concurrence des deux tiers par des groupements d'industriels ou de commerçants, et à concurrence d'un tiers par un groupe de banques comprenant la plupart de nos grands établissements financiers.

L'article 18 des statuts stipule que « les trois quarts au moins des actions doivent toujours être la propriété de Français ». Pour assurer l'efficacité de cette disposition, les actions sont et restent nominatives, même après leur entière libération.

Elle est administrée par un Conseil d'administration de six à douze membres, nommés pour six ans, renouvelables par tiers et rééligibles, dont les deux tiers doivent être des commerçants et industriels, et un tiers seulement des banquiers ou des fonctionnaires d'établissements financiers.

Les nominations du Président du Conseil d'Administration et du Directeur Général sont approuvées par décrets rendus sur la proposition du Ministre des Finances et du Ministre du Commerce.

Deux commissaires du gouvernement nommés par décrets rendus dans les mêmes conditions, sont délégués auprès de la Société. Ce sont le Directeur du Mouvement Général des Fonds, pour le Ministère des Finances, et le Directeur de l'Expansion Commerciale pour le Ministère du Commerce. Ces commissaires ont entrée et voix consultative aux séances du Conseil d'administration, qui doit notamment demander leur avis avant toute prise de participation dans une entreprise bancaire étrangère. Ils font chaque année un rapport sur la gestion de la Banque.

A la demande de la Commission sénatoriale de Commerce, il a été inséré dans les statuts que dans le cas où le Conseil d'administration ne tiendrait pas compte des observations des Commissaires du Gouvernement, les Ministres des Finances et du Commerce pourraient suspendre les versements du Trésor à la Banque, autorisés par la Convention du 28 mai 1919, après avoir entendu le Conseil d'administration dans ses explications.

Enfin, dernière modalité de contrôle, les statuts de la Société

ne peuvent être modifiés sans l'autorisation du Ministre des Finances et du Ministre du Commerce, qui disposent d'un droit d'initiative pour soumettre des amendements à l'assemblée des actionnaires.

★★

Les produits nets de chaque exercice, déduction faite de toutes les charges et des frais généraux, ainsi que des amortissements, réserves et provisions jugés nécessaires par le Conseil d'administration, sont répartis comme suit :

1°) 5 % à la réserve légale ;

2°) intérêt cumulatif de 6 % aux actions sur le montant versé ;

3°) ensuite, et sous déduction des sommes que l'Assemblée générale déciderait de reporter :

60 % aux actionnaires,

5 % au personnel,

5 % au Conseil d'administration,

30 % à l'Etat.

En cas de liquidation de la Société, l'actif réalisé servirait d'abord à rembourser les tiers, puis l'Etat, et enfin les actionnaires.

★★

La Banque Nationale du Commerce Extérieur a son siège à Paris, 21 boulevard Haussmann. Elle n'a pas de succursales en France, mais seulement des bureaux de correspondants sur les places principales : Lyon, Marseille, Le Havre, Bordeaux, Mazamet, Nantes, Roubaix, Tourcoing.

A l'Etranger ainsi que dans les colonies françaises et pays de protectorat, elle peut ouvrir des guichets partout où le Conseil d'administration le juge utile. Cependant elle ne peut s'établir sur les places étrangères où des établissements de crédit français sont déjà représentés, qu'après entente avec ces derniers. En cas de désaccord la succursale ne peut être installée que sur l'avis conforme des Commissaires du Gouvernement.

II. — RESSOURCES

Le *capital* de la Banque Nationale Française de Commerce Extérieur, au nominal de 75 millions, n'est libéré que du tiers, soit 25 millions versés.

Les *réserves* comprennent la Réserve Légale (1.244.526) et le compte de Réserve spéciale (frs : 25.000.000) où sont comptabilisées les avances de l'Etat.

Le Ministre des Finances a été autorisé, par l'article 3 de la loi du 23 octobre 1919, portant approbation de la convention du 28 mai précédent, à verser à la B.N.F.C.E., après déduction du prélèvement accordé au Crédit agricole, les deux tiers de la redevance supplémentaire payée par la Banque de France au Trésor en exécution de la convention du 26 octobre 1917, dans les conditions suivantes :

1°) à titre de subvention, jusqu'à concurrence d'une somme maxima de deux millions par an, cette subvention devant être versée pendant cinq ans et cesser après ce délai, s'il est réparti aux actionnaires un dividende de 6 % ou si le montant du fonds spécial de réserve ci-après atteint 25 millions de francs.

2°) pour le surplus, à titre d'avances sans intérêt, jusqu'à ce que le fonds spécial de réserve constitué par les versements de l'Etat atteigne 25 millions de francs. Ce montant a été atteint dès 1921.

Le remboursement desdites avances doit s'effectuer au moyen de la participation de l'Etat dans les bénéfices réalisés par l'établissement.

*
**

En dehors de ces ressources et des bénéfices reportés (frs. 2.497.810,47) la Banque dispose pour alimenter ses opérations du montant de ses *comptes de dépôt à vue* qui s'élevaient au 31 décembre 1938 à frs. 223.870.559,15.

Les dépôts à vue représentant 80 % des moyens de crédit de la Banque Nationale Française du Commerce Extérieur, celle-ci est tenue de veiller constamment au maintien de la liquidité de son bilan.

III. — OPÉRATIONS

Les grands établissements de crédit, après avoir été longtemps hostiles à la création d'une banque du Commerce extérieur, ont largement participé à la souscription du capital de la B.N.F.C.E. et se sont assurés ainsi une place importante dans son Conseil d'administration où sont représentés notamment le Crédit Lyonnais, le Comptoir National d'Escompte, la Société Générale et la Banque de Paris et des Pays-Bas.

Certains ont vu dans ce revirement une manifestation du désir des banques de se rendre maîtresses des destinées de la nouvelle institution afin d'être mieux à même de se protéger contre son éventuelle concurrence.

Il est de fait que l'on retrouve dans les statuts de la B. N. F. C. E. les traces de cette préoccupation. Nous avons noté les limitations apportées à l'ouverture de succursale de la Banque là où des établissements de crédit français ont déjà établi une représentation. Dans leur première rédaction les statuts stipulaient en outre que dans ces agences, ainsi qu'au siège social, les opérations de la B. N. F. C. E. devraient être limitées strictement à ce qui concerne le commerce d'exportation et d'importation et qu'il ne pourrait être servi d'intérêts qu'aux soldes créditeurs des comptes courants résultant d'opérations commerciales. Une liberté plus grande était consentie aux autres agences en pays étrangers, mais il leur était néanmoins interdit de faire aucune opération de bourse ou de spéculation. En outre la Banque se voyait refuser le droit d'ouvrir des comptes de dépôts de fonds, bien que cette mesure eut pour conséquence normale d'inciter le vendeur étranger à rapatrier immédiatement le produit de la vente encaissée par la B. N. F. C. E., ou à en transférer le montant dans une banque étrangère.

Fort heureusement les commissions parlementaires exigèrent et obtinrent une atténuation de ces dispositions par trop restrictives. Aux termes de l'article 3 des statuts (modifié par l'avenant du 21 juillet 1919), l'objet spécial de la Banque Nationale Française du Commerce Extérieur est de faire :

a) aux Colonies françaises, dans les pays de protectorat et à l'étranger, toutes opérations usuelles de banque et *principalement* celles qui concernent le commerce d'exportation et d'importation ;

b) en France, les opérations *strictement limitées* à celles concernant le commerce d'exportation et d'importation.

Les facilités de crédit accordées par la Banque sont fort diverses : ouvertures de crédit documentaires pour l'importation des marchandises étrangères ; avances sur marchandises ; opérations de change ; mobilisations de créances sur l'étranger et les colonies françaises.

Le fait que cet établissement ait été surtout conçu comme une banque de dépôt, limite l'efficacité et l'étendue de son concours aux exportateurs. Pour ceux-ci le problème est en effet de trouver la mobilisation de leurs créances à moyen terme représentées par les traites à six, neuf, douze mois et plus qu'ils tirent sur leurs acheteurs étrangers. Pour la mobilisation de ces créances la Banque fait endosser à son ordre la traite non bancable et ouvre à son cédant un crédit d'acceptations dans la limite duquel elle l'autorise à tirer sur elle-même des effets à 3 mois renouvelables. M. Germain Martin a pu dire de ces opérations : « au fond, c'est la mise en œuvre, grâce à la complaisance imposée à la Banque de France, de la pratique des crédits à long terme. Un maquillage si savant qu'il soit ne change pas la nature de l'opération ». Même avec cette formule la B. N. F. C. E. ne peut mobiliser que dans une faible proportion les créances dont l'échéance est supérieure à neuf mois, la Banque de France n'admettant pas à l'escompte des effets trimestriels renouvelés plus de deux fois.

C'est pour suppléer à cette carence que le Crédit National a été autorisé par le décret du 29 avril 1933 à escompter les bons émis par des Etats étrangers ou des Sociétés étrangères chargées de services publics, dont l'échéance peut atteindre jusqu'à douze ans.

En dehors des opérations de banque courantes que nous avons énumérées ci-dessus, la B. N. F. C. E. apporte son aide aux exportateurs titulaires d'arriérés de clearing et contribue également à la réalisation d'opérations de compensation privées entre la France et divers pays étrangers.

Les opérations commerciales de la Banque figurant à son bilan sous les rubriques suivantes (5) :

(5) Ces chiffres sont ceux de l'exercice 1938, les exercices suivants ayant subi directement le contre-coup des événements actuels.

— Portefeuille (effets escomptés et bons du Trésor)	frs : 102.541.666,93
— Clients débiteurs (avances consenties par la Banque)	frs : 25.585.639,05
-- Débiteurs par acceptations (crédits d'acceptations)	frs : 149.141.751,04
— Débiteurs par crédits commerciaux et cautions (crédits ouverts auprès de correspondants et caution à des administrations)	frs : 59.750.425,62

Il existe également un poste « Participations financières, Rentes actions et obligations » qui s'élève à frs : 6.729.282,49.

Un compte d'ordre intitulé « Opérations de change à terme » retrace les opérations de change effectuées pour le compte de ses clients par la Banque. Il présentait un solde de frs : 48.808.217,35 à fin décembre 1938.

Du fait de son capital très réduit, la Banque Nationale Française du Commerce Extérieur (son Président le signalait à l'Assemblée des actionnaires de 1939) voit lui échapper un certain nombre d'opérations qui sont confiées à des établissements dotés de ressources plus importantes. Par ailleurs elle est assez mal outillée pour assurer de façon satisfaisante la mobilisation des créances à moyen terme des exportateurs français. Il y a là une lacune qui n'a été que partiellement comblée par l'intervention du Crédit National et de la Caisse des Dépôts et Consignations.

En l'état actuel, le commerce français d'exportation n'est pas encore pourvu de l'établissement de crédit à moyen terme spécialisé qui lui serait pourtant très nécessaire pour soutenir la concurrence des compétiteurs étrangers.

F. — Le Sous-Comptoir des Entrepreneurs

Le Gouvernement provisoire institué après la Révolution de 1848, « considérant qu'il importait de faire participer aux bienfaits du Crédit tous les membres de la société qui en avaient été déshérités jusqu'à présent », avait décidé, par un décret du 7 mars 1848, la création, avec la participation de l'Etat et des

Collectivités locales, de Comptoirs Nationaux d'Escompte, chargés d'escompter aux petits commerçants et industriels, qui avaient difficilement accès à la Banque de France, des effets de commerce revêtus de deux signatures au moins. C'est sur ces bases que fut constitué, le 8 mars 1848, le « Comptoir National d'Escompte de la Ville de Paris ».

Le gouvernement ayant constaté que le plus grand nombre de petits commerçants et industriels ne pouvaient avoir la seconde signature exigée et se trouvaient ainsi privés des ressources du Comptoir d'Escompte, « n'ayant d'autres moyens de crédit qu'un actif nécessairement immobilisé entre leurs mains », décréta, le 24 mars 1848, que dans les villes où existeraient un Comptoir d'Escompte, il pourrait être établi « soit par localité, soit par agrégations d'industries, des Sous-comptoirs de garantie, destinés à servir d'intermédiaires entre le commerce, l'industrie et l'agriculture, d'une part, et les Comptoirs Nationaux d'Escompte de l'autre ». Les opérations de ces Sous-comptoirs consisteraient à procurer aux intéressés, par engagement direct, aval ou endossement, l'escompte de leurs titres et effets de commerce auprès du Comptoir principal, moyennant des sûretés données par voie de nantissement sur marchandises, récépissés des magasins de dépôt, titres et autres valeurs. Conformément à ces dispositions, un arrêté, en date du 11 avril 1848, établissait près le Comptoir National d'Escompte de Paris, un Sous-comptoir de garantie des entrepreneurs de bâtiment.

Par dérogation au décret du 24 mars 1848, une loi du 8 juillet 1848, tendant à secourir les différentes industries qui se rattachent au bâtiment, autorisa le nouvel établissement à prêter sur garanties mobilières et immobilières, et à escompter toutes valeurs à deux ou plusieurs signatures se rattachant au bâtiment.

En fait, le Sous-comptoir des Entrepreneurs se contentait d'endosser, à l'ordre du Comptoir National d'Escompte de Paris, les valeurs qui lui étaient remises par ses clients. Mais ces effets exigeaient de fréquents renouvellements, aussi des difficultés s'élevèrent-elles bientôt entre le Sous-comptoir et le Comptoir d'Escompte de Paris, habitué aux escomptes commerciaux ordinaires. Ces difficultés amenèrent le Sous-comptoir à rompre les relations qu'il entretenait avec le Comptoir et à s'adresser au

Crédit Foncier de France pour le remplacer. C'est dans ces conditions qu'une loi, promulguée le 26 mai 1860, substitua la Société du Crédit Foncier de France au Comptoir d'Escompte de Paris pour toutes les opérations que ce dernier avait été autorisé à traiter avec le Sous-comptoir des Entrepreneurs, en le faisant bénéficier à cet effet des privilèges et garanties accordés précédemment au Comptoir d'Escompte (garantie de l'Etat, facilités de procédure pour la mobilisation des gages mobiliers, etc...).

Bien qu'il ne fut plus rattaché à un Comptoir National d'Escompte, le Sous-Comptoir des Entrepreneurs conserva cette dénomination qui ne s'explique que par les considérations historiques que nous venons de rappeler brièvement.

I. — ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Le Sous-Comptoir des Entrepreneurs est une société anonyme dont le capital, fixé primitivement à cinq millions de francs, a été porté à quinze millions par décision de l'Assemblée Générale du 21 décembre 1931.

La société a pour objet de faciliter en France les entreprises relatives à l'industrie et au commerce du bâtiment, en procurant des capitaux à tous propriétaires et entrepreneurs qui désirent édifier des constructions.

Elle est administrée par un Conseil composé d'un Président-Directeur, nommé par arrêté du Ministre des Finances, et de onze membres nommés par l'Assemblée générale des actionnaires, pour trois ans, renouvelables par tiers. Le Directeur doit justifier de la propriété de 200 actions inaliénables jusqu'à l'apurement de ses comptes, et les administrateurs de la propriété de 100 actions inaliénables pendant toute la durée de leurs fonctions. Les administrateurs reçoivent des jetons de présence dont la valeur est fixée par l'Assemblée générale : le directeur a seul droit à un traitement fixé par une délibération du Conseil d'Administration.

Le Conseil peut, pour des causes graves et par une décision prise à la majorité de huit voix au moins, demander au Ministre des Finances de suspendre le Directeur.

Aucune délibération n'est, en dehors de ce cas, valable sans

le concours du Directeur et de six administrateurs. Le vote du Directeur, s'il est contraire à la délibération, en suspend l'exécution pendant quarante-huit heures ; après ce délai il est procédé à une délibération nouvelle et définitive, qui doit être prise à la majorité absolue des voix.

Le Directeur préside le Conseil. En cas de partage il a voix prépondérante.

L'Assemblée générale annuelle est composée des propriétaires d'au moins vingt-cinq actions (les actions sont au nominal de 100 frs). Chaque actionnaire a autant de voix qu'il possède de fois 25 actions sans que personne puisse en avoir plus de 5 en son nom personnel, ni plus de 10 tant en son nom propre que comme mandataire.

Le Sous-Comptoir des Entrepreneurs est un établissement semi-public, soumis au contrôle des agents de l'Etat. Nous avons vu que son Directeur, qui joue un rôle prépondérant dans l'administration de la société, est nommé par le Ministre des Finances. Aux termes du décret du 22 novembre 1926, le Sous-Comptoir est tenu de publier, tous les mois, sa situation au « Journal Officiel » et dans les journaux d'annonces légales du département de la Seine, et de remettre un relevé de cette situation au Ministre des Finances, au Préfet de la Seine, au Préfet de police, à la Chambre de Commerce de Paris et au Greffe du Tribunal de Commerce de la Seine. La Société doit en outre fournir au Ministre des Finances, sur sa demande ou à des époques par lui déterminées, des états présentant la situation de la caisse, du portefeuille et des comptes, ainsi que du mouvement des opérations. Enfin la gestion des affaires sociales peut être soumise à la vérification des délégués du Ministre des Finances, toutes les fois que celui-ci le jugé convenable. Il doit être donné communication à ces délégués des registres, souches, documents, comptes, etc..., appartenant à la société ; les valeurs de Caisse et de portefeuille leur sont également représentées.

D'autre part, quand l'Assemblée générale a voté des modifications aux statuts, le Conseil d'administration, représenté par trois de ses délégués, est autorisé à suivre auprès du Gouvernement l'obtention de son autorisation aux modifications adoptées, à consentir les changements qui seraient exigés et à réaliser les actes qui doivent consacrer ces modifications.

Enfin l'autorisation donnée à la Société pourra être révoquée en cas de violation ou de non exécution des statuts.

On voit dans quelle étroite dépendance le Sous-Comptoir est tenu vis-à-vis des pouvoirs publics, pour tout ce qui concerne sa gestion.

Il en est de même en ce qui concerne ses rapports avec le Crédit Foncier de France, régis par un traité passé avec cet établissement le 27 juillet 1926 et modifié par un avenant en date du 27 février 1932.

Les trois quarts de capital du Sous-Comptoir sont déposés au Crédit Foncier à titre de garantie et produisent à son profit un intérêt égal à l'escompte moyen des billets endossés au profit du Crédit Foncier.

Le Crédit Foncier a près du Sous-Comptoir un délégué chargé de suivre ses opérations et de lui rendre compte ; aucune opération ne peut être faite par le Sous-Comptoir sans l'approbation du Crédit Foncier. Par conséquent la libre disposition qui lui est laissée du quart de son capital et de ses réserves, ne lui permet pas de faire des opérations sans le contrôle de ce dernier.

II. — OPÉRATIONS

D'après l'article 10 de ses statuts, les opérations du Sous-Comptoir consistent :

1°) à procurer aux commerçants et industriels s'occupant de l'industrie du bâtiment, soit par aval, soit par endossement, l'escompte de leurs titres et effets de commerce moyennant des sûretés mobilières ou immobilières ;

2°) à escompter et réescompter les effets à deux ou plusieurs signatures se rattachant au bâtiment, dans les conditions fixées par le Conseil d'Administration.

Le concours du Sous-Comptoir est donné sous forme d'ouvertures de crédit en compte-courant, dont la réalisation est constatée au moyen de billets à échéance fixe, renouvelables tous les trois mois jusqu'à l'expiration du crédit, dont la durée est au maximum de quatre ans. Le taux d'intérêt, qui est fixe pendant toute la durée de l'opération, est supérieur de 0,40 % au taux des prêts hypothécaires du Crédit Foncier, soit actuellement 6,70 %.

Au fur et à mesure de l'exécution des travaux, un architecte désigné par le Sous-Comptoir certifie le degré d'avancement déterminé pour chaque prélèvement de l'accrédité. Trois jours avant le versement des fonds, l'accrédité souscrit à l'ordre du Sous-Comptoir un effet à trois mois qui est endossé par le Directeur et remis au Crédit Foncier. Deux jours après le produit net de l'escompte de l'effet est versé au Sous-Comptoir.

Le taux de l'escompte est en principe inférieur de 0,80 % au taux fixé pour les ouvertures de crédit du Sous-Comptoir, la différence constituant la commission d'intervention de ce dernier.

Le montant des billets non renouvelés en temps voulu au cours du crédit, ainsi que le montant des crédits non remboursés à leur échéance et non remplacés par des prêts à long terme du Crédit Foncier, sont portés au débit du compte du Sous-Comptoir et produisent intérêt au taux des prêts hypothécaires du Crédit Foncier en vigueur au moment où le crédit a été autorisé par lui, augmenté de 1 %.

A l'échéance du crédit, l'emprunteur doit rembourser la totalité des billets. A défaut l'accrédité, s'il s'agit d'un crédit garanti hypothécairement et si l'immeuble pour l'édification duquel le crédit a été ouvert est complètement achevé, doit s'adresser au Crédit Foncier pour demander un prêt amortissable dont le produit sera employé à rembourser la créance du Sous-Comptoir. Cette consolidation est d'ailleurs l'aboutissement normal des opérations du Sous-Comptoir à qui la réduction de 0,40 % sur le taux d'intérêt des prêts hypothécaires consentie par le Crédit Foncier pour l'escompte des billets, n'est définitivement acquise que lorsque l'opération se termine de cette manière.

Le prêt de consolidation ne pouvant dépasser la moitié de la valeur de l'immeuble offert en hypothèque, d'après l'estimation des experts du Crédit Foncier, il peut arriver que le découvert du Sous-Comptoir dépasse le produit du prêt. Dans cette éventualité le Sous-Comptoir peut, soit exiger de l'accrédité le remboursement immédiat de la différence, soit lui accorder un délai pour ce remboursement, mais en concédant une cession d'antériorité au Crédit Foncier qui doit toujours être inscrit en premier rang. Les fractions de crédits non consolidés et conservées ainsi par le Sous-Comptoir représenteraient une quinzaine de

millions d'après les déclarations du Directeur de l'établissement à l'Assemblée du 21 décembre 1938.

Un décret, en date du 24 mai 1938, « tendant à faciliter la construction immobilière par l'amélioration du crédit hypothécaire », a donné au Crédit Foncier la possibilité d'intervenir aux actes d'ouverture de crédit du Sous-Comptoir et de fixer, avant le commencement des travaux, le montant et les conditions du prêt à long terme qui sera réalisé, lors de l'achèvement de l'immeuble, pour la consolidation des avances du Sous-Comptoir. Les accrédités sont ainsi en mesure d'établir au départ un programme financier définitif. Ils réalisent en outre une économie de frais appréciable, l'ouverture du crédit initial et le contrat de prêt conditionnel du Crédit Foncier faisant l'objet d'un seul acte et d'une seule inscription hypothécaire.

AVANTAGES CONCÉDÉS AU SOUS-COMPTOIR

Le Sous-Comptoir bénéficie, notamment au point de vue fiscal, d'un certain nombre de facilités exorbitantes du droit commun.

L'article 10 de la loi du 24 mars 1848, instituant les Sous-Comptoirs de Garantie, exonère les actes destinés à établir leurs droits comme créanciers du droit proportionnel d'enregistrement. En conséquence, les actes d'ouverture de crédit du Sous-Comptoir des Entrepreneurs sont enregistrés moyennant un droit fixe de trente-cinq francs, quelle que soit l'importance du crédit octroyé. Cet avantage est considérable puisque le droit proportionnel est de 1,65 %. Un décret du 2 mai 1938 a dispensé également du droit proportionnel d'enregistrement les emprunts de consolidation des ouvertures de crédit du Sous-Comptoir bénéficiant de bonifications d'intérêt, de telle sorte que toutes les opérations de cette nature effectuées par l'intermédiaire du Sous-Comptoir n'ont à payer que le seul droit fixe prévu par la loi de 1848.

Le décret du 24 mai 1938, déjà cité, a étendu au profit du Sous-Comptoir le bénéfice de certaines règles de procédure particulières au Crédit Foncier de France. C'est ainsi que le Sous-Comptoir a maintenant la faculté de mettre sous séquestre l'immeuble hypothéqué en cas de non paiement des intérêts par l'emprunteur. Cette procédure, réglée par les articles 29

et suivants du décret du 28 février 1852 sur les sociétés de crédit foncier, permet d'affecter les revenus nets des immeubles donnés en gage au paiement des intérêts du prêt, en évitant au créancier de recourir à des expropriations souvent désavantageuses. Le même décret réduit également les délais d'encaissement du prix de l'immeuble donné en gage lorsqu'il est exproprié ou aliéné volontairement : le prix en est versé à la Société immédiatement après l'expiration des délais de surenchère jusqu'à concurrence du montant de la dette garantie, nonobstant toutes oppositions, contestations ou inscriptions de créanciers de l'emprunteur. Une condition est toutefois imposée : il faut que la créance du Sous-Comptoir soit garantie par une hypothèque de premier rang ou par une hypothèque prenant rang immédiatement après celle du Crédit Foncier.

Enfin la loi du 12 décembre 1940 a étendu aux ouvertures de crédit consenties par le Sous-Comptoir antérieurement à la date de publication du décret-loi du 24 mai 1938, et pour le premier renouvellement, la dispense de renouvellement décennal des inscriptions hypothécaires prévue par l'article 47 du décret-loi du 26 février 1852 au profit des Sociétés de Crédit Foncier.

III. — RESSOURCES ET VOLUME DES OPÉRATIONS

Le Sous-Comptoir dispose pour ses opérations de la partie disponible de son capital, de ses réserves et de l'encours d'escompte qui lui est accordé par le Crédit Foncier de France. En tant qu'endosseur des billets des accrédités, il joue un rôle d'intermédiaire entre les emprunteurs et le Crédit Foncier qui est appelé en définitive à fournir les fonds pour l'escompte des effets.

Le *capital* fixé à l'origine à 5 millions a été porté à 15 millions en 1931, par l'émission à 350 francs de 100.000 actions nouvelles de 100 francs. La prime d'émission ressort donc à 25 millions.

Les *réserves* comprennent la Réserve statutaire de Frs : 11.080.000 et la « Provision pour risques de prêts » qui s'élève à Frs : 21.261.551 ; soit ensemble 32.341.551 francs.

La limite des crédits ouverts par le Sous-Comptoir avec le consentement et sous le contrôle du Crédit Foncier, est fixée par le Conseil d'Administration de ce dernier. Elle ne peut, aux termes des conventions qui régissent les rapports des deux établissements, excéder douze fois l'actif social du Sous-Comptoir.

Le volume des prêts du Sous-Comptoir est passé par un maximum en 1931 avec un montant de crédits en cours de 1 milliard 101 millions. Ce chiffre se trouvait ramené à 522 millions en 1934 et 244 millions en 1938. Cette diminution des opérations est en quelque sorte le reflet de la crise qui pèse sur les industries du bâtiment depuis plusieurs années et dont nous avons indiqué les principales causes dans la première partie de cette étude.

Au cours de l'exercice 1937-1938 (l'année sociale s'étend du 1^{er} novembre au 31 octobre) il a été accordé 218 nouveaux crédits pour un montant total de 18.465.000 francs, alors que, dans le même temps, les remboursements portaient sur 238 crédits pour une somme de 44.372.000 francs.

Les effets en souffrance (billets échus et non renouvelés) atteignaient au 31 octobre 1938 le chiffre respectable de 173.784.400 francs, contre 203.088.900 francs au 31 octobre 1937. La diminution de 29 millions s'applique pour partie à des billets remboursés par les accrédités et, pour le surplus, à des billets correspondant à des immeubles acquis par le Sous-Comptoir.

L'actif immobilier de cet établissement représentait au 31 octobre 1938 une valeur de 57.407.622 francs, mais il ne figure au bilan que pour 46.224.248 francs, après un amortissement d'environ 11 millions.

Il convient de noter que par application de l'article 12 des statuts, les effets en souffrance ne sont portés au bilan que pour 75 % de leur valeur nominale. Il en résulte un abattement de 43 millions qui, ajoutés à la provision pour risques de prêts, constituent une réserve spéciale de 65 millions qui paraît de nature à mettre le Sous-Comptoir à l'abri de toute surprise.

*
**

Nous avons vu que les statuts du Sous-Comptoir lui permettent de consentir des prêts aussi bien contre des sûretés immobilières (privilèges et hypothèques) que mobilières (transports, dépôts, nantissement de marchandises).

A l'origine le Sous-Comptoir acceptait les garanties les plus variées. Au cours de son premier exercice social (1848-1849) les avances effectuées sur nantissements se sont élevées à 1 million et demi, contre 2 millions et demi d'avances garanties hypothécairement. Mais, par la suite, les opérations mobilières n'ont cessé de décroître, tout particulièrement à partir de 1860, date du rattachement de la Société au Crédit Foncier, organisme spécialisé dans le crédit hypothécaire.

A l'heure actuelle le Sous-Comptoir n'accepte plus d'autre garantie que celle de l'hypothèque. En effet, d'après les indications données par la Société, les ouvertures de crédit sont consenties :

1°) à tout propriétaire qui désire construire ou qui veut entreprendre des travaux d'amélioration ou de surélévation de bâtiments qui lui appartiennent. Si le constructeur n'est pas le propriétaire du terrain, ce dernier doit intervenir à l'opération en donnant un cautionnement hypothécaire limité au terrain affecté en garantie de l'ouverture de crédit du Sous-Comptoir.

2°) à tout entrepreneur de travaux se rattachant au bâtiment, susceptible de donner une garantie hypothécaire.

Dans ces conditions le Sous-Comptoir ne prête plus directement aux entrepreneurs comme le préoyaient ses statuts, mais aux propriétaires d'immeubles. Le Crédit Foncier n'acceptant en garantie que des propriétés d'un revenu durable et certain, un terrain à bâtir dans une ville, malgré sa valeur vénale, n'est pas accepté en gage par cet établissement, puisqu'il ne fournit pas un revenu permettant à l'emprunteur de payer les annuités du prêt. L'objet du Sous-Comptoir est précisément de combler cette lacune, de compléter le Crédit Foncier et de permettre au propriétaire d'un terrain d'emprunter pour y faire édifier des constructions.

Du fait de la réduction du volume de ses opérations, les

bénéfices réalisés par le Sous-Comptoir au moyen de ses ouvertures de crédit sur la base d'une commission d'intervention de 0,80 %, sont devenus très faibles. Les profits qui permettent à cet organisme de faire face à ses frais généraux et de rémunérer son capital, proviennent de son domaine immobilier et des intérêts des billets échus et non renouvelés, dont on a noté le montant considérable.

CHAPITRE VIII

LES ORGANISMES PRIVES

Parallèlement à l'action des pouvoirs publics, l'initiative privée a entrepris, au lendemain de la guerre de 1914-1918, la création d'organismes toujours plus nombreux, capables de résoudre les problèmes délicats que soulève le financement des entreprises.

Parmi ces organismes nouveaux, nous distinguerons ceux qui pratiquent l'ensemble des opérations étudiées dans la première partie de cette étude, et ceux qui limitent leur activité à certaines d'entre elles.

Les premiers sont, pour la plupart, des filiales que les grands établissements de crédit ont été conduits à créer par souci de leur liquidité et pour respecter le principe de la spécialisation. Certains ont été fondés par des groupements exclusivement bancaires ; d'autres sont le fruit de la collaboration de banques et de grandes affaires industrielles. Les uns et les autres fonctionnent avec des frais généraux réduits, la plupart de leurs services étant assurés par les banques fondatrices avec lesquelles ils ont une direction commune. Quant au placement de leurs émissions de bons de caisse et d'obligations, il est effectué par les sociétés-mères qui disposent à cet effet de leurs multiples guichets.

Les établissements spécialisés ont surtout pour objet le financement de la vente à crédit ; toutefois l'un d'eux se consacre exclusivement à l'octroi de crédits à moyen terme à l'industrie du bâtiment. Certains ont été fondés par des groupements bancaires et industriels associés : les autres ne sont en fait que

les annexes des services de vente de grandes firmes automobiles.

Un certain nombre de ces sociétés s'abstiennent de communiquer leurs bilans et les rapports de leurs Conseils d'Administration. Il est donc difficile, en ce qui les concerne, de donner des indications précises sur leur situation financière, l'emploi de leurs ressources et le volume de leurs opérations. Pour les autres nous retiendrons les chiffres de l'exercice 1938. L'examen des bilans arrêtés postérieurement à la déclaration de guerre ne permettait pas, en effet, d'avoir une vue exacte de leur situation, leur activité ayant subi évidemment le contre-coup des événements internationaux.

SECTION I

LES ETABLISSEMENTS NON-SPECIALISES

A) L'Association Financière pour le Commerce et l'Industrie

L'Association Financière est le premier en date des établissements de crédit à moyen terme. Sa création remonte en effet au mois de mai 1919.

Ses fondateurs avaient envisagé, dès 1917, de constituer un consortium bancaire pour la création d'une société de crédit à long terme dont le capital aurait été statutairement maintenu entre les mains des banquiers souscripteurs. L'objet essentiel de cette société aurait été de se procurer par des émissions d'obligations les capitaux à mettre à la disposition des banques adhérentes pour leurs opérations à moyen terme, contre transfert de leurs créances et des garanties y attachées. Cette solution aurait permis aux intéressés de se dégager de leurs immobilisations, tout en conservant leur clientèle pour leurs opérations de banque pure. Les obligations émises, d'un type unique, et placées sous le patronage des banques associées, auraient été d'un prix de revient moindre que celui des multiples émissions particulières auxquelles elles se seraient substituées.

Le projet n'aboutit pas sous cette forme et le 30 mai 1919 était fondée une société indépendante ayant pour objet de consentir, contre garanties ou cautions, des prêts à long terme ;

de garantir le service des intérêts et de l'amortissement de prêts faits par des tiers à des sociétés françaises ; de participer à toutes souscriptions et à toutes garanties de souscription pour la réalisation d'emprunts publics ou d'émissions privées ; et généralement l'étude de toutes affaires financières, industrielles, commerciales, maritimes ou immobilières françaises.

Ressources

Le *Capital*, fixé à l'origine à 8 millions, a été porté par augmentations successives à 20 millions en 1920 et 24 millions en 1928. Il est divisé en 48.000 actions de 500 francs, dont 32.000 actions de fondation libérées de moitié, et 16.000 actions ordinaires entièrement libérées. Le capital versé est donc de 16 millions.

Les *Réserves* et Fonds d'assurance s'élevaient à fin décembre 1938 à environ 3 millions de francs.

La société a procédé à l'émission de deux *emprunts obligataires*.

1°) en 1920, un emprunt de 10 millions de francs d'obligations de 500 francs, 6 % net, amortissables en cinquante ans à partir du 1^{er} juillet 1921, par tirages au sort annuels ou par rachats en Bourse, sous réserve de remboursement anticipé à partir de 1925. En circulation au 31 décembre 1938 : 14.668 titres.

2°) en 1930, un emprunt de 7.500.000 francs d'obligations de 1.000 francs, 5 % amortissables de 1932 à 1982 dans les mêmes conditions que les précédentes, sous réserve de remboursement anticipé à partir de 1938. En circulation : 5.810 titres.

Le Conseil d'administration est autorisé par les statuts à procéder à des émissions d'obligations dans la limite de cinq fois la fraction non appelée du capital social, augmentée des réserves. L'intérêt et le remboursement des obligations émises sont gagés par le transfert à la Société civile des Obligataires des garanties hypothécaires ou autres sûretés prises par l'Association Financière sur ses débiteurs, lesdites garanties et sûretés ne devant en aucun cas être inférieures au montant des obligations en circulation. La Société Civile des Obligataires a un droit de contrôle sur l'emploi des capitaux.

L'Association Financière émet également des *Bons à échéance fixe*, au porteur ou à ordre, à un, deux et trois ans. Leur montant s'élevait au 31 décembre 1938 à Frs : 2.300.000.

Les *comptes de dépôts* à vue et à préavis formaient à la même date un total de Frs : 1.828.000.

Opérations

L'Association Financière pour le Commerce et l'Industrie consent des prêts d'une durée de cinq ans au maximum. Les crédits réalisés sont remboursables par annuités, payables mensuellement ou trimestriellement, comprenant amortissement du capital, intérêts et frais. Les annuités restent invariables pendant la durée du contrat. Les clauses et conditions générales des prêts réservent au débiteur la faculté de rembourser par anticipation à toute époque et sans indemnité. Les prêts étant consentis au moyen de fonds d'emprunt, les intérêts sont exonérés de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers.

La société a mis sur pied un système de prêts en participation par lequel elle admet ses actionnaires à concourir avec elle aux opérations qu'elle réalise. Le lien juridique qui unit les co-participants à l'Association Financière pour la durée de l'opération est le contrat de participation régi par les articles 47 à 50 du Code du Commerce. C'est la société qui reçoit mandat de gérer, au mieux des intérêts communs, la participation ; le co-participant, sous cette forme, demeure ignoré des tiers comme du débiteur lui-même. Sur la demande du co-participant et contre paiement d'une commission de dûcroire fixée à 2,50 % du montant des sommes garanties, la Société accepte de le garantir contre les risques et charges pouvant résulter soit de retards dans les paiements prévus, soit de l'insolvabilité du débiteur, soit de poursuites contentieuses contre celui-ci. L'Association Financière a réalisé sous cette forme un certain nombre de prêts.

En dehors des prêts proprement dits, l'activité de la Société s'étend à toutes les opérations de crédit à moyen terme : escompte de papier de vente à crédit, avances en comptes-courants, financement de marchés publics et privés, garanties de banque, cautions et avals, etc. Elle émet également, dans les mêmes formes que ses bons personnels, mais pour le compte

de tiers, des bons à échéance avalisés par elle, et payables à ses caisses. Les provisions pour les échéances de chaque mois sont représentées par des acceptations de la Société émettrice et leur versement garanti par la constitution, au profit de l'Association Financière, de sûretés réelles et personnelles.

Enfin la société participe aux émissions de l'Etat, des collectivités et des grandes sociétés industrielles.

Au 31 décembre 1938 les affaires traitées par l'Association Financière pour le Commerce et l'Industrie se répartissaient de la manière suivante :

Prêts et avances	Frs :	16.531.140
Portefeuille-Effets	Frs :	10.227.682
Débiteurs-Divers	Frs :	3.812.619
Portefeuille-Titres	Frs :	3.490.645
Cautions et avals	Frs :	2.342.081

A l'effet de couvrir les risques des prêts à moyen terme, la Société a constitué un « fonds d'assurance » dont le montant s'élève à Frs : 1.254.372,80. Cette réserve spéciale est représentée par des titres de l'Etat ou des valeurs de premier ordre inscrites à la Cote officielle, qui sont compris dans le montant du Portefeuille Titres indiqué ci-dessus.

B) L'Union pour le Crédit à l'Industrie Nationale (U. C. I. N. A.)

Cette société a été fondée le 18 juin 1919 par le Crédit Lyonnais et le Comptoir National d'Escompte de Paris.

Les raisons qui ont déterminé ces deux grands établissements de crédit à constituer le nouvel organisme, ont été exposées en ces termes dans le rapport du Conseil d'administration du Comptoir National d'Escompte à l'Assemblée générale des actionnaires du 20 avril 1920 : « Nous avons pensé que dans les circonstances présentes il devenait indispensable pour le Comptoir d'apporter sa contribution au développement industriel de la France et de s'adapter aux besoins nouveaux, sans se départir des règles de prudence auxquelles il est astreint par son rôle essentiel de banque de dépôts : souci constant d'éviter les immobilisations, nécessité absolue d'écarter toute opération qui pourrait se traduire par une inflation durable du porte-

feuille-titres et des participations financières. Aussi, de concert avec le Crédit Lyonnais que nous savions attaché aux mêmes principes de prudence, avons-nous en juin dernier constitué l'Union pour le Crédit à l'Industrie Nationale (UCINA). Cette banque, au capital de 25 millions de francs, est destinée à procurer, grâce à la souplesse de son fonctionnement, aux entreprises déjà existantes, même de faible importance, les capitaux indispensables à leur transformation ou à l'extension de leurs exploitations. Elle peut aider à l'étude et à la constitution de sociétés nouvelles, ou groupement d'affaires similaires, etc.. Les entreprises régionales pourront aussi, par l'entremise des agences des deux établissements, trouver plus facilement les ressources qui leur sont nécessaires dans les milieux même où elle peuvent être appréciées et leurs titres rencontrer un accueil plus favorable avec un courant d'échanges capable d'en permettre la négociation ».

L'U.C.I.N.A. est administrée par un Conseil de six à douze membres, composé de représentants du Crédit Lyonnais et du Comptoir National d'Escompte.

Le capital de la Société, initialement fixé à 25 millions, a été porté à 50 millions en 1928. Il est divisé en cent mille actions de 500 francs libérées de 125 francs.

La Société a été créée « en vue de contribuer au développement économique de la Nation » et a pour objet « l'étude et la réalisation de toutes opérations financières, commerciales, industrielles et agricoles » (art. 3 des statuts). En fait U.C.I.N.A. consent des crédits de trois mois à cinq ans aux commerçants et industriels qui en ont besoin pour mobiliser leurs créances commerciales, pratiquer la vente à crédit, construire des immeubles ou des usines, développer leurs affaires, ou passer des marchés avec l'étranger.

Les crédits consentis comportent soit des taux d'intérêt variables en fonction de ceux de la Banque de France, soit des taux fixes pour des durées déterminées, et sont exonérés de l'impôt cédulaire sur le revenu en vertu de l'article 137 du Code Fiscal des valeurs mobilières.

A côté de ces opérations de crédit, la Société pratique toutes sortes d'opérations financières, telles que : créations et transformations de sociétés ; augmentation de capital ; émission de

bons et d'obligations ; participations financières ; cautions, etc...

Les ressources de l'Union pour le Crédit à l'Industrie Nationale sont constituées essentiellement par l'émission de billets à ordre, à échéance fixe, dont les intérêts sont payables par semestre, à terme échu, nets d'impôt cédulaire sur le revenu. Le placement de ces bons est facilement assuré dans la clientèle des deux établissements fondateurs. La Société n'a pas encore usé de la faculté qui lui est donnée par l'article 25 de ses statuts, de contracter des emprunts par voie d'émission d'obligations, dans la limite du double de son capital social. Elle a laissé à une seconde société, fondée par les mêmes établissements, l'« Omnium Financier pour l'Industrie Nationale » (O.F.I.N.A.), au capital de 50 millions de francs, le soin d'émettre des obligations dont le produit est investi dans des prêts à long terme, de dix à vingt-cinq ans, garantis en général par une affectation hypothécaire.

O.F.I.N.A. a émis 30.000 obligations 4 1/2 % de 1.000 francs nominal, amortissables en 26 ans à compter du 1^{er} août 1934, et 50.000 obligations 5 % de 1.000 francs nominal, amortissables en 36 ans à compter du 1^{er} août 1931.

Les bilans de l'Union pour le Crédit à l'Industrie Nationale ne sont pas rendus publics.

C) La Société Anonyme de Crédit à l'Industrie Française (C. A. L. I. F.)

La « C.A.L.I.F. » a été constituée en juin 1928 sous les auspices de la Société Générale, avec le concours d'autres établissements bancaires, notamment : la Banque de l'Union Parisienne, la Banque Nationale de Crédit, le Crédit Commercial de France, l'Union des Mines, Mirabaud et Cie, et deux banques américaines : Morgan et C^o, The National City Bank of New-York (France). A son capital et à son administration participent également d'importantes sociétés industrielles comme la Société des Aciéries de Longwy, la Société Anonyme des Hauts-Fourneaux et Fonderies de Pont-à-Mousson, Louvroil et Recquignies, la Compagnie de Fives-Lille, et des groupements industriels comme l'Union des Industries Métallurgiques et Minières et le Comptoir Sidérurgique de France.

Son objet social englobe toutes les opérations de crédit à moyen terme :

« Consentir des prêts, ouvrir des crédits avec ou sans garantie réelle ou personnelle, à toutes sociétés ou à tous commerçants ou industriels, et à tous particuliers.

« Emettre dans le public des bons à échéance fixe et des valeurs mobilières notamment sous forme d'obligations ;

« Acquérir par voie de souscription, achat, escompte ou échange toutes créances, effets, actions, obligations, etc., et les vendre ou les réaliser sous quelque forme que ce soit.

« Fournir des cautions vis-à-vis de toutes administrations publiques ou autres.

« Acquérir tous immeubles ; obtenir ou accepter des participations dans toutes entreprises industrielles ou commerciales ; effectuer sans réserve toutes opérations de banque et, plus généralement, toutes opérations commerciales que son activité rendrait nécessaires ».

Ressources

Le *Capital* de la Société a été porté de 50 millions à l'origine à 100 millions en octobre 1928. Il est divisé en 100.000 actions de 1.000 francs chacune, libérées de moitié.

Les *Réserves* atteignaient près de 6 millions à fin décembre 1938.

En 1930 la C.A.L.I.F. a procédé à l'émission d'un *emprunt obligataire* portant sur 30 millions de francs d'obligations de 1.000 francs 4 1/2 %, amortissables de 1932 à 1961, soit au pair, par tirages au sort annuels, soit par rachats en Bourse, sous réserve de remboursement anticipé à partir de 1934. A fin 1938 le montant des obligations en circulation se trouvait ramené à Frs : 22.641.000.

La Société émet également des *bons à échéance fixe*. Leur montant s'élevait à la même date à Frs : 18.432.000.

A ces diverses ressources s'ajoutent les *dépôts* de sa clientèle qui figurent au passif pour un montant de Frs : 6.555.000.

Opérations

Voici, d'après le rapport du Conseil d'Administration sur le

premier exercice de la Société, comment s'était manifestée l'activité de celle-ci : « *Les ouvertures de crédit consenties tant « sous forme d'escompte que de découvert, se sont élevées à « plusieurs centaines de millions. Nous avons réservé bon « accueil à toutes les affaires rentrant dans le cadre de notre « activité et présentant les garanties nécessaires, soit qu'il s'a- « gisse de petits crédits de quelques dizaines de milliers de « francs, ou d'opérations portant sur un nombre respectable « de millions. La durée moyenne des engagements souscrits a « été d'un an et demi, la durée maxima de cinq ans. Votre « direction s'est rigoureusement interdit toute opération d'une « durée inférieure à six ou sept mois. A titre indicatif il nous « a paru que notre concours a été spécialement apprécié par « les entrepreneurs de travaux publics ; les constructeurs de « centrales thermiques ou hydrauliques, les chantiers navals ; « les fournisseurs de produits métallurgiques, de matériel élec- « trique, mécanique, automobile, téléphonique, cinématogra- « phique* ». Cette énumération montre la diversité des industries productrices qui, dès sa naissance, s'adressaient à la « C. A. L. I. F. ».

Dans un rapport plus récent, présenté à l'Assemblée ordinaire du 4 avril 1939, le Conseil signalait que « *tout en continuant à traiter les opérations de financement et d'escompte de marchés, la Société avait été amenée à étudier avec sa clientèle la réalisation de crédits consécutifs d'une part à des renouvellements et amélioration d'outillage, d'autre part à l'exécution de marchés passés avec des gouvernements étrangers* ».

Les postes du bilan qui reflètent l'activité de la Société présentaient, au 31 décembre 1938, les soldes ci-après :

Comptes-courants débiteurs .	58.734.500 57
Portefeuille	46.987.021 69
Débiteurs par caution	5.144.290 »

(ce dernier poste est apparu pour la première fois au bilan de 1938 en raison, signale le rapport du Conseil, de l'extension prise par les opérations de cette nature au cours de l'exercice).

Un poste « Participations » figure également au bilan, mais pour un chiffre insignifiant (Frs : 125.000).

L'ensemble des deux postes « Comptes-courants débiteurs » et « Portefeuille » qui forme un total d'engagements de Frs : 105.721.521, avait atteint Frs : 304.617.112 en 1931. Les circonstances qui ont prévalu depuis lors se sont traduites par une sensible et progressive contraction du volume des opérations.

La Société a réduit parallèlement le montant de ses ressources provenant soit des comptes-courants créditeurs (ramenés de 106 millions en 1931 à 6 millions en 1938), soit de ses émissions de bons à échéance fixe (leur circulation a été réduite dans le même temps de 62 millions à 18 millions).

D) L'Union Bancaire du Nord

C'est sous le patronage d'une importante banque régionale, le Crédit du Nord, que cette société a été fondée en octobre 1928. Ont concouru également à sa création une société hollandaise : Nederlandsche Handel Maatschappij, et deux sociétés belges : la Caisse Centrale de Crédit du Boeurenbund, à Louvain, et l'Union Financière d'Anvers.

Le Conseil d'administration de l'Union Bancaire du Nord comprend des représentants du Crédit du Nord et d'affaires industrielles du Nord, ainsi que plusieurs représentants des intérêts belges.

L'Union Bancaire du Nord a pour objet « l'ouverture de tous crédits, sous toutes formes, notamment à long et à moyen terme, à l'industrie et au commerce ».

Ressources

Le *Capital* social, d'un nominal de Frs : 60.000.000, comporte deux catégories de titres : 15.000 actions A libérées de 75 % et 45.000 actions B entièrement libérées. Le capital versé ressort donc à Frs : 56.250.000.

Les *Réserves* s'élevaient au 31 décembre 1938 à Frs : 4.147.483.

La Société a émis deux *Emprunts* :

d'une part en 1929, 20 millions de francs d'obligations 5,1/2 % au nominal de 1.000 francs, amortissables de 1929 à 1949, sous réserve de remboursement anticipé à partir de 1932. Il restait en circulation au 31 décembre 1938 13.550 obligations.

d'autre part, en 1931, 20 millions de francs de bons de 1.000 francs au taux de 5 %, amortissables de 1936 à 1941, sous réserve de remboursement anticipé à partir de 1936. En circulation au 31 décembre 1938 : 12.580 titres.

A fin décembre 1938 l'ensemble des emprunts figurait au Bilan pour 26.395.000 francs.

A la même date le compte « *Créditeurs Divers* » s'élevait à un peu plus de 3 millions de francs.

Opérations

L'Union Bancaire du Nord accorde soit sur hypothèque, soit sur nantissement, soit sur cautions personnelles de tiers, des prêts ou des ouvertures de crédit allant jusqu'à dix ans et même davantage.

Les prêts à long terme se sont élevés dès le deuxième exercice social, en 1930, à plus de 37 millions de francs. En 1931 ils ont atteint un maximum de 49 millions.

Les affaires réalisées par la Société sont réparties entre les comptes d'actif ci-après :

Prêts à long terme	26.793.469
Débiteurs Divers	12.760.860
Portefeuille-Effets	6.679.663
Portefeuille-titres et participations financières	42.642.280
Immeubles et terrains	3.745.238

et les deux comptes d'ordre suivants :

Débiteurs par avals	6.833.783
Débiteurs par acceptations	7.304.682

On remarquera l'importance du « Portefeuille titres et participations financières » qui n'est pas loin d'égaliser à lui seul le montant des trois postes « Débiteurs divers », « Prêts à long terme » et « Portefeuille effets ». Le bénéfice de l'exercice 1938 s'élevant à Frs : 1.401.344,49 a été affecté avant bilan à l'amortissement partiel de ce compte.

Le posté « Immeubles et terrains », créé en 1935, correspond vraisemblablement à des immeubles dont l'Union Bancaire du

Nord a dû se rendre acquéreur sur procédures de réalisation de gage.

L'analyse de ses bilans montre que la Société semble s'être orientée beaucoup plus vers la commandite industrielle, alors que la C. A. L. I. F., nous l'avons vu, consent plutôt des crédits répondant à des besoins d'ordre commercial.

E) L'Union de Banques Régionales pour le Crédit Industriel (U. B. R.)

Nous avons eu l'occasion dans un précédent chapitre de signaler le rôle joué par la Société Générale de Crédit Industriel et Commercial auprès des banques de province, tout d'abord en prêtant son concours aux opérations du Syndicat des Banquiers des Départements, puis en groupant sous son égide un certain nombre de sociétés régionales et locales dans lesquelles elle a pris des intérêts.

En juin 1929 le Groupe du Crédit Industriel et Commercial, comprenant avec cet établissement dix-huit banques de province, parmi lesquelles : la Banque L. Dupont et Cie, la Banque Scalbert, la Société Nancéienne de Crédit Industriel et de Dépôts, la Société Lyonnaise de Dépôts, de comptes-courants et de Crédit Industriel, le Crédit de l'Ouest, le Comptoir d'Escompte de Rouen, fondait l'Union de Banques Régionales pour le Crédit Industriel.

Le nouvel organisme avait pour but de permettre aux banques participantes de donner à leur clientèle certaines facilités pour les affaires sortant de leurs opérations habituelles : crédits à terme plus ou moins éloigné, en vue d'extension ou de rééquipement industriel ; cautions à longue échéance, escompte de papier de vente à crédit.

Son objet social est ainsi défini : « toutes opérations de crédit, à moyen et à long terme, avec ou sans garantie réelle ou personnelle, au profit de toutes sociétés, de tous industriels, commerçants ou particuliers ».

Ressources

L'U. B. R. est au *capital* nominal de 40 millions de francs, divisé en huit mille actions de 5.000 francs, obligatoirement

nominales. Le capital est libéré d'un quart seulement. Le Conseil est statutairement autorisé à porter le capital à cent millions de francs.

Les *Réserves* et Fonds d'assurance s'élevaient à fin décembre 1938 à près de 7 millions (exactement 6.892.267 francs).

La Société a procédé en octobre 1929 à l'émission de 30 millions de francs de *Bons décennaux* 5 % amortissables au pair le 15 octobre 1939. Ces bons, qui figuraient au bilan de 1938 pour Frs : 28.139.000, ont été intégralement remboursés le 15 avril 1939, la Société anticipant de six mois sur leur échéance normale. Cette opération a été rendue possible du fait de l'importance des souscriptions de bons de caisse recueillies. L'Union de Banques Régionales émet en effet des *bons de caisse*, au porteur ou à ordre, en coupures de 1.000, 5.000 et 10.000 francs, à deux, trois ou cinq ans, dont les intérêts sont payables annuellement, à terme échu. Le montant des bons en circulation était, à fin décembre 1938, de Frs : 35.283.000.

Enfin les *Dépôts à échéance* figuraient au passif du bilan de 1938 pour Frs : 8.991.025.

Opérations

L'Union de Banques Régionales consent des avances de longue durée sans qu'elles puissent toutefois dépasser dix ans. Elle pratique également l'escompte des effets provenant de vente à crédit.

A la fin de l'exercice de 1938, le montant des crédits consentis s'établissait comme suit :

Avances	Frs : ..	33.971.533
Portefeuille-Effets	Frs : ..	50.075.517
Total		Frs : .. 84.047.050
Cautions et Acceptations		Frs : .. 13.782.635

Dans son rapport à l'Assemblée générale du 2 mars 1938, le Conseil d'Administration signalait que les remboursements intervenus depuis la fondation de la Société sur les avances

consenties, représentaient au 31 décembre 1937 plus du double du montant des comptes débiteurs à la même date.

L'Union de Banques Régionales cherche à équilibrer sensiblement le montant des avances proprement dites avec celui du Portefeuille-Effets. Cependant ce dernier s'est accru dans des proportions notables au cours de l'exercice 1938, passant de 34 millions à un peu plus de 50 millions.

SECTION II

LES ETABLISSEMENTS SPECIALISES DANS CERTAINES BRANCHES DU CREDIT A MOYEN TERME

La spécialisation de ces organismes résulte soit du fait qu'ils se consacrent plus particulièrement à telle ou telle des opérations de crédit à moyen terme, soit de ce que leur activité s'exerce dans le cadre d'une branche d'industrie déterminée.

A) Le Crédit Mobilier Industriel (S. O. V. A. C.)

Cette Société a été constituée le 10 novembre 1919 par plusieurs groupes bancaires et industriels, comprenant notamment : Citröen, la Banque Lazard et Morgan et Cie.

Ainsi que le souligne le sous-titre de sa raison sociale : « Société pour la vente à crédit (S.O.V.A.C.) », le Crédit Mobilier Industriel a pour objet essentiel le financement de la vente à tempérament, non seulement des automobiles, mais aussi de toutes sortes d'objets mobiliers tels que machines, appareils ménagers, meubles, etc. A côté de cette branche principale d'activité, le Crédit Mobilier Industriel a ouvert un département pour le financement des marchés de l'Etat et des Collectivités publiques, qui présente des analogies avec la vente à crédit puisque le banquier escompte en quelque sorte les paiements d'acomptes à intervenir, qu'il encaissera en vertu du transport en garantie consenti à son profit.

Le capital du Crédit Mobilier Industriel est fixé depuis l'origine à 60 millions de francs. Divisé en 120.000 actions de 500 francs il est, contrairement au capital des sociétés précédentes, entièrement libéré.

La Société n'a pas émis d'obligations.

Pour alimenter ses opérations d'escompte et d'avances, le Crédit Mobilier Industriel fait appel à ses ressources propres (capital et réserves) et à celles mises à sa disposition par les établissements financiers qui ont concouru à sa fondation.

En matière de crédit automobile, la S.O.V.A.C. pratique la formule « sans recours », étant entendu toutefois que les tireurs se chargent de revendre pour son compte les véhicules au cas où, par suite de la défaillance de l'acheteur, elle aurait à exercer le droit de reprise.

B) La Diffusion Industrielle et Automobile par le Crédit (D. I. A. C.)

Société anonyme au capital de 25 millions de francs

La Diffusion Industrielle Nationale (D. I. N.)

Société anonyme au capital de 12.600.000 francs

Ces deux sociétés ont été spécialement créées, la première par la Société des Usines Renault, la seconde par la Société des Automobiles Peugeot, pour le financement de la vente à crédit de la production de ces deux affaires (voitures, camions, autobus, autorails, moteurs, machines agricoles, etc.).

Elles travaillent avec leur capital et leurs réserves et au moyen du réescompte. Le réescompte accordé par les grands établissements de crédit est en principe limité aux effets dont le terme est assez rapproché. Cependant il est fréquent que la négociation du papier non bancable, de 5 à 12 mois, soit assurée au moyen d'effets de mobilisation. Ces effets de mobilisation, à trois mois d'échéance, renouvelables une ou deux fois suivant les cas, sont négociés au lieu et place des traites non bancales, lesquelles sont prises en pension par l'établissement escompteur et affectées à la garantie du paiement des effets de mobilisation. Un acte de nantissement est établi au profit de la banque qui détient les traites en gage jusqu'à l'époque où celles-ci, n'ayant plus que trois mois à courir, peuvent être substituées à tout ou partie des effets de mobilisation et être effectivement passées à l'escompte. Les effets de mobilisation sont renouvelés pour un montant correspondant à celui des effets les plus éloignés et non encore devenus bancales.

Au delà de neuf à douze mois le réescompte ne peut être assuré que par un établissement de crédit à moyen terme. Les

sociétés de vente à crédit ont d'ailleurs tout intérêt à remettre à un établissement de ce genre la totalité de leur papier non bancable étant donné les inconvénients déjà signalés que présente la pratique du crédit renouvelable.

C) Le Crédit Electrique et Gazier

Le Crédit Electrique et Gazier est une société anonyme fondée en 1927, au capital de 26 millions de francs, entièrement libéré.

Son Conseil d'administration comprend des représentants des diverses branches de l'industrie électrique et de groupes bancaires. Le président, M. Detœuf, est administrateur de la Société Thomson-Houston, de l'Energie Electrique du Sud-Ouest, de l'Union d'Electricité. Les deux vice-présidents sont M. Derode, administrateur de la Compagne Parisienne de Réescompte et du Crédit Mobilier Industriel, et M. Malizarie, administrateur de la Compagne Parisienne de Distribution d'Electricité, de la Compagne de Gaz de Paris et de l'Ouest Lumière.

La Société a pour objet : l'achat et la vente, soit au comptant, soit à terme et par abonnements, et la location des appareils utilisant, transportant ou produisant le courant électrique, le gaz d'éclairage et du chauffage; ou autres fluides, — le financement par voie d'escompte, prêts, avances ou tous autres procédés des ventes, locations-ventes ou locations de ces appareils, installation ou matériels.

*
* *

Les sociétés spécialisées dans la vente à crédit ont surmonté les difficultés rencontrées pendant la période de crise et d'instabilité monétaire qui a précédé la guerre. Le pourcentage des impayés est resté dans l'ensemble relativement bas, particulièrement en matière de ventes d'automobiles, depuis la mise en vigueur de la loi du 29 décembre 1934 sur la mise en gage des véhicules automobiles.

D) La Caisse Générale de l'Industrie et du Batiment

La Caisse Générale de l'Industrie et du Bâtiment est une Société anonyme privée, constituée en 1872, pour une durée de 72 ans.

Le capital, qui était à l'origine de 1.500.000 francs, a été successivement porté à 25 millions en 1921, 30 millions en 1925 et 40 millions, son chiffre actuel, en 1927. Il est divisé en 80.000 actions de 500 francs, dont 20.000 sont entièrement libérées et 60.000 libérées de moitié (le deuxième quart a été appelé le 15 janvier 1938).

Aux termes de ses statuts, la Société a pour objet « l'escompte et le réescompte de tous bons de caisses publiques et de tous effets tirés, acceptés, souscrits ou endossés par des propriétaires, entrepreneurs, industriels, commerçants, particuliers ou sociétés quelconques ; l'ouverture à leur profit de tous crédits de banque ou comptes-courants sur garanties hypothécaires ou autres, et généralement toutes opérations financières ou autres se rattachant directement ou indirectement au bâtiment et aux travaux publics et privés ».

La Caisse a fondé en 1924, sous le nom de « Caisse Immobilière de Gérance et de Crédit », une société filiale au capital de 5 millions de francs, qui a pour objet la gérance, l'administration, l'achat et la vente de tous immeubles et l'ouverture de crédits en comptes-courants, sur garanties hypothécaires ou autres, spécialement pour faciliter la construction, la surélévation, etc... de maisons de rapport.

Les deux sociétés ont leur siège respectivement 12 et 10 rue de Louvois, à Paris, et n'ont aucune succursale.

Opérations

Les opérations de la Caisse Générale de l'Industrie et du Bâtiment consistent principalement dans des ouvertures de crédit en compte-courant, dont la mobilisation est assurée par la création d'effets à quatre-vingt-dix jours souscrits par les emprunteurs et renouvelables pendant une durée qui peut atteindre trois ans.

Les garanties exigées sont les suivantes : hypothèques de premier rang ; délégations sur travaux ; dépôts de titres. La majeure partie des crédits sont garantis hypothécairement. Le montant du crédit octroyé peut atteindre 60 % de la valeur du gage constitué par le terrain nu et les constructions édifiées qui s'y ajoutent par accession. Pour les opérations concernant la construction de maisons individuelles, l'emprunteur doit en outre

contracter une police d'assurance sur la vie dont le bénéfice est transféré à la Caisse de l'Industrie et du Bâtiment en garantie du remboursement des avances consenties par elle.

Les crédits sont réalisés au fur et à mesure de l'avancement des travaux dont la Caisse suit l'exécution. L'utilisation de l'intégralité du crédit octroyé coïncide ainsi avec l'achèvement de l'immeuble dont la Caisse a financé la construction.

Lorsque l'immeuble est terminé, il y a lieu de consolider par un prêt à long terme les avances de la Caisse représentées ainsi que nous l'avons dit par des effets renouvelés de trois mois en trois mois. Pour ce faire, l'emprunteur doit s'adresser à un autre organisme, le Crédit Foncier de France le plus souvent. Si ce dernier ne consent qu'une consolidation partielle, en raison notamment des règles très strictes qui régissent l'estimation de la valeur des gages affectés à ses opérations, le solde de la créance de la Caisse générale de l'Industrie et du Bâtiment demeure garanti par une hypothèque de deuxième rang venant après l'inscription prise au profit du Crédit Foncier auquel une cession d'antériorité est consentie.

Ressources

Les ressources de la Caisse de l'Industrie et du Bâtiment proviennent de ses fonds propres, d'un emprunt obligataire et du réescompte de son portefeuille-effets.

Le *capital* de la Caisse comprend 80.000 actions de 500 francs, dont 20.000 entièrement libérées et 60.000 libérées de moitié. Le capital versé ressort ainsi à 25 millions de francs.

Les comptes de *réserves* s'élevaient au 31 décembre 1928 à 7.991.958 francs.

En 1929 la Société a procédé à l'émission de 40.000 *obligations* de 1000 francs, du type 5 % demi-net, émises à 928 frs et remboursables de 1932 à 1956, soit par tirage au sort, soit par rachats en Bourse. Au 31 décembre 1938 le montant des obligations en circulation se trouvait ramené à 25.579.000 francs.

D'autre part de nombreux clients de la Caisse sont en compte-courant avec elle. A fin décembre 1938 les *comptes-courants créditeurs* figuraient au bilan pour frs : 10.541.687.

Enfin la Caisse de l'Industrie et du Bâtiment dispose du pro-

duit du réescompte des effets souscrits à son profit par les crédits.

Ce réescompte était à l'origine assuré directement par la Banque de France. Nous avons vu (1) que celle-ci, après s'être contentée d'une troisième signature de pure forme, est revenue par la suite à une plus stricte application de ses statuts. De même alors que précédemment elle acceptait le renouvellement des effets pendant toute la durée de l'opération, la Banque de France se refuse depuis 1924 à maintenir son concours au-delà de la durée du crédit de campagne (9 mois) et n'accepte plus que deux renouvellements pour un même effet.

Dans ces conditions les frais de trésorerie de la Caisse Générale de l'Industrie et du Bâtiment varient suivant qu'il s'agit d'effets réescomptables directement à la Banque de France, d'effets pour lesquels il est nécessaire de recourir à la signature d'un établissement bancaire, ou encore d'effets non réescomptables par la Banque, le délai maximum de neuf mois ayant couru.

★ ★

La crise qui sévit depuis plusieurs années sur le marché immobilier a influé défavorablement sur l'activité de la Société. Ses charges de trésorerie ont été augmentées par suite de l'élévation du taux de l'escompte de la Banque de France qui a atteint jusqu'à 5 % en 1936, tandis que les répercussions des décrets-lois de juillet-octobre 1935 rendaient difficiles dans certains cas, aux crédits, l'acquittement intégral de leurs intérêts.

Le ralentissement des constructions nouvelles a entraîné une diminution de l'encours d'affaires de la Caisse. Alors que les deux postes d'avances sur garanties « Effets en portefeuille » et « Comptes débiteurs » totalisaient en 1931, frs : 69.659.256, ils se trouvaient ramenés à 61 millions en 1934 et à 51.614.153 frs au 31 décembre 1938.

Dans cette situation la Caisse de l'Industrie et du Bâtiment a cherché à élargir le champ de son activité. A cet égard le rapport du Conseil d'administration, à l'Assemblée générale du

(1) Cf. *supra*, page 69.

20 mai 1938, expose que la Société a décidé de s'intéresser plus largement au financement des travaux exécutés par les entreprises pour le compte de l'Etat et des administrations publiques, et qu'elle a mis au point une formule nouvelle d'ouverture de crédit spécialement étudiée pour le financement des constructions de petites maisons et pavillons destinés à l'habitation familiale. Le Conseil espère que ces nouvelles sources d'affaires seront de nature à compenser pour la Société la rareté actuelle des constructions d'immeubles de rapport.

Le compte rendu de l'exercice 1938, soumis à l'Assemblée générale du 16 juin 1939, signale que les crédits accordés à cette date ont permis la construction de 160 pavillons. Le rapport du Conseil ajoute : « *L'expérience que nous avons acquise nous a permis de constater combien ce genre de clientèle était sérieuse et digne d'intérêt. Nous avons donc estimé qu'il était opportun de développer ces opérations et, dans ce but, nous venons de décider de participer à la constitution d'une société nouvelle qui permettra à la fois de donner aux propriétaires des délais plus longs pour l'amortissement des sommes empruntées et d'assurer à la Caisse Générale la consolidation quasi automatique de ses ouvertures de crédit* ».

Le nouvel organisme auquel fait allusion le Conseil de la Caisse Générale de l'Industrie et du Bâtiment, est la « Caisse Auxiliaire de Prêts Fonciers pour favoriser le développement de l'Habitation Familiale », dont nous avons noté plus haut la création sous l'égide de la Banque de Paris et des Pays-Bas.

CONCLUSION

Avec la création des nombreux établissements que nous venons de passer en revue, les lacunes du système bancaire français ont été comblées et l'on peut dire qu'il possède maintenant les organes de crédit à moyen terme qui lui ont fait longtemps défaut. Toutes les branches de l'économie, toutes les catégories sociales sont enfin assurées de voir satisfaire leurs demandes justifiées. Une réserve est à faire, toutefois, en ce qui concerne le commerce d'exportation, car la « Banque Nationale du Commerce Extérieur », dans sa conception actuelle, est assez mal outillée pour donner à nos exportateurs tous les concours qu'ils sont en droit d'en attendre.

Si les organes de crédit industriel et commercial à moyen terme existent et ont fait leurs preuves et s'ils paraissent, dans leur ensemble, bien conçus pour fonctionner efficacement, les conditions générales ont été jusqu'ici peu favorables à leur développement.

Les dépréciations successives de la monnaie entraînent pour les sociétés qui nous occupent un amoindrissement de leur substance et de leurs bénéfices. Leur surface et leurs moyens s'en trouvent affectés dans leur valeur relative. Ce n'est que par l'extension de leurs opérations que les sociétés de crédit à moyen terme pourraient compenser l'augmentation constante de leurs charges et de leurs frais d'exploitation.

A cette extension s'opposent l'insuffisance des ressources ; le coût du crédit ; l'importance des risques.

Nous avons noté que l'insuffisance des ressources affectées au crédit à moyen terme, ainsi que leur prix de revient élevé, étaient dus principalement aux prélèvements directs et indirects

opérés par le Trésor sur l'épargne. Emissions continues de bons du Trésor facilement négociables, de valeurs à moyen et long terme jouissant d'immunités fiscales, avantages consentis à des caisses publiques, telles sont les causes d'une situation dommageable au secteur productif de l'économie nationale.

L'élargissement des ressources, l'assouplissement des trésoreries des établissements de crédit à moyen terme, et l'abaissement des taux d'intérêt pourraient être obtenus par la création d'un organisme central de réescompte et par des mesures propres à favoriser le développement des dépôts à échéance.

Les exagérations fiscales constituent une lourde entrave au développement du crédit à moyen terme, et contribuent elles aussi à la cherté du crédit. Sans même faire état des dispositions fiscales particulières aux banques (taxe spéciale sur le chiffre d'affaires ; assiette de la contribution des patentes, etc...), il est évident qu'un impôt sur le revenu des valeurs mobilières, qui atteint 30 %, est prohibitif. Il serait à souhaiter que le taux réduit de 10 % appliqué aux émissions nouvelles d'obligations, en vertu de la loi du 29 mars 1941, soit accordé à tous les emprunts contractés en vue de consentir des prêts aux industriels et aux commerçants français. De même, le bénéfice de la non imposition à la cédule des revenus des capitaux mobiliers devrait être étendu, ainsi que l'a préconisé le Conseil National Economique, aux produits des prêts réalisés à l'aide de fonds déposés dans les sociétés de crédit et immobilisés pour une durée minima donnée, de six mois par exemple.

La réforme du régime fiscal des garanties n'est pas moins indispensable. Les droits de timbre et d'enregistrement applicables aux contrats de prêts, les frais de constitution et de mainlevée des garanties devraient être proportionnés à la durée des opérations et non pas seulement à leur montant.

Quant à la diminution des risques du crédit, elle pourrait être recherchée dans une meilleure utilisation et une généralisation de l'assurance crédit et dans un renforcement des organisations professionnelles et corporatives qui faciliterait le contrôle des diverses catégories d'emprunteurs.

Par ailleurs, une refonte du régime juridique des sûretés réelles qui procurerait, notamment, l'assouplissement des règles de constitution du gage commercial et leur adaptation aux condi-

tions d'exercice des différentes activités économiques, permettrait aux institutions de financement à moyen terme d'élargir le champ de leur action, tout en maintenant à leurs opérations les garanties de sécurité indispensables.

Mais l'avenir du crédit à moyen terme, solidaire de la monnaie et de la production, dépend, avant tout, de l'établissement de conditions économiques, monétaires et sociales plus stables. C'est à ce prix seulement que l'on pourra faire face aux besoins massifs de crédits à moyen terme qui se feront jour pendant la longue période de reconstruction et de réadaptation qui suivra la fin des hostilités.

VU :

Le Président de thèse,

Louis BAUDIN

VU :

Le Doyen,

Georges RIPERT.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

Gilbert GIDEL.

BIBLIOGRAPHIE

- Germain MARTIN. — *Les Problèmes du crédit en France*. Paris 1919.
- L. BAUDIN. — *Le Crédit*. Paris 1934.
- » — *La réforme du crédit*. Paris 1938.
- NOGARO. — *Le projet de loi sur le crédit à long terme*. Bruxelles 1914.
- DOMET DE VORGES. — *Les crédits de banque à long terme*. Thèse. Paris 1930.
- SELIGMANN. — *Etude économique de la vente à tempérament* (traduction Lecarpentier). Paris 1930.
- BERNAY. — *L'application du gage en matière de vente à crédit*. Paris 1937.
- L. LAMBERT. — *Le Crédit National*. Thèse. Paris 1925.
- M. CAILLEZ. — *L'organisation du crédit au commerce extérieur en France et à l'Etranger*. Thèse. Paris 1923.
- BALDY. — *Les Banques d'affaires en France*. Paris 1922.
- LAUFENBURGER. — *Les banques françaises*. Paris, 1940.

L'Agence économique et financière.

La Vie Financière.

Rapports du Conseil national économique.

Documents parlementaires.

Comptes rendus, bilans et rapports des sociétés bancaires.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — Définition du crédit à moyen terme	9
CHAPITRE II. — Les ressources du crédit à moyen terme	20
CHAPITRE III. — Les opérations de crédit à moyen terme	30
SECTION 1. — Le financement des entreprises	30
SECTION 2. — L'escompte des ventes à tempérament	39
SECTION 3. — Le financement des marchés publics et privés	47
SECTION 4. — Le financement des exportations	60
SECTION 5. — Le crédit à la construction et au bâtiment	66
SECTION 6. — Le crédit à l'industrie cinématographique	72
CHAPITRE IV. — L'Assurance des Crédits	79

DEUXIEME PARTIE

CHAPITRE V. — Le système bancaire français et le crédit à moyen terme	87
CHAPITRE VI. — La tentative d'organisation du crédit à moyen terme de 1912	97
CHAPITRE VII. — Les Etablissements publics et semi-publics de crédit à moyen terme	103
a) Le Crédit National	104
b) La Caisse Centrale de Crédit Hôtelier, Commercial et Industriel	118
c) La Caisse Centrale de Crédit Coopératif	127
d) La Caisse Nationale des Marchés de l'Etat	134
e) La Banque Nationale Française du Commerce Extérieur ..	144
f) Le Sous-Comptoir des Entrepreneurs	151
CHAPITRE VIII. — Les Etablissements Privés de Crédit à moyen terme	161
SECTION 1. — <i>Etablissements non spécialisés</i>	162
A) Association Financière pour le Commerce et l'Industrie ..	162

188 LE CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL A MOYEN TERME

B) Union pour le Crédit à l'Industrie Nationale	165
C) Société Anonyme de crédit à l'Industrie française	167
D) Union bancaire du Nord	170
E) Union de Banques régionales	172
SECTION 2. — <i>Etablissements spécialisés</i>	174
A) Crédit Mobilier Industriel	174
B) Diffusion Industrielle et Automobile par le Crédit ; Dif- fusion Industrielle Nationale	175
C) Crédit Electrique et Gazier	176
D) Caisse Générale de l'Industrie et du Bâtiment	176
CONCLUSION	181
BIBLIOGRAPHIE	185

